



# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 23 MAI 1942

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MAY 23RD, 1942

## AVIS AUX INTÉRESSÉS

### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

## NOTICE TO INTERESTED PARTIES

### Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement, Québec, 27 juin 1940.  
1—1-52

### Lettres Patentes

#### "A. & A. Trading Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze avril 1942, constituant en corporation: Nathaniel Leonard Rappaport, avocat, 5610 Decelles, Montréal, Hyman Eric Feigelson avocat, 6235 De Vimy, Montréal, et Marie Thomas Robillard, huissier, 3968 St-Denis, Montréal, district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger, et généralement faire le commerce de toutes sortes d'automobiles neuves et usagées, véhicules moteurs, appareils-moteurs, machines, carburateurs, accessoires, pièces et toutes sortes de machines neuves et usagées, instruments aratoires, ustensiles, appareils, lubrifiants, ciment, solutions et dispositifs incidents à la construction d'automobiles ou autrement;

Faire le commerce, acheter, vendre, échanger, louer et généralement faire le négoce de pneus neufs et usagés, radios, batteries, calorifères, et toutes sortes de pièces neuves et usagées, accessoires, ornements, dispositifs, outils, outillage et fournitures pour automobiles, taxis, camions automobiles, autobus, camions remor-

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House, Quebec, June 27th, 1940.  
1—1-52

### Letters Patent

#### "A. & A. Trading Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1942, incorporating: Nathaniel Leonard Rappaport, Advocate, 5610 Decelles, Montreal, Hyman Eric Feigelson, Advocate, 6235 De Vimy, Montreal, and Marie Thomas Robillard, Bailiff, 3968 St. Denis, Montreal, District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export, exchange, and generally deal in all kinds of new and used automobiles, motor vehicles, motors, engines, machines, carburetors, accessories, parts and all kinds of new and used machinery, implements, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions and appliances whether incidental to the construction of motor cars or otherwise;

To trade in, buy, sell, exchange, lease, and generally deal in new and used tires, radios, batteries, heaters, and generally in all new and used parts, accessories, ornaments, appliances, tools, equipment and furnishings for automobiles, taxicabs auto trucks, auto buses, trailers, dump trucks, oil trucks, steam shovels, cranes and

queurs, camions à bascule, camions réservoirs, pelles à vapeur, grues et véhicules moteurs de toutes sortes pour fins d'amusement ou d'affaires;

Acheter, vendre et distribuer, comme mandants, agents ou autres, de l'huile à moteurs ou machines, gazoline, kerosène, benzine, alcool commercial, poli, et produits chimiques de toutes sortes; prendre soin et entretenir les véhicules moteurs, moteurs, et leurs parties constitutives;

Faire le commerce, acheter, vendre, échanger, louer et généralement faire le négoce de bateaux neufs ou usagés, vaisseaux, embarcations de toutes sortes, sabots, poulies, courroies de transmission, arbres de transmission, outillage de transmission, matériaux de construction, déchets, débris, métaux, fer, acier, cuivre, laiton, plomb, antifriction, antimoine, aluminium, quincaillerie, ameublement de bureau, contrôleurs de ronde, outillage de moulin, sacs, câble, bâche, balances, ancrés et chaînes.

Se livrer aux opérations de constructeurs, sauveteurs, démolisseurs, fondeurs et raffineurs, sous le nom de "A & A Trading Co. Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6335, Boulevard St-Laurent, en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quatorze avril 1942.

L. DÉSILETS,  
Assistant-procureur général.

1108

pleasure and commercial motor vehicles of all kinds;

To buy, sell and distribute, either as principal agents or otherwise, motor or machine oil gasoline, kerosine, benzine, commercial alcohol, polish, and chemicals of every description, associated with the care and maintenance of motor vehicles, motors, and their component parts;

To trade in, buy, sell, exchange, lease and generally deal in new and used boats, ships, watercraft, hangers, pulleys, belting, shafting, transmission equipment, construction materials, scrap, salvage, metals, iron, steel, copper, brass, lead, babbit, antimony, aluminum, hardware, office furniture, time clocks, mill supplies, bags, rope, tarpaulin, scales, anchors and chains.

To carry on the business of builders, wreckers, demolition, salvage, smelters and refiners, under the name of "A & A Trading Co. Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at 6335 St. Lawrence Boulevard, in the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1942.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

1108-o

**"Contractors Uniform Company Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 13 avril 1942, constituant en corporation: Norman Genser, avocat, résidant et domicilié au N° 4915, avenue Fulton, Barnet Nusselman, notaire, résidant et domicilié à 2935, Maplewood Avenue, tous deux de la cité de Montréal, et Arthur Levin, avocat, résidant et domicilié au N° 610, avenue Belmont, dans la cité de Westmount, tous trois du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les opérations qui consistent à manufacturer, produire, acheter, vendre, exporter, importer et exercer le commerce et le négoce d'uniformes et vêtements, de toute nature et description, pour hommes et garçons, femmes et enfants, soit comme marchands de gros ou de détails, agents, manufacturiers, ou entrepreneurs, sous le nom de "Contractors Uniform Company Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante dollars (\$50) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le 13 avril 1942.

L. DÉSILETS,  
Assistant-procureur général.

1109

**"Contractors Uniform Company Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1942, incorporating: Norman Genser, Advocate, residing and domiciled at 4915 Fulton Avenue, Barnet Nusselman, Notary, residing and domiciled at 2935 Maplewood Avenue, both in the City of Montreal, and Arthur Levin, Advocate, residing and domiciled at 610 Belmont Avenue, in the City of Westmount, all three in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, producing, buying, selling, exporting, importing and dealing in and with men's and boys', women's and children's uniforms and clothing of every nature and description, either as wholesalers, retailers, agents, manufacturers or contractors, under the name of "Contractors Uniform Company Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1942.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

1109-o

**"Diaz Lumber Limited"—"Bois Diaz Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois avril 1942, constituant en corporation: René Chênevert, avocat, Louis-Philippe

**"Diaz Lumber Limited"—"Bois Diaz Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of April, 1942, incorporating: René Chênevert, Advocate, Louis-Philippe Lortie,

Lortie, comptable agréé, et Germaine Boisvert, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer, dans toutes ses branches, le commerce de manufacturier, importateur, exportateur et marchand de billots, bois, bois de charpente, dormants de chemin de fer, pulpe, bois de pulpe, papier et autres produits ou sous-produits du bois et de la pulpe, et tous articles et matériaux dans lesquels entrent, en tout ou en partie, le bois, la pulpe, la planche de pulpe ou de papier, sous le nom de "Diaz Lumber Limited"—"Bois Diaz Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille cent dollars (\$49,100), divisé en quatre mille neuf cent dix (4,910) actions de dix dollars (\$10) chacune.

La compagnie sera administrée par un conseil de cinq (5) directeurs qui seront élus à la première assemblée générale des actionnaires.

Le siège social de la compagnie sera à Rouleau Siding, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-trois avril 1942.

1110 L. DÉSILETS,  
Assistent-procureur général.

**"Dorel Vanities Ltd."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 17 avril 1942, constituant en corporation: Eli Brown, manufacturier, Henry Brown, gérant, et Louis Abraham DeZwirek, avocat, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les opérations qui consistent à manufacturer des articles en bois de charpente et bois en général, et des parures en bois;

Acheter, vendre, préparer pour le marché, manufacturer, importer, exporter et exercer le commerce de bois de charpente et bois de toutes sortes, et manufacturer et exercer le commerce d'articles de toutes sortes dans la fabrication desquels entre du bois de charpente ou du bois en général, et tous objets qui peuvent être faits avec du bois ou qui proviennent du bois ou des rebuts du bois, sous le nom de "Dorel Vanities Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le 17 avril 1942.

1111 L. DÉSILETS,  
Assistent-procureur général.

**"E. Lecompte Draperies Ltée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-septième jour d'avril 1942, constituant en corporation: Eugène Lecompte, marchand, Madame Léontine G. Lecompte, ménagère, épouse séparée de biens d'Eugène Lecompte, résidant tous deux au N° 7728 rue St-Hubert, en la cité de Montréal, district de Montréal, et Pierre Lecompte, gérant, résidant au N° 673 Avenue Woodland, en la cité de Verdun, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, échanger, manufacturer et ou autrement acquérir et disposer de: (a) toutes

Chartered Accountant, and Germaine Boisvert, Stenographer, spinster, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of a manufacturer, importer, exporter of and dealer in logs, lumber, timber, railroad ties, pulp, pulpwood, paper and other products or by-products of wood and pulp, and all other articles and materials into which wood, pulp, pulpboard or paper enter, or of which they form part, under the name of "Diaz Lumber Limited"—"Bois Diaz, Limitée", with a total capital stock of forty-nine thousand one hundred dollars (\$49,100.00), divided into four thousand nine hundred and ten (4,910) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The company shall be managed by a Board of five (5) directors to be elected at the first general meeting of the shareholders.

The head office of the company will be at Rouleau Siding, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1942.

1110-o L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**"Dorel Vanities Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of April, 1942, incorporating: Eli Brown, Manufacturer, Henry Brown, Manager, and Louis Abraham DeZwirek, Advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing of lumber and wooden ware and wooden jewellery;

To buy, sell, prepare for market, manufacture, import, export and deal in timber and wood of all kinds, and to manufacture and deal in articles of all kinds in the manufacture of which timber or wood is used and all articles that can be made from or extracted from wood or the waste products of wood, under the name of "Dorel Vanities Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1942.

1111-o L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**"E. Lecompte Draperies Ltée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of April, 1942, incorporating: Eugène Lecompte, merchant, Madame Léontine G. Lecompte, housewife, wife separate as to property of Eugène Lecompte, both residing at No. 7728 St-Hubert street, in the city of Montreal, district of Montreal, and Pierre Lecompte, manager, residing at No. 673 Woodland Avenue, in the city of Verdun, district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, sell, exchange, manufacture and-or otherwise acquire and dispose of: (a) al.

sortes de draperies, rideaux, stores, tentures, couvertures de meubles, couvre-lits, bourrures de meubles, décorations intérieures et extérieures (pour usage domestique ou pour toutes autres fins commerciales, savoir: automobiles, bateaux, avions, chemins de fer, fiacres);

Exercer le métier de drapiers et décorateurs en draperies et tentures, sous le nom de "E. Lecompte Draperies Ltée", avec un capital total de trente-cinq mille dollars (\$35,000.00), divisé en trois cent cinquante (350) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera au N° 673, Avenue Woodland, à Verdun, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-septième jour d'avril 1942.

L. DÉSILETS,

1112-o Assistant-procureur général.

**"Embouteilleurs des Eaux Gazeuses de Québec"—"Quebec Bottlers of Carbonated Beverages"**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf avril 1942, constituant en corporation sans capital-actions: William Miller Carment, Morton Ivarson, Lionel Fournier et John Herbert Murphy, de la cité de Montréal, Jean-Emile Paré de la cité de Hull, et Raoul Fortier, de la cité de Québec, tous les six manufacturiers, de la province de Québec, dans les buts suivants:

Favoriser les intérêts de ses membres, encourager l'usage de principes moraux en affaires, représenter ses membres dans le traitement des affaires touchant leurs intérêts, et cultiver l'amitié, la bonne entente et la coopération en affaires. Seuls, les manufacturiers ou les personnes engagées dans le commerce de la fabrication de liqueurs douces peuvent être membres de l'association.

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de dix mille dollars.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Le nom de cette corporation est: "Embouteilleurs des Eaux Gazeuses de Québec"—"Quebec Bottlers of Carbonated Beverages".

Daté du bureau du procureur général, le neuf avril 1942.

L. DÉSILETS,

1113 Assistant-procureur général.

**"Enterprise Agencies Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix avril 1942, constituant en corporation: Margaret Boehmer et Gisèle Roby, toutes deux sténographes, filles majeures usant de leurs droits, et John Anthony Nolan, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, manufacturer, importer, exporter, réparer, convertir, modifier, louer, arrêter, et autrement négocier et faire le commerce de machinerie, moteurs, machines-outils, machines, bouilloires, installations de centrale électrique, installations de systèmes hydrauliques de toutes

kinds of draperies, curtains, shades, hangings, furniture coverings, bed-spreads, upholstery, interior and exterior decorations (for household use or for any other commercial purposes, namely: automobiles, boats, aeroplanes, railroads, wagons);

To carry on the trade of drapers and decorators in draperies and hangings, under the name of "E. Lecompte Draperies Ltée", with a total capital stock of thirty-five thousand dollars (\$35,000), divided into three hundred and fifty (350) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at No. 673 Woodland Avenue, Verdun, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1942.

L. DÉSILETS,

1112 Deputy Attorney General.

**"Embouteilleurs des Eaux Gazeuses de Québec"—"Quebec Bottlers of Carbonated Beverages"**

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1942, incorporating as a corporation without share capital: William Miller Carment, Morton Ivarson, Lionel Fournier and John Herbert Murphy, of the City of Montreal, Jean Emile Paré, of the City of Hull, and Raoul Fortier, of the City of Quebec, all six Manufacturers, of the Province of Quebec, for the following purposes:

To promote the interests of its members, to encourage the use of ethical principles in business, to represent its members when dealing with all matters affecting the interests of its members, and to cultivate friendship, goodwill and business cooperation. Only manufacturers of soft drinks or persons engaged in the business of the manufacture of soft drinks can be members of the association.

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, in Ten Thousand dollars.

The head office of the corporation will be at Montreal, in the District of Montreal, in the Province of Quebec.

The name of this corporation is: "Embouteilleurs des Eaux Gazeuses de Québec"—"Quebec Bottlers of Carbonated Beverages".

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April, 1942.

L. DÉSILETS,

1113-o Deputy Attorney General.

**"Enterprise Agencies Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of April, 1942, incorporating: Margaret Boehmer and Gisèle Roby, both Stenographers, filles majeures usant de leurs droits, and John Anthony Nolan, Advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture, import, export, repair, convert, alter, let, hire, and otherwise deal in and with machinery, motors, machine tools, engines, boilers, power plant equipment, hydraulic equipment of all kinds, electrical, mining and industrial equipment, hardware, tools, utensils

sortes, installations électriques, minières et industrielles, quincaillerie, outils, ustensiles, instruments de toutes sortes, véhicules-moteurs et accessoires, aéroplanes et accessoires, bateaux à vapeur, remorqueurs et autres outillages flottants, matériel de chemin de fer et accessoires, sous le nom de "Entreprise Agencies Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix avril 1942.

1114 L. DÉSILETS,  
Assistant-procureur général.

**"Finnie Mfg. Co. Ltd."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept avril 1942, constituant en corporation: Ellerslie Wallace Finnie, manufacturier, George Spencer Finnie, vendeur, et Angus Black, secrétaire, tous des cités et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Convertir le jute, canevas, coton, soie, toile, lin, lainages, marchandises caoutchoutées et tous autres textiles et tissus convenant à ces fins, dont la fabrication est à base de textiles, soie, caoutchouc ou d'aucune autre substance, et manufacturer avec lesdites matières: tentes, tarpaulins, lits de camp, havresacs, équipement militaire, auvents, stores, chaises, pavillons, oriflammes, habits de sport, literie, coton à fromage, courroies, ceintures, voiles, couvertures d'écouilles, et marchandises semblables, et importer, exporter, acheter, vendre, échanger et faire le commerce généralement, en gros et en détail, des dites marchandises et effets et des matières dont ils sont composés;

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce de soie, coton, laine, filés, lin et autres substances fibreuses, tel que le fil, filés, draps, tissus et autres textiles, tissés, tricotés, mis en filet, crochetés, feutrés ou autrement, et tous les ingrédients et parties constituant d'iceux, et adapter, combiner, finir et convertir aucun des produits susdits; traiter, manufacturer et préparer tous produits et sous-produits d'iceux, soit à l'état préparé, manufacturé ou brut, et les acheter, vendre, négocier et en faire le commerce, et produire, peigner, préparer, carder, tricoter, filer, tisser, teindre et imprimer aucun ou tous les produits, tissus et substances sus-mentionnées et tous les articles dans la fabrication desquels entrent aucun ou tous les matières ou articles ci-dessus; et sans limiter ce qui précède, exercer tous ou aucun des commerces suivants, à savoir: marchands de fils, fileurs, blanchisseurs, teinturiers, fabricants et consommateurs de substances tinctoriales;

Manufacturer, acheter, vendre et généralement faire le commerce de tous articles, effets, objets et marchandises dans lesquels peuvent être utilisés le caoutchouc, guttapercha, soie chimiquement traitée et caoutchoutée, soie huilée, marchandises en soie, marchandises en coton, cuir et imitation de cuir, cellophane, plastique, toutes sortes de substances fibreuses, et marchandises imperméable et tissus de toutes sortes et description ou toutes substances semblables;

Exercer dans toutes ou aucune de ses spécialités le commerce de manufacturiers et réparateurs, exportateurs et importateurs et généralement de

implements of all kinds, motor vehicles and supplies, aeroplanes and supplies, steamboats, tugs and other floating equipment, railway equipment and supplies; under the name of "Entreprise Agencies Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of April, 1942.

1114-o L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**"Finnie Mfg. Co. Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1942, incorporating: Ellerslie Wallace Finnie, manufacturer, George Spencer Finnie, salesman, and Angus Black, secretary, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To convert jute, canvas, cotton, silks, duck, flax, woollens, rubberized goods and any other textiles and fabrics suitable for the purpose, whether basically manufactured from textiles, silk, rubber or any other material, and to manufacture, from the said materials; tents, tarpaulins, cots, knapsacks, military equipment, awnings, window-blinds, chairs, flags, pennants, sportswear, sheetings, cheese cloths, straps, belts, sails, hatch covers and similar merchandise, and to import, export, purchase, sell, exchange and deal generally, both wholesale and retail, in the said merchandise and goods and in the materials of which they are composed;

To manufacture, import, export, buy, sell and deal in silk, cotton, wool, worsted, flax and other fibrous substances, as well as yarns, threads, cloths, fabrics and other textiles, woven, knit, netted, looped, felted or otherwise, and all ingredients and component parts thereof, and to adapt, compound, finish and convert any of the foregoing products; to treat, manufacture and prepare all products and by-products thereof, either in the prepared, manufactured or raw state, and to buy, sell, deal and trade in the same, and to produce, comb, prepare, card, knit, spin, weave, dye and print any or all of the aforementioned products, fabrics, and substances, and all articles into the manufacture of which any or all of the above materials or articles enter; and without limitation of the foregoing, to carry on all or any of the following businesses, namely: yarn merchants, spinners, bleachers, dyers, makers and users of dyeing materials;

To manufacture, buy, sell and deal in generally all articles, goods, wares, and merchandise in which rubber, guttapercha, processed and rubberized silk, oil-silk, skill goods, cotton goods, leather and imitation leather, cellophane, plastics, all kinds of fibrous substances, and waterproof goods and fabrics of every kind and description, of any similar substances may be used;

To carry on in all or any of its branches the business of manufacturers and repairers, exporters and importers, and dealers generally in para-

commerçants de parachutes, harnais de parachutes, dispositifs et équipement de parachutes et ses parties constitutives, accessoires, garnitures, instruments et appareils et toutes choses susceptibles d'être utilisées avec iceux ou relativement à iceux ou dans la fabrication, l'entretien ou la mise en opération d'iceux;

Manufacturer, acheter, vendre et autrement acquérir, réparer, installer, ériger, outiller et ajuster de la machinerie, moteurs, outils et outillage de toutes sortes et description, comprenant des bouilloires, outillage de centrale électrique, d'usines hydrauliques de toutes sortes, machinerie électrique, accessoires électriques, automobiles, camions, et accessoires d'automobiles, aéroplanes et pièces d'aéroplanes, et acquérir, acheter, vendre, échanger, exporter et importer, et généralement faire le commerce de bronze, fer, cuivre, aluminium et tous autres métaux de toutes sortes et description, ainsi que tous matériaux et articles utilisés dans la fabrication et la réparation de moteurs, machines, outils et instruments de toutes sortes, ou en aucune manière se rapportant à iceux, exercer le commerce de machinistes, forgerons, fabricants de bouilloires, travailleurs en cuivre, poseurs d'appareils à vapeur, modeleurs, électriciens, finisseurs en bronze, plaqueurs, ferblantiers, plombiers, fondeurs en métaux de toutes sortes, métallurgistes ou travailleurs en métaux, ajusteurs d'appareils, constructeurs de moulins, selliers, fabricants de boîtes à emballage, galvanisateurs, vernisseurs en laque, électroplaqueurs, émailleurs et toutes autres spécialités ordinairement ou convenablement connexes à tous tels commerces susdits, soit pour la préparation ou la finition des articles, sous le nom de "Finnie Mfg. Co. Ltd.", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pointe-aux-Trembles, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce sept avril 1942.

L. DÉSILETS,

Assistant-procureur général.

1115

**"Guilmette Plumbing Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize avril 1942, constituant en corporation: John Michael Schlesinger, Harry Benjamin Fogul, tous deux avocats, des cité et district de Montréal, et Barnet Buckman, notaire publique, de la cité d'Outremont, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, fabriquer, vendre, installer et réparer des systèmes de plomberie et de chauffage de toutes sortes et afin de pourvoir à iceux, en gros et en détail exercer le commerce de ferblanterie et de toutes autres choses s'y rapportant, et manufacturer, acheter, vendre, importer, négocier et faire le commerce de tous les articles susmentionnés, sous le nom de "Guilmette Plumbing Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars (\$10) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce seize avril 1942.

L. DÉSILETS,

Assistant-procureur général.

1116

chutes, parachute harness, parachute apparatus and equipment, and its component parts, accessories, fittings, implements and appliances and all things capable of being used therewith or in connection therewith, or in the manufacture, maintenance or working thereof;

To manufacture, buy, sell and otherwise acquire, repair, install, erect, equip and adjust machinery engines, tools and equipment of all kinds and description, including boilers, power-plant equipment, hydraulic equipment of all kinds, electrical machinery, electrical supplies, automobiles, trucks, and automobile supplies, aeroplanes and aeroplane parts, and to acquire, buy, sell, exchange, export and import and to deal generally in brass, iron, copper, and aluminum and all other metals of every kind and description, as well as all materials and articles used in the manufacture and repair of engines, machines, tools and implements of all kinds, or in any way in connection therewith, to carry on the business of machinists, blacksmiths, boilermakers, copper-smiths, steamfitters, patternmakers, electricians, brass finishers, platers, tinsmiths, plumbers, founders in metals of all kinds, metallurgists of metal workers, fitters, millwrights, saddlers, packing box makers, galvanizers, japaners, electro-platers, enamellers and all other branches of business usually or conveniently connected with any such businesses as aforesaid, either for preparing or finishing articles, under the name of "Finnie Mfg. Co. Ltd.", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Pointe aux Trembles, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1942.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

1115-o

**"Guilmette Plumbing Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1942, incorporating: John Michael Schlesinger, Harry Benjamin Fogul, both Advocates, of the City and District of Montreal, and Barnet Buckman, Notary Public, of the City of Outremont, District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, build, sell, instal and repair plumbing and heating installations of all kinds and for the purpose of rendering service thereon both wholesale and retail and to carry on the business of tinsmithing and everything else incidental thereto, and to manufacture, buy, sell, import, trade and deal in all of the abovementioned articles, under the name of "Guilmette Plumbing Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of April, 1942.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

1116-o

## Jean Baptiste Cloutier Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorzième jour d'avril 1942, constituant en corporation: William Morin, domicilié à 22, rue Turnbull, L.-P.-Henri Boivin, domicilié à 111½, Grande Allée, et Raymond Roy, domicilié à 8, rue Christie, tous trois avocats, de la cité et du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce et le négoce de lin, filés, soie, fil, coton, laine, toile, chanvre et autres substances fibreuses et leurs substituts et tissus de toutes sortes, et tous produits et sous-produits de tous et d'aucun des objets et articles susdits, manufacturés avec ou composés totalement ou partiellement desdits produits;

Acquérir par achat, bail ou autrement et posséder et exploiter des manufactures ou filatures ou fileries, métiers à tisser à main ou mécaniques et à fabriquer la toile et toutes autres étoffes ou tissus pour le travail du lin, de la flasse et autres ficelle, toile, drap, filets, mailles, et fabrication de toutes sortes en un mot posséder des manufactures et métiers à tisser et fabriquer la toile et toutes autres étoffes ou tissus;

Acheter, vendre et faire le commerce du lin et de toutes autres matières fibreuses, y compris leurs sous-produits et fabriquer des fils, des tissus, des farines, des huiles pour la préparation des couleurs et des vernis ainsi que du linoléum faits avec lesdites substances fibreuses ou leurs sous-produits ou les sous-produits de leurs sous-produits et blanchir, teindre, imprimer et autrement finir les produits bruts, fil, tissus ou leurs sous-produits ou les sous-produits des sous-produits;

Manufacturer et raffiner les huiles de toutes catégories, l'essence de pétrole, la gazoline et tous les pétroles et leurs dérivés, et sous-produits, sous le nom de "Jean Baptiste Cloutier Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour d'avril 1942.

L. DÉSILETS,  
1117-o Assistant-procureur général.

## AVIS DE LETTRES PATENTES

Canada,  
Province de Québec.  
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseurs de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront, SALUT.

**A**TTENDU que, par les lois des compagnies de télégraphe et de téléphone, (chapitre 297 et 298 S.R.Q., 1941), il est entre autres choses statué;

Que trois personnes majeures au moins peuvent, avec l'approbation du Ministre des Travaux publics s'adresser au Lieutenant-gouverneur en conseil, et en obtenir une charte les autorisant à construire une ou des lignes de téléphone électrique avec des embranchements et à louer et

## Jean Baptiste Cloutier Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1942, incorporating: William Morin, domiciled at 22 Turnbull street, L. P. Henri Boivin, domiciled at 111½ Grande Allée, and Raymond Roy, domiciled at 8 Christie street, all three advocates of the City and District of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business and deal in flax, worsted, silk, thread, cotton, wool, linen, hemp and other fibrous substances and the substitutes thereof, and tissues of every kind and all products and by products of all or any of the foregoing objects and articles, whether manufactured with, or wholly or partly composed of the said products;

To acquire by purchase, lease or otherwise and own and operate factories, or textile or spinning mills, hand or mechanical weavers, and for the manufacturing of linen and any other materials or tissues for the working of flax, tow and other twine, linen, cloth, fillet, net, and manufacturing of every kind, in a word, to own factories and weavers, and manufacture linen and any other materials or tissues;

To purchase, sell and deal in flax and any other fibrous matter, including the by-products thereof, and to manufacture thread, tissues, flour, oil for the preparing of coloring and varnish, also linoleum made of said fibrous substances or the by-products thereof or the by-products of their by-products, and to bleach, dye, print and otherwise finish raw materials, thread, tissues or the by-products thereof, or the by-products of the by-products;

To manufacture and refine any kind of oil, essence of petroleum, gasoline and all petroleum and the derivatives and by-products thereof, under the name of "Jean Baptiste Cloutier Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Quebec, District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1942.

L. DÉSILETS,  
1117 Deputy Attorney General.

## NOTICE OF LETTERS PATENT

Canada,  
Province of Québec.  
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETINGS.

**W**HEREAS, pursuant to the Telephone and Telegraph Companies Act, (chapter 297 and 298 R.S.Q., 1941), it is enacted, amongst other things:

THAT any number of persons of the age of majority, not less than three, may with the approval of the Minister of Public Works, apply to the Lieutenant-Governor in Council, and obtain a charter authorizing them to build a line or lines of electric telephone with branches and

acquérir en totalité ou en partie une ligne déjà construite;

ATTENDU que sur le rapport du Ministre des Travaux publics le Lieutenant-gouverneur en conseil peut octroyer aux requérants par Lettres Patentes sous le grand sceau une charte les constituant en corporation pour les fins mentionnées dans la requête;

ATTENDU que les personnes ci-après désignées ont demandé par requête une charte qui les constitue en corporation pour les objets ci-après décrits;

ATTENDU que sur le rapport du Ministre des Travaux publics, un arrêté ministériel a été passé le 24ième jour de mai, 1942, octroyant à MM. Odilon Roy, Pierre Maheux et Antonio Bégin, tous trois cultivateurs, de St-René, comté de Beauce, une charte les constituant en corporation sous le nom de "La Compagnie de téléphone rural de St-René".

ATTENDU que les dites personnes ont rempli les formalités prescrites pour l'obtention de la charte demandée et que les objets de l'entreprise de la compagnie projetée sont ceux pour lesquels le Lieutenant-gouverneur peut accorder une charte;

A CES CAUSES, nous avons, en vertu des pouvoirs qui nous sont conférés par les lois des compagnies de télégraphe et de téléphone mentionnées ci-dessus, octroyé à la présente charte constituant en corporation les personnes suivantes, savoir:

MM. Odilon Roy, Pierre Maheux et Antonio Bégin, tous trois cultivateurs, de St-René, comté de Beauce, ainsi que les autres personnes qui sont ou deviendront actionnaires de la compagnie et ce pour les objets suivants:

Construire, opérer et exploiter une ligne de téléphone électrique dans la paroisse de St-René;

Le nom de la compagnie constituée en corporation sera "La Compagnie de téléphone rural de St. René";

La principale place d'affaires de la compagnie sera à St-René dans le district de Beauce;

Le montant du capital-actions social de la compagnie sera de dix mille dollars (\$10,000.00) divisé en deux cents actions (200) de cinquante dollars (\$50.00) chacune;

Trois actions (3) ordinaires ont été souscrites au fonds social de la compagnie;

Les dits Odilon Roy, Pierre Maheux et Antonio Bégin seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la compagnie.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre dite province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce vingt-quatrième d'avril l'an de grâce mil neuf cent quarante-deux et de Notre Règne le sixième.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province.

1118-o

JEAN BRUCHESI.

to lease and acquire in whole or in part a line already constructed;

WHEREAS on the report of the Minister of Public Works, the Lieutenant-Governor in Council may grant to the petitioners, by letters patent under the Great Seal, a charter constituting them a corporation for the objects set forth in their petition;

WHEREAS those hereinafter designated have requested by petition a charter constituting them a corporation for the objects hereinafter mentioned;

WHEREAS on the report of the Minister of Public Works, an Order in Council was passed on the 24th day of May, 1942, granting to Messrs Odilon Roy, Pierre Maheux and Antonio Bégin, all three farmers, of St-René, county of Beauce, a charter constituting them a corporation under the name of "La Compagnie de téléphone rural de St-René".

WHEREAS the above mentioned people have fulfilled the formalities prescribed for the obtaining of the charter requested and that the objects of the undertaking of the proposed company are those for which the Lieutenant-Governor may grant a charter;

THEREFORE, We have, in virtue of the powers conferred on Us by the Telegraph and Telephone Companies Act, above mentioned, granted the present charter constituting the following parties a corporation, namely:

Messrs Odilon Roy, Pierre Maheux and Antonio Bégin, all three farmers, of St-René, county of Beauce, and such others who are or shall become shareholders of the company and such for the following purposes:

To construct, operate and carry on an electric telephone line in the parish of St-René;

The name of the incorporated company to be "La Compagnie de téléphone rural de St. René";

The head office of the company to be at St. René in the district of Beauce;

The amount of capital stock of the company to be ten thousand dollars (\$10,000.), divided into two hundred (200) shares of fifty dollars (\$50) each;

Three (3) common shares have been subscribed to the capital stock of the company;

The said Odilon Roy, Pierre Maheux and Antonio Bégin shall be the first or provisory directors of the company.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Quebec, this twenty-fourth day of April, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-two, and the Sixth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,

1118

Under Secretary of the Province.

"Lacote Realities Limited"

"Lacote Realities Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec, des lettres patentes en date du 17 avril 1942, constituant en corporation: Lawrence MacFarlane, avocat et conseil en loi du Roi, George Miller Hyde, avocat, Harry Cuthbert Lane, comptable agréé, mademoiselle Helen Gormley et mademoiselle Jean Davidson, sténographes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, louer ou autrement acquérir ou obtenir, et posséder des terrains et biens immeubles de toute nature et description. Vendre, louer, échanger, disposer ou autrement exercer le commerce de terrains et biens immobiliers, ou d'aucune parties d'iceux, et développer, améliorer et diviser telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelles, squares ou autrement;

Construire, louer, posséder et exploiter des maisons d'appartements, résidences, logis, magasins, entrepôts, garages, et usines, et généralement construire, posséder, louer, maintenir et exploiter toutes sortes de bâtiments pouvant servir à toutes fins, ainsi que de différentes formes ordinairement adaptées ou nécessaires, ou qui peuvent servir avantageusement, ou en rapport avec iceux, sous le nom de "Lacote Realities Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante dollars (\$50) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le 17 avril 1942.

L. DÉSILETS,

1119

Assistant-procureur général.

**"L'Association des Marchands de fruits et légumes en gros de la Cité de Québec"**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seizième jour d'avril 1942, constituant en corporation sans capital-actions: Narcisse Matte, Paul Légaré et Antonio Cayer, tous trois gérants, de la cité de Québec, en la province de Québec, dans les buts suivants:

Former une association pour promouvoir et protéger de toute façon possible les intérêts professionnels des marchands de fruits et légumes en gros de la cité de Québec, sous le nom de "L'Association des Marchands de fruits et légumes en gros de la Cité de Québec".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt-cinq mille dollars (\$25,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce seizième jour d'avril 1942.

L. DÉSILETS,

1120-o

Assistant-procureur général.

**"L'Association Des Vétérans De Guerre De La Province De Québec"—(Province of Quebec War Veterans Association)"**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-septième jour d'avril 1942, constituant en corporation sans capital-actions: Philippe Dozois, Béliand Richard, tous deux commis, Joseph-Robert Goulet, mécanicien-en tuyauterie, Joseph-Edmond Lafrance, comptable, Georges Morache, plâtrier, Gérard Decelles, cordon-

Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of April, 1942, incorporating: Lawrence MacFarlane, Advocate and King's Counsel, George Miller Hyde, Advocate, Harry Cuthbert Lane, Chartered Accountant, Miss Helen Gormley and Miss Jean Davidson, Stenographers, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, lease or otherwise acquire or take over, and to own lands and immoveable property of any nature or description. To sell, lease, exchange, dispose of or otherwise deal with such lands and immoveable property, or any portion thereof, and to develop, improve and lay out any property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise;

To construct, lease, own and operate apartment houses, dwelling, flats, stores, warehouses, garages and manufactories, and generally to build, own, lease, maintain and operate all kinds of buildings to be used for any purposes, together with all forms of convenience usual or necessary or which can be advantageously furnished or supplied in connection therewith, under the name of "Lacote Realities Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1942.

L. DÉSILETS,

1119-o

Deputy Attorney General.

**"L'Association des Marchands de fruits et légumes en gros de la Cité de Québec"**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1942, to incorporate as a corporation without share capital: Narcisse Matte, Paul Légaré and Antonio Cayer, all three managers, of the City of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

The formation of an association to promote and protect, in every possible manner, the professional interests of the wholesale fruit and vegetable merchants of the City of Quebec, under the name of "L'Association des Marchands de fruits et légumes en gros de la Cité de Québec".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited is twenty-five thousand dollars (\$25,000.).

The head office of the corporation will be at Québec, District of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of April, 1942.

L. DÉSILETS,

1120

Deputy Attorney General.

**"L'Association Des Vétérans De Guerre De La Province De Québec"—(Province of Quebec War Veterans Association)"**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of April, 1942, to incorporate as a corporation without share-capital: Philippe Dozois, Béliand Richard, both clerks, Joseph Robert Goulet, pipe mechanic, Joseph Edmond Lafrance, accountant, Georges Morache, plasterer, Gérard Decelles, shoemaker, Théodore Deslauriers, joiner,

nier, Théodore Deslauriers, menuisier, et Fernand St-Jacques, peintre, tous de la cité et du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Pour réunir dans une association les personnes qui ont servi sous le drapeau du Canada, de Grande-Bretagne, ou sous le drapeau d'aucun des alliés du Canada;

Pour stimuler l'esprit de patriotisme en Canada;

Pour assister les anciens soldats et ses familles; Le but de l'association est social, récréatif et de bienfaisance;

La corporation ne permettra aucun jeu, ni des tables de jeu dans ses salles, et la corporation ne présentera aucune requête à la Commission des Liqueurs pour un permis ou une licence.

Le nom de la corporation est: "L'Association Des Vétérans De Guerre De La Province De Québec (Province of Quebec War Veterans Association)".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de dix mille dollars.

Le bureau principal de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-septième jour d'avril 1942.

L. DÉSILETS,

Assistant-procureur général.

1121-o

and Fernand St-Jacques, painter, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To unite into an association all those who have served under the Flag of Canada, of Great Britain, or under the flag of any of the allies of Canada;

To stimulate the spirit of patriotism in Canada;

To help veterans and their families; The aim of the association is social and welfare work and recreation;

The corporation does not permit any gambling, gaming-tables in its rooms, and the corporation shall make no request to the Liquor Commission for a permit or license.

The name of the corporation is "L'Association Des Vétérans De Guerre De La Province de Québec—(Province of Quebec War Veterans Association)".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is ten thousand dollars.

The head office of the corporation shall be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1942.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

1121

**"Smith-Anderson Company Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze avril 1942, constituant en corporation: John Edward Grivell, comptable, Margaret Jost et Evangeline Blanchard, sténographes, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce qui consiste à acheter, vendre, échanger, manufacturer des tissus et autres matières utilisés comme torchons, et s'occuper d'aucune autre ligne de commerce semblables comprenant la fabrication et la vente de toutes sortes de toiles, marchandises en chanvre, corde, ficelle et tous autres articles de même nature, sous le nom de "Smith-Anderson Company Limited", avec un capital total de quinze mille dollars (\$15,000), divisé en cent (100) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune, et cinquante (50) actions privilégiées d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Il est interdit de faire appel au public pour souscrire à toutes actions ou débetures de la compagnie.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorze avril 1942.

L. DÉSILETS,

Assistant-procureur général.

1122

**"Smith-Anderson Company Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1942, incorporating: John Edward Grivell, Accountant, Margaret Jost and Evangeline Blanchard, Stenographers, spinsters of the full age of majority, all of the City and District of Montreal in the Province of Quebec, for the following purposes:

To engage in the commerce of buying, selling, exchanging, manufacturing of textile fabrics and other materials used as wipers, and to engage in any other similar line of business including the manufacture and sale of all kinds of canvas, hempen goods, ropes, twines and all other articles of a like nature, under the name of "Smith-Anderson Company Limited", with a total capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into one hundred (100) shares of common stock, each share of which shall have a par value of one hundred dollars (\$100.00), and fifty (50) shares of preferred stock, each share of which shall have a par value of one hundred dollars (\$100.00).

Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the company is prohibited.

The chief place of business of the company will be at the City of Montreal in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1942.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

1122-o

**"Universal Die and Tool Manufacturing Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treizième jour d'avril 1942, constituant en

**"Universal Die and Tool Manufacturing Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1942, incorporating: Zéphirin Le-

corporation: Zéphirin Legault et Théobald Brunelle, tous deux industriels, de la cité de Montréal, et Albert Lejour, comptable, de Lachine, tous trois du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et marchands de toutes sortes d'outils et machineries, y compris ceux qui servent à broyer, plaquer, ouvrir et tremper;

Exercer les opérations de réparations d'outils et de machineries, sous le nom de "Universal Die and Tool Manufacturing Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, au numéro 4534 ruelle Christophe Colomb, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce treizième jour d'avril 1942.

L. DÉSILETS,  
Assistant-procureur général.

1123-o

gault and Théobald Brunelle, both manufacturers, of the city of Montreal, and Albert Lejour, accountant, of Lachine, all three of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers in all kinds of tools and machinery, including those used in crushing, plating, working and tempering;

To carry on the business of repairing tools and machinery, under the name of "Universal Die and Tool Manufacturing Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company shall be at Montreal, at No. 4534 Christophe Colomb lane, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1942.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

1123

### Lettres Patentes Supplémentaires

#### "Corporation Baronet Limitée"—"Baronet Corporation Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 54 et suivants, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du onzième jour de mars 1942, à la compagnie "Corporation Baronet Limitée"—"Baronet Corporation Limited", ratifiant un règlement augmentant son capital de cinq mille dollars (\$5,000.00) à cinquante mille dollars (\$50,000.00) par la création de quatre cent cinquante (450) actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce onzième jour de mars 1942.

L. DÉSILETS,  
Assistant-procureur général.

1124-o

### Supplementary Letters Patent

#### "Corporation Baronet Limitée"—"Baronet Corporation Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 54 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of March, 1942, to the company "Corporation Baronet Limitée"—"Baronet Corporation Limited", ratifying a by-law increasing its capital from five thousand dollars (\$5,000) to fifty thousand dollars (\$50,000), by the creation of four hundred and fifty (450) additional common shares of a par value of one hundred dollars (\$100) each.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of March, 1942.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

1124

### Ventes pour taxes municipales

Province de Québec

#### VILLE DE JONQUIÈRE

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté du 9 mai 1942, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chap. 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la corporation de la ville de Jonquière, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du conseil, à l'hôtel de ville, à Jonquière, le 9 juin 1942, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes municipales devenues exigibles avant le 1er janvier 1942 auront été payées avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits dans la première section du présent avis sera faite sujette au droit de retrait.

### Sales for Municipal Taxes

Province of Quebec

#### TOWN OF JONQUIÈRE

Notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission by an Order dated the 9th of May, 1942, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of article 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chap. 207), to sell the immovables hereinafter designated in payment of arrears of taxes due the corporation of the Town of Jonquière, with interest and costs, and that consequently the said immovables shall be sold by public auction in the Council Room of the City Hall, at Jonquière, on the 9th of June, 1942, at TEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale all the immovables upon which the municipal taxes falling due before the 1st of January, 1942, shall have been paid before the sale.

The sale of the immovables described in the First Section of the present notice shall be made subject to right of redemption.

Celle des immeubles décrits dans la deuxième section sera définitive et sans droit de retrait conformément aux dispositions de l'article 74 de la Loi de la Commission municipale de Québec, lesdits immeubles étant des terrains vagues et lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas mille dollars.

**PREMIÈRE SECTION**

*Immeubles sujets au droit de retrait*

1.—Johnny Barrette.—Partie du lot numéro 20-3, mesurant 73 pieds de largeur, de l'est à l'ouest, côté sud, et 14 pieds de largeur pour le côté nord, sur 100 pieds de profondeur, du sud au nord, et bornée comme suit: au nord, par le terrain d'Alcide Larouche ou représentants; à l'est, par celui de Henry Tremblay ou représentants; au sud, par une ruelle, dans laquelle le dit Johnny Barrette a droit de passage à pieds et en voiture à perpétuité en l'entretenant au besoin, sur toute la largeur du susdit terrain; à l'ouest, par le terrain de Théophile Bolduc ou représentants.

2.—Compagnie Novas Limitée.—a) Les lots numéros 21-A-226 et 22-A-85. b) Partie des lots numéros 21-A et 22-A mesurant au total environ 185 pieds de front donnant sur le chemin de fer, sur 280 pieds de profondeur, bornée au nord, à la ligne du chemin de fer de Québec et Lac St-Jean; à l'ouest, par le terrain ci-dessus décrit au paragraphe a) ci-dessus; au sud et à l'est, par le terrain d'Emile Brassard ou ses représentants.

3.—Léonard Tremblay.—Partie du lot numéro 21-A-57, lequel terrain mesure 136 pieds de longueur, de nord au sud, côté est, et 92 pieds aussi de longueur, nord au sud, côté ouest, sur une profondeur de 86 pieds, est à l'ouest, côté nord, et 49 pieds aussi de largeur, est à l'ouest, côté sud, et est bornée au nord par le terrain de la compagnie du chemin de fer Canadien National; à l'est, par le terrain appartenant à François Côté ou représentants; au sud et à l'ouest par la rivière aux Sables et vers le sud-ouest par le terrain de Simon Bouchard ou représentants.

**DEUXIÈME SECTION**

*Immeubles non sujets au droit de retrait*

4.—Jos. Honoré Boudreault.—Partie du lot numéro 20-3 mesurant 50 pieds de largeur, de l'est à l'ouest, sur 115 pieds de profondeur, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, du sud au nord, et comprise dans les bornes et limites suivantes: au nord, par une ruelle; au sud, par le terrain de Mathias Tremblay ou représentants; d'un côté, vers l'est, par le terrain de Godfroid Boisvert ou représentants et de l'autre côté, vers l'ouest, par le terrain appartenant à la Compagnie de Pulpe de Jonquière.

5.—Succession Pierre Bergeron et Edouard Lavoie.—Le lot numéro 20-243.

- 6.—Georges Larouche.—Le lot numéro 23-A-299.
- 7.—Jean-Baptiste Poirier.—Le lot numéro 23-A-78.
- 8.—Jean-Baptiste Poirier.—Le lot numéro 22-A-65.
- 9.—Jean-Baptiste Poirier.—Le lot numéro 22-B-52.
- 10.—Jean-Baptiste Poirier.—Le lot numéro 22-A-66.
- 11.—Jean-Baptiste Poirier.—Le lot numéro 22-A-68.
- 12.—Jean-Baptiste Poirier.—Le lot numéro 22-A-73.
- 13.—Jean-Baptiste Poirier.—Le lot numéro 22-B-59.
- 14.—Jean-Baptiste Poirier.—Le lot numéro 22-A-82.
- 15.—Eugène Warren.—Le lot numéro 22-B-95.

Tous les lots et parties de lots ci-dessus désignés sont du rang 4, canton Jonquière, et seront vendus avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes y attachées.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

Donné à Jonquière, ce 9 mai 1942.

Le délégué spécial,

J. GAUTHIER, N.P.

1088-20-2-o

Province de Québec.

COMTÉ DES ÎLES DE LA MADELEINE.

Avis public est par le présent donné par le soussigné, F.-A. Painchaud, secrétaire-trésorier du comté des Îles de la Madeleine, que les immeubles ci-dessus mentionnés, seront vendus à l'enchère publique, au Palais de Justice, à Havre-Aubert, MERCREDI, le HUITIÈME jour de JUILLET, mil neuf cent quarante-deux, à DIX

That of the immovables described in the Second Section shall be final and without right of redemption, pursuant to the provisions of article 74 of the Quebec Municipal Commission Act, the said immovables being vacant lots of land and building lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

**FIRST SECTION**

*Immovables subject to right of redemption*

1.—Johnny Barrette.—Part of lot No. 20-3, measuring 73 feet in width, from East to West, South side, and 14 feet in width on the North side, by 100 feet in depth, from South to North, and bounded as follows: on the North, by the land of Alcide Larouche or representatives; on the East, by that of Henry Tremblay or representatives; on the South, by a lane, wherein the said Johnny Barrette has right of way on foot and with vehicle at perpetuity with the understanding that he shall maintain the same as required, on the whole width of the aforesaid lot of land; on the West, by the land of Théophile Bolduc or representatives.

2.—Compagnie Novas Limitée.—a) Lots Nos. 21-A-226 and 22-A-85. b) Part of lots Nos. 21-A and 22-A, measuring in totality about 185 feet in front on the Railway, by 280 feet in depth; bounded on the North, by the Quebec and Lake St. John Railway; on the West, by the lot of land above described in paragraph a); on the South and East, by the land of Emile Brassard or his representatives.

3.—Léonard Tremblay.—Part of lot No. 21-A-57, the said lot of land measuring 136 feet in length, from North to South, East side, and 92 feet also in length, North to South, West side, by a depth of 86 feet, East to West, North side, and 49 feet also in width, East to West, South side, and is bounded on the North by the land of the Canadian National Railway; on the East, by the land belonging to François Côté or representatives; on the South and West by the Aux Sables River and towards the South-West by the land of Simon Bouchard or representatives.

**SECOND SECTION**

*Immovables not subject to right of redemption*

4.—Jos. Honoré Boudreault.—Part of lot No. 20-3, measuring 50 feet in width, from East to West, by 115 feet in depth, more or less, without warranty of exact measurement, from South to North, and comprised within the following boundaries and limits: on the North, by a lane; on the South by the land of Mathias Tremblay or representatives; on one side, towards the East, by the land of Godfroid Boisvert or representatives and on the other side, towards the West, by the land belonging to the Compagnie de Pulpe de Jonquière.

5.—Estate Pierre Bergeron and Edouard Lavoie.—Lot No. 20-243.

- 6.—Georges Larouche.—Lot No. 23-A-299.
- 7.—Jean-Baptiste Poirier.—Lot No. 23-A-78.
- 8.—Jean-Baptiste Poirier.—Lot No. 22-A-65.
- 9.—Jean-Baptiste Poirier.—Lot No. 22-B-52.
- 10.—Jean-Baptiste Poirier.—Lot No. 22-A-66.
- 11.—Jean-Baptiste Poirier.—Lot No. 22-A-68.
- 12.—Jean-Baptiste Poirier.—Lot No. 22-A-73.
- 13.—Jean-Baptiste Poirier.—Lot No. 22-B-59.
- 14.—Jean-Baptiste Poirier.—Lot No. 22-A-82.
- 15.—Eugène Warren.—Lot No. 22-B-95.

All the lots and parts of lots above described are belonging to Range 4, Township of Jonquière, and shall be sold with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached thereto.

The purchase price of each of the said immovables shall be payable immediately.

Given at Jonquière, this 9th May, 1942.

J. GAUTHIER, N.P.,

Special Delegate.

1088-20-2

Province of Quebec.

COUNTY OF MAGDALEN ISLANDS

Public notice is hereby given by the undersigned, F. A. Painchaud, secretary-treasurer of the county of Magdalen Islands, that he immovables hereafter mentioned, will be sold by public auction, at the Court House, at Havre-Aubert, WEDNESDAY, the EIGHT day of JULY, nineteen hundred and forty-two, at TEN

heures de l'avant-midi, pour taxes municipales et scolaires dues sur ces immeubles, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais avant la vente, savoir:

DANS LA MUNICIPALITÉ DE HÂVRE-AUBERT

Comme appartenant à Simon Kermaly, ou semblant lui appartenir, un lot de terre connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels de l'Île Amherst, une des Îles de la Madeleine, sous la subdivision 317 du lot 318, contenant deux acres et demie en superficie.

Taxes municipales.....	\$ 5.35
Taxes scolaires.....	6.88
	<hr/>
	\$12.23

Comme appartenant à Hypolite A. Lapierre, trois lots de terre connus au même plan, sous les numéros 443, 443-A et 444-A, avec bâtisses dessus construites.

Taxes municipales.....	\$17.59
Taxes scolaires.....	22.99
	<hr/>
	\$40.58

DANS LA MUNICIPALITÉ DE L'ÉTANG-DU-NORD

Comme appartenant à succession Nelson Arseneau, deux lots de terre connus et désignés au plan et livre de renvoi officiels de l'Île Grindstone, une des Îles de la Madeleine, sous les numéros 276 et 337.

Taxes municipales.....	\$36.73
Taxes scolaires.....	8.77
	<hr/>
	\$45.50

Comme appartenant à Ludger L. Aucoin, un lot de terre connu au même plan comme étant partie du lot N° 245-B, contenant huit acres en superficie avec bâtisses dessus construites, moins cependant la partie vendue à la Fabrique de l'Étang-du-Nord.

Taxes municipales.....	\$10.73
Taxes scolaires.....	38.52
	<hr/>
	\$49.25

Comme appartenant à succession Joachim Boudreau, un lot de terre connu au même plan comme étant partie du lot N° 314, contenant quatre acres, trois quarts et vingt-deux perches en superficie.

Taxes municipales.....	Aucun
Taxes scolaires.....	\$30.42

Comme appartenant à Alphonse E. Chiasson, cinq lots de terre connus au même plan, comme suit:

Subd. 516 du lot 50, 4a.Ov. 16p.	
“ 517 “ 49, 5a.Ov. Op.	
“ 518 “ 56, 1a.Ov. Op.	
“ 519 “ 59, 5a.Ov. Op.	
“ 520 “ 59, 6a.Ov. Op.,	

avec bâtisses et dépendances dessus construites.

Taxes municipales.....	\$ 8.49
Taxes scolaires.....	54.97
	<hr/>
	\$63.46

Comme appartenant à Vve Cirice Cyr, ou semblant lui appartenir, trois lots de terre connus au même plan sous la subdivision 35 du lot 312, le lot 270-A et la subdivision 3 du lot 214 avec bâtisses dessus construites.

Taxes municipales.....	\$14.94
Taxes scolaires.....	66.88
	<hr/>
	\$81.82

Comme appartenant à Fidèle Cyr, un lot de terre connu au même plan comme étant partie de

IN THE MUNICIPALITY OF HÂVRE-AUBERT

As belonging to Simon Kermaly, or supposed to belong to him, one lot of land known and described on the official plan and book of reference of Amherst, Island, one of the Magdalen Islands, under the subdivision 317 of lot 318, containing two and one half acres in area.

Municipal taxes.....	\$ 5.35
School taxes.....	6.88
	<hr/>
	\$12.23

As belonging to Hypolite A. Lapierre, three lots of land known on the same plan, under the numbers 443, 443-A and 444-A, with buildings thereon erected.

Municipal taxes.....	\$17.59
School taxes.....	22.99
	<hr/>
	\$40.58

IN THE MUNICIPALITY OF ÉTANG-DU-NORD

As belonging to succession Nelson Arseneau, two lots of land known and described on the official plan and book of reference of Grindstone Island, one of the Magdalen Islands, under the numbers 276 and 337.

Municipal taxes.....	\$36.73
School taxes.....	8.77
	<hr/>
	\$45.50

As belonging to Ludger L. Aucoin, one lot of land known on the same plan, as being part of lot No. 245-B, containing eight acres in area, with buildings thereon erected, less, however the part sold to La Fabrique de l'Étang-du-Nord.

Municipal taxes.....	\$10.73
School taxes.....	38.52
	<hr/>
	\$49.25

As belonging to succession Joachim Boudreau, one lot of land known on the same plan as being part of lot No. 314, containing four acres, three roods and twenty-two perches in area.

Municipal taxes.....	Nil
School taxes.....	\$30.42

As belonging to Alphonse E. Chiasson, five lots of land known on the same plan, as follows:

Subd. 516 of the lot 50, 4a.Ov.16p.	
“ 517 “ 49, 5a.Ov.Op.	
“ 518 “ 56, 1a.Ov.Op.	
“ 519 “ 59, 5a.Ov.Op.	
“ 520 “ 59, 6a.Ov.Op.,	

with buildings and dependencies thereon erected.

Municipal taxes.....	\$ 8.49
School taxes.....	54.97
	<hr/>
	\$63.46

As belonging to Widow Cirice Cyr, or supposed to belong to her, three lots of land known on the same plan under the subdivision 35 of the lot 312, lot 270-A and the subdivision 3 of the lot 214, with buildings thereon erected.

Municipal taxes.....	\$14.94
School taxes.....	66.88
	<hr/>
	\$81.82

As belonging to Fidèle Cyr, one lot of land known on the same plan as being part of the

la subdivision 63 du lot 273, contenant six acres et un quart.

Taxes municipales.....	\$20.54
Taxes scolaires.....	59.43
	<hr/>
	\$79.97

Comme appartenant à Marie Anne Eloquin, ou semblant lui appartenir, un lot de terre connu au même plan sous la subdivision 96 du lot 75 contenant huit acres, deux verges et seize perches.

Taxes municipales.....	\$ 4.10
Taxes scolaires.....	20.41
	<hr/>
	\$ 24.51

Comme appartenant à Vve Romain P. LeBlanc, un lot de terre connu au même plan sous le numéro 186, contenant treize acres et vingt-sept perches, avec bâtisses dessus construites.

Taxes municipales.....	\$ 15.39
Taxes scolaires.....	27.79
	<hr/>
	\$ 43.18

Comme appartenant à Azade M. LeBlanc, un lot de terre connu au même plan sous la subdivision 244 du lot 214 contenant trente acres.

Taxes municipales.....	\$ 9.46
Taxes scolaires.....	82.84
	<hr/>
	\$ 92.30

Comme appartenant à Binet & Chiasson, un lot de terre connu au même plan sous la subdivision 185 du lot 40, contenant douze acres et demie en superficie.

Taxes municipales.....	\$15.05
Taxes scolaires.....	31.06
	<hr/>
	\$ 46.11

Comme appartenant à Azade L. Aucoin, un lot de terre connu au même plan comme étant partie du lot 249 contenant quatre acres en superficie.

Taxes municipales.....	\$ 17.25
Taxes scolaires.....	9.20
	<hr/>
	\$ 26.45

Comme appartenant à Fred T. Chiasson, un lot de terre connu au même plan sous la subdivision 776 du lot 60, contenant vingt-quatre acres et trois quarts, avec bâtisses dessus construites.

Taxes municipales.....	\$ 27.45
Taxes scolaires.....	77.04
	<hr/>
	\$104.49

Comme appartenant à Delaney Bros. Registered, un lot de terre connu au même plan sous la subdivision 754 du lot 215, contenant vingt acres en superficie.

Taxes municipales seulement...	\$ 74.00
--------------------------------	----------

Comme appartenant à Succession François Petitpas, un lot de terre connu au même plan sous le numéro 90, contenant vingt et un acres et trois quarts en superficie.

Taxes municipales.....	\$ 18.27
Taxes scolaires.....	25.55
	<hr/>
	\$ 43.82

Comme appartenant à Edouard V. Noël, un lot de terre connu au même plan comme étant partie du lot N° 263, contenant trois acres et vingt perches en superficie avec bâtisses dessus construites.

Taxes municipales.....	\$ 6.95
Taxes scolaires.....	62.13
	<hr/>
	\$ 69.08

subdivision 63 of the lot 273, containing six acres and one quarter.

Municipal taxes.....	\$20.54
School taxes.....	59.43
	<hr/>
	\$79.97

As belonging to Marie Anne Eloquin or supposed to belong to her, one lot of land known on the same plan under the subdivision 96 of lot 75 containing eight acres, two roods and sixteen perches.

Municipal taxes.....	\$ 4.10
School taxes.....	20.41
	<hr/>
	\$ 24.51

As belonging to Widow Romain P. LeBlanc, one lot of land known on the same plan under the number 186 containing thirteen acres and twenty seven perches, with buildings thereon erected.

Municipal taxes.....	\$ 15.39
School taxes.....	27.79
	<hr/>
	\$ 43.18

As belonging to Azade M. LeBlanc, one lot of land known on the same plan under the subdivision 244 of the lot 214 containing thirty acres.

Municipal taxes.....	\$ 9.46
School taxes.....	82.84
	<hr/>
	\$ 92.30

As belonging to Binet & Chiasson, one lot of land known on the same plan under the subdivision 185 of the lot 40, containing twelve acres in area.

Municipal taxes.....	\$ 15.05
School taxes.....	31.06
	<hr/>
	\$ 46.11

As belonging to Azade L. Aucoin, one lot of land known on the same plan as being part of lot 249, containing four acres in area.

Municipal taxes.....	\$ 17.25
School taxes.....	9.20
	<hr/>
	\$ 26.45

As belonging to Fred T. Chiasson, one lot of land known on the same plan under the subdivision 776 of the lot 60, containing twenty-four acres and three quarters with buildings thereon erected.

Municipal taxes.....	\$ 27.45
School taxes.....	77.04
	<hr/>
	\$104.49

As belonging to Delaney Bros. Registered, one lot of land known on the same plan under the subdivision 754 of lot 215, containing twenty acres in area.

Municipal taxes only.....	\$ 74.00
---------------------------	----------

As belonging to Succession François Petitpas, one lot of land known on the same plan under the number 90, containing twenty-one acres and three quarters in area.

Municipal taxes.....	\$ 18.27
School taxes.....	25.55
	<hr/>
	\$ 43.82

As belonging to Edouard V. Noël, one lot of land known on the same plan as being part of lot No. 263, containing three acres and twenty perches in area with buildings thereon erected.

Municipal taxes.....	\$ 6.95
School taxes.....	62.13
	<hr/>
	\$ 69.08

Comme appartenant à Adrien V. Noël, un lot de terre connu au même plan comme étant partie du lot N° 263, contenant trois acres et vingt perches en superficie, avec bâtisses dessus construites.

Taxes municipales.....	\$ 10.04
Taxes scolaires.....	22.02
	\$ 32.06

As belonging to Adrien V. Noël, one lot of land known on the same plan as being part of the lot No. 263, containing three acres and twenty perches in area, with buildings thereon erected.

Municipal taxes.....	\$ 10.04
School taxes.....	22.02
	\$ 32.06

Comme appartenant à Succession Olivier Cummings, et Dame Luce Chevarie, un lot de terre connu au même plan sous la subdivision 296 du lot 308, contenant dix acres en superficie avec bâtisses dessus construites.

Taxes municipales.....	Aucun
Taxes scolaires.....	\$ 35.34

As belonging to Succession Olivier Cummings and Mrs. Luce Chevarie, one lot of land known on the same plan under the subdivision 296 of the lot 308, containing ten acres in area with buildings thereon erected.

Municipal taxes.....	Nil
School taxes.....	\$ 35.34

Comme appartenant à Johnny J. Boudreau, un lot de terre connu au même plan comme faisant partie du lot N° 314, contenant un acre en superficie.

Taxes scolaires seulement.....	\$67.16
--------------------------------	---------

As belonging to Johnny J. Boudreau one lot of land known on the same plan as forming part of lot No. 314 containing one acre in area.

School taxes only.....	\$67.16
------------------------	---------

DANS LA MUNICIPALITÉ DE HÂVRE-AUX-MAISONS

IN THE MUNICIPALITY OF HÂVRE-AUX-MAISONS

Comme appartenant à Succession Jean Boudreau, ou semblant lui appartenir et étant occupé par Frank J. Boudreau, trois lots de terre connus et désignés au plan et livre de renvoi officiels de l'Île Alright une des Îles de la Madeleine, sous les numéros 219, contenant deux acres, 219 contenant trois acres et quart et 220, contenant un acre et quart, avec bâtisses dessus construites, et aussi comme appartenant à Succession Isidore Boudreau et occupé par le même Frank J. Boudreau, un lot de terre connu au même cadastre comme faisant partie du lot 217 et contenant quatre acres et quart en superficie.

Taxes Municipales.....	\$11.10
Taxes Scolaires.....	23.21
	\$34.31

As belonging to Succession Jean Boudreau, or supposed to belong to him and being occupied by Frank J. Boudreau, three lots of land known and described on the official plan and book of reference of Alright Island, one of the Magdalen Islands, under the number 219 containing two acres, 219 containing three acres and one quarter and 220, containing one acre and one quarter with buildings thereon erected and also as belonging to Succession Isidore Boudreau and occupied by the same Frank J. Boudreau, one lot of land known on the same cadastre as being part of lot 217 and containing four acres and one quarter in area.

Municipal taxes.....	\$11.10
School taxes.....	23.21
	\$34.31

Comme appartenant à Succession Edouard Poirier et actuellement occupé par Léoni E. Poirier, un lot de terre connu au même plan sous la subdivision 126 du lot 73, contenant onze acres et demie avec bâtisses dessus construites, et aussi comme appartenant à Succession Léon Poirier, un lot de terre connu au même plan comme étant partie du lot 164, contenant deux acres et un quart en superficie.

Taxes municipales.....	\$ 5.15
Taxes scolaires.....	\$36.31
	\$41.46

As belonging to Succession Edouard Poirier and actually occupied by Léoni E. Poirier, one lot of land known on the same plan under the subdivision 126 of lot 73, containing eleven acres and one half with buildings thereon erected and also as belonging to Succession Léon Poirier one lot of land known on the same plan as being part of lot 164, containing two acres and one quarter in area.

Municipal taxes.....	\$ 5.15
School taxes.....	36.31
	\$41.46

Comme appartenant à Succession Anani Thériault, et étant actuellement occupé par Duguay Thériault, quatre lots de terre connus au même plan sous les numéros 221, contenant onze acres et demie, 221-A, contenant six acres et demie, subdivision 58 du lot 188, contenant huit acres et trois quarts et partie du lot 73 contenant deux acres en superficie avec bâtisses dessus construites.

Taxes municipales.....	\$ 4.28
Taxes scolaires.....	10.95
	\$15.23

As belonging to Succession Anani Thériault and being actually occupied by Duguay Thériault, four lots of land known on the same plan under the numbers 221, containing eleven acres and one half, 221-A, containing six acres and one half, Subdivision 58 of lot 188, containing eight acres and three quarters and part of lot 73, containing two acres in area with buildings thereon erected.

Municipal taxes.....	\$ 4.28
School taxes.....	\$10.95
	15.23

Donné à Havre-Aubert, le dixième jour d'avril 1942.

Given at Havre-Aubert, on the tenth day of April 1942.

Le secrétaire-trésorier, du comté des Îles de la Madeleine,  
F.-A. PAINCHAUD.

F. A. PAINCHAUD,  
Secretary-Treasurer of the County of Magdalen Islands.

Province de Québec, District de Montréal

Province of Quebec, District of Montreal

VILLE DE MONT-ROYAL

TOWN OF MOUNT ROYAL

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire trésorier de la ville de Mont-Royal, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique à l'Hôtel de Ville (N° 1020 Blvd. Laid), dans ladite ville, MERCREDI, le 17 JUIN, 1942 à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires dues, ainsi qu'au paiement des intérêts courus et à courir, et les frais à moins que ces taxes intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the Town of Mount Royal, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the Town Hall, 1020 Laid Blvd., in the said town, on WEDNESDAY, JUNE 17th, 1942 at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes due plus interest accrued and to accrue thereon, and costs unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

La Commission Municipale de Québec, par une décision en date du 25 mars, 1942 a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de l'article 550 de la loi des cités et villes tel qu'amendée par 24 Geo. V, chap. 33, a. 3.

The Quebec Municipal Commission by decision dated March 25th, 1942 has authorized an abridged enumeration of the Cadastral numbers of the immoveables, under the authority of Article 550 of the cities and towns act, as amended by 24 Geo. V, chap. 33, section 3.

Comme appartenant à: As belonging to:	N° du cadastre Cadastral No.	Subdivision
Home Owners Corporation	615	12
" " "	615	160
" " "	615	167
" " "	618	42
" " "	618	102
" " "	618	126
" " "	618	158
" " "	618	176
" " "	618	181
" " "	618	193 et-and 194
" " "	618	216 et-and 217
" " "	618	483
" " "	619	23
" " "	619	208
" " "	621	17 et-and 18
" " "	621	228
" " "	622	193 à-to 196 incl.
" " "	622	258
" " "	623	5 à-to 10 incl.
" " "	623	46 à-to 49 incl.
" " "	623	132 à-to 144 incl.
" " "	623	177 à-to 184 incl.
" " "	623	195 à-to 206 incl.
" " "	623	215 à-to 226 incl.
" " "	623	237 à-to 243 incl.
" " "	623	251 et-and 252
" " "	623	261 et-and 262
" " "	623	268
" " "	623	271 à-to 283 incl.
" " "	623	292
" " "	623	298
" " "	623	308 et-and 309
" " "	623	351 à-to 354 incl.
" " "	623	359 à-to 361 incl.
" " "	623	363
" " "	623	366
" " "	623	388 à-to 390
" " "	623	406
" " "	623	415
" " "	623	417
" " "	623	422
" " "	623	452
" " "	623	463 et-and 464
" " "	623	468 à-to 471 incl.
" " "	623	490
" " "	623	528
" " "	623	530 et-and 531
" " "	623	536
" " "	623	539
" " "	623	542
" " "	623	544 à-to 547 incl.
" " "	623	552
" " "	623	566 à-to 568 incl.
" " "	623	570 et-and 571
" " "	623	573
" " "	623	575 à-to 579 incl.
" " "	623	640
" " "	623	662 et-and 663
" " "	623	668

Comme appartenant à: As belonging to:	N° du cadastre Cadastral No.	Subdivision
Home Owners Corporation.....	623.....	735 et-and 736
" " ".....	623.....	741
" " ".....	623.....	743
" " ".....	623.....	746 à-to 754 incl.
" " ".....	623.....	756 à-to 770 incl.
" " ".....	623.....	788 à-to 798 incl.
" " ".....	623.....	800 à-to 810 incl.
" " ".....	623.....	812 à-to 817 incl.
" " ".....	623.....	830 à-to 839 incl.
" " ".....	623.....	842
" " ".....	623.....	849 à-to 854 incl.
" " ".....	623.....	876 à-to 880 incl.
" " ".....	623.....	892 à-to 896 incl.
" " ".....	623.....	921 et-and 922
" " ".....	623.....	926 à-to 928 incl.
" " ".....	623.....	938
" " ".....	623.....	950 à-to 952 incl.
" " ".....	623.....	956
" " ".....	623.....	959 et-and 960
" " ".....	623.....	966 à-to 968 incl.
" " ".....	623.....	973
" " ".....	623.....	976
" " ".....	623.....	979
" " ".....	623.....	982 et-and 983
" " ".....	623.....	986 à-to 991 incl.
" " ".....	623.....	997 à-to 1009 incl.
" " ".....	623.....	1012 à-to 1016 incl.
" " ".....	623.....	1019 et-and 1020
" " ".....	623.....	1025 à-to 1033 incl.
" " ".....	623.....	1035 à-to 1049 incl.
" " ".....	623.....	1058 à-to 1062 incl.
" " ".....	623.....	1073 et-and 1074
" " ".....	623.....	1079 à-to 1087 incl.
" " ".....	623.....	1105 à-to 1110 incl.
" " ".....	623.....	1112 à-to 1116 incl.
" " ".....	623.....	1536 et-and 1537
" " ".....	623.....	1542 à-to 1547 incl.
" " ".....	623.....	1549 à-to 1552 incl.
" " ".....	623.....	1607 et-and 1608
" " ".....	623.....	1675 à-to 1684 incl.
" " ".....	623.....	1691 à-to 1695 incl.
" " ".....	623.....	1743 à-to 1758 incl.
" " ".....	623.....	1764 à-to 1773 incl.
" " ".....	623.....	1785
" " ".....	623.....	1788 à-to 1802 incl.
" " ".....	623.....	1814 à-to 1822 incl.
" " ".....	623.....	1824 à-to 1830 incl.
" " ".....	623.....	1836 à-to 1845 incl.
" " ".....	623.....	1854 à-to 1862 incl.
" " ".....	623.....	1906 à-to 1910 incl.
" " ".....	623.....	1920 à-to 1922 incl.
" " ".....	623.....	1928
" " ".....	623.....	1932 à-to 1935 incl.
" " ".....	623.....	1937 et-and 1938
" " ".....	623.....	1943 à-to 1949 incl.
" " ".....	623.....	1976 à-to 1980 incl.
" " ".....	623.....	1984 à-to 1993 incl.
" " ".....	623.....	1999 à-to 2001 incl.
" " ".....	623.....	2007 à-to 2014 incl.
" " ".....	623.....	2016 à-to 2024 incl.
" " ".....	623.....	2027 à-to 2035 incl.
" " ".....	623.....	2048 et-and 2049
" " ".....	623.....	2061 à-to 2065 incl.
" " ".....	623.....	2072 à-to 2078 incl.
" " ".....	623.....	2081 à-to 2096 incl.
" " ".....	623.....	2098 à-to 2113 incl.
" " ".....	623.....	2275 à-to 2303 incl.
" " ".....	623.....	2305 à-to 2317 incl.
" " ".....	623.....	2336 à-to 2339 incl.
" " ".....	623.....	2342 à-to 2361 incl.
" " ".....	623.....	2363 à-to 2370 incl.
" " ".....	623.....	2372
" " ".....	623.....	2377 à-to 2381 incl.
" " ".....	623.....	2383
" " ".....	623.....	2387 à-to 2389 incl.
" " ".....	623.....	2391 à-to 2405 incl.
" " ".....	623.....	2407
" " ".....	623.....	2409
" " ".....	623.....	2411 à-to 2413 incl.
" " ".....	623.....	2417 à-to 2421 incl.
" " ".....	623.....	2425 et-and 2426..
" " ".....	623.....	2437 à-to 2439 incl.
" " ".....	623.....	2442 à-to 2446 incl.
" " ".....	623.....	2491 à-to 2506 incl.
" " ".....	624.....	208 à-to 216 incl.
" " ".....	624.....	218 à-to 227 incl.
" " ".....	624.....	229 à-to 234 incl.
" " ".....	624.....	241 à-to 249 incl.
" " ".....	624.....	252 à-to 261 incl.
" " ".....	624.....	263 à-to 269 incl.
" " ".....	624.....	276 à-to 285 incl.
" " ".....	624.....	287 à-to 295 incl.
" " ".....	624.....	297 à-to 303 incl.

Comme appartenant à: As belonging to:	N° du cadastre Cadastral No.	Subdivision
Home Owners Corporation.	624.	387
"	624.	389 à-to 398 incl.
"	624.	400 à-to 409 incl.
"	624.	411 et-and 412
"	624.	416
"	624.	421
"	624.	423 à-to 432 incl.
"	624.	434 à-to 443 incl.
"	624.	445
"	624.	449 et-and 450
"	624.	486 à-to 488 incl.
"	624.	490 à-to 493 incl.
"	625.	205 à-to 208 incl.
"	625.	228 à-to 233 incl.
"	625.	280 à-to 282 incl.
"	625.	305 à-to 310 incl.
"	625.	355 à-to 360 incl.
"	626.	3
"	627.	1
"	627.	67 à-to 71 incl.
"	627.	116 et-and 117
"	627.	123 à-to 130 incl.
"	627.	132 à-to 139 incl.
"	627.	141 à-to 144 incl.
"	627.	148 à-to 155 incl.
"	628.	29 à-to 31 incl.
"	628.	33 à-to 35 incl.
"	628.	37 à-to 39 incl.
"	628.	121 à-to 128 incl.
"	628.	130 à-to 137 incl.
"	628.	139 à-to 146 incl.
"	628.	148 et-and 149
"	628.	154
"	628.	158 à-to 162 incl.
"	632.	295 à-to 299 incl.
"	632.	302 à-to 306 incl.
"	632.	309 à-to 313 incl.
Mount Royal Property Corporation.	615.	1 à-to 4 incl.
"	615.	6 et-and 7
"	615.	10 et-and 11
"	615.	16 à-to 20 incl.
"	615.	23 à-to 25 incl.
"	615.	27 à-to 30 incl.
"	615.	32 à-to 38 incl.
"	615.	40 à-to 46 incl.
"	615.	48 à-to 51 incl.
"	615.	53 à-to 56 incl.
"	615.	58 à-to 64 incl.
"	615.	66 à-to 72 incl.
"	615.	74 à-to 77 incl.
"	615.	79
"	615.	81 à-to 86 incl.
"	615.	89 à-to 95 incl.
"	615.	97 à-to 103 incl.
"	615.	105
"	615.	107 à-to 120 incl.
"	615.	122 à-to 126 incl.
"	615.	128 et-and 129
"	615.	131 à-to 144 incl.
"	615.	146 à-to 155 incl.
"	617.	1 à-to 3 incl.
"	617.	5 et-and 6
"	617.	10 à-to 17 incl.
"	617.	25 à-to 32 incl.
"	617.	34 à-to 41 incl.
"	617.	43 et-and 44
"	617.	46 et-and 47
"	617.	49 à-to 56 incl.
"	617.	58 à-to 65 incl.
"	617.	67 et-and 68
"	617.	70 et-and 71
"	617.	73 à-to 80 incl.
"	617.	82 à-to 89 incl.
"	617.	91 et-and 92
"	617.	94 et-and 95
"	617.	97 à-to 104 incl.
"	617.	106 à-to 113 incl.
"	617.	115 et-and 116
"	617.	118 à-to 121 incl.
"	617.	125 à-to 130 incl.
"	617.	140 à-to 146 incl.
"	618.	27 à-to 38 incl.
"	618.	40 et-and 41
"	618.	44 à-to 51 incl.
"	618.	53 à-to 64 incl.
"	618.	66 à-to 77 incl.
"	618.	79 à-to 90 incl.
"	618.	92 à-to 101 incl.
"	618.	107 et-and 108
"	618.	110 et-and 111
"	618.	113 et-and 114
"	618.	116
"	618.	118 à-to 125 incl.

Comme appartenant à: As belonging to:	N° du cadastre Cadastral No.	Subdivision
Mount Royal Property Corporation.....	618.....	127 à-to 129 incl.
" " " ".....	619.....	1 à-to 4 incl.
" " " ".....	619.....	6 à-to 9 incl.
" " " ".....	619.....	14
" " " ".....	619.....	19
" " " ".....	619.....	21 et-and 22
" " " ".....	619.....	24
" " " ".....	619.....	26 à-to 29 incl.
" " " ".....	619.....	31 à-to 34 incl.
" " " ".....	619.....	37 à-to 39 incl.
" " " ".....	619.....	45 à-to 48 incl.
" " " ".....	620.....	1
" " " ".....	620.....	8 à-to 13 incl.
" " " ".....	620.....	15 à-to 20 incl.
" " " ".....	620.....	22 à-to 27 incl.
" " " ".....	620.....	29 à-to 34 incl.
" " " ".....	620.....	36 à-to 41 incl.
" " " ".....	620.....	43 à-to 48 incl.
" " " ".....	620.....	50 à-to 55 incl.
" " " ".....	620.....	57 à-to 60 incl.
" " " ".....	620.....	62
" " " ".....	620.....	64
" " " ".....	620.....	69 à-to 73 incl.
" " " ".....	621.....	5 et-and 6
" " " ".....	621.....	9 à-to 11 incl.
" " " ".....	621.....	13 à-to 15 incl.
" " " ".....	621.....	19
" " " ".....	621.....	21 à-to 23 incl.
" " " ".....	621.....	25 à-to 27 incl.
" " " ".....	621.....	29 à-to 31 incl.
" " " ".....	621.....	41 à-to 43 incl.
" " " ".....	622.....	3 à-to 10 incl.
" " " ".....	622.....	13 à-to 21 incl.
" " " ".....	622.....	23 à-to 29 incl.
" " " ".....	622.....	31 à-to 40 incl.
" " " ".....	622.....	42 à-to 51 incl.
" " " ".....	622.....	53 à-to 59 incl.
" " " ".....	623.....	50 à-to 77 incl.
" " " ".....	623.....	80 et-and 81
" " " ".....	623.....	87 à-to 89 incl.
" " " ".....	623.....	92
" " " ".....	623.....	94 à-to 97 incl.
" " " ".....	623.....	99 à-to 103 incl.
" " " ".....	623.....	106 à-to 113 incl.
" " " ".....	623.....	147
" " " ".....	623.....	1089 à-to 1103 incl.
" " " ".....	623.....	1117 à-to 1120 incl.
" " " ".....	623.....	1122 à-to 1129 incl.
" " " ".....	623.....	1138 à-to 1152 incl.
" " " ".....	623.....	1154 à-to 1168 incl.
" " " ".....	623.....	1177 à-to 1191 incl.
" " " ".....	623.....	1193 à-to 1207 incl.
" " " ".....	623.....	1330 à-to 1333 incl.
" " " ".....	623.....	1335 à-to 1343 incl.
" " " ".....	623.....	1358
" " " ".....	623.....	1372 et-and 1373
" " " ".....	623.....	1375 à-to 1380 incl.
" " " ".....	623.....	1382 à-to 1386 incl.
" " " ".....	623.....	1388 à-to 1395 incl.
" " " ".....	623.....	1427 à-to 1434 incl.
" " " ".....	623.....	1436 à-to 1443 incl.
" " " ".....	623.....	1453 à-to 1464 incl.
" " " ".....	623.....	1469 à-to 1480 incl.
" " " ".....	623.....	1485 à-to 1498 incl.
" " " ".....	623.....	1500 à-to 1513 incl.
" " " ".....	623.....	1515 à-to 1522 incl.
" " " ".....	623.....	1524 à-to 1531 incl.
" " " ".....	623.....	1719 à-to 1721 incl.
" " " ".....	623.....	1874
" " " ".....	623.....	1877 et-and 1878
" " " ".....	623.....	1952 et-and 1953
" " " ".....	623.....	1959 et-and 1960
" " " ".....	623.....	2041 à-to 2043 incl.
" " " ".....	624.....	2 à-to 8 incl.
" " " ".....	624.....	10 à-to 16 incl.
" " " ".....	624.....	18 à-to 24 incl.
" " " ".....	624.....	26 à-to 29 incl.
" " " ".....	624.....	31 à-to 43 incl.
" " " ".....	624.....	45
" " " ".....	624.....	48 à-to 67 incl.
" " " ".....	624.....	69 à-to 75 incl.
" " " ".....	624.....	77 et-and 78
" " " ".....	624.....	80 à-to 85 incl.
" " " ".....	624.....	87 à-to 90 incl.
" " " ".....	624.....	92 à-to 98 incl.
" " " ".....	624.....	100 à-to 103 incl.
" " " ".....	624.....	105 à-to 108 incl.
" " " ".....	624.....	110 à-to 121 incl.
" " " ".....	624.....	123 à-to 133 incl.
" " " ".....	624.....	135 à-to 140 incl.
" " " ".....	624.....	147 à-to 155 incl.
" " " ".....	624.....	157 à-to 164 incl.
" " " ".....	624.....	166 à-to 171 incl.



Comme appartenant à: As belonging to:	N° du cadastre Cadastral No.	Subdivision
Home Owners Corporation 40' x 93.7' — 3748 pieds carrés plus ou moins du côté nord-ouest par ruelle 623-453 du côté nord-est par residue du lot 458 du côté sud-est par l'avenue Vivian du côté sud-ouest par lot 457	623	Partie-part 458 40' x 93.7' — 3748 square feet more or less on the northwest by lane 623-453 on the northeast by residue of lot 458 on the southeast by Vivian Avenue on the southwest by lot 457
Home Owners Corporation 20' x 92.7' — 1874 pieds carrés plus ou moins du côté nord-ouest par ruelle 623-453 du côté nord-est par lot 463 du côté sud-est par l'avenue Vivian du côté sud-ouest par residue du lot 462	623	Partie-part 462 20' x 92.7' — 1874 square feet more or less on the northwest by lane 623-453 on the northeast by lot 463 on the southeast by Vivian Avenue on the southwest by residue of lot 462
Home Owners Corporation 40' x 100.7' — 4028 pieds carrés plus ou moins du côté nord-ouest par l'avenue Vivian du côté nord-est par lot 518 du côté sud-est par ruelle 623-529 du côté sud-ouest par residue du lot 517	623	Partie-part 517 40' x 100.7' — 4028 square feet more or less on the northwest by Vivian Avenue on the northeast by lot 518 on the southeast by lane 623-529 on the southwest by residue of lot 517
Home Owners Corporation 10' x 100.7' — 1007 pieds carrés plus ou moins du côté nord-ouest par ruelle 623-529 du côté nord-est par residue du lot 537 du côté sud-est par l'avenue Wicksteed du côté sud-ouest par lot 536	623	Partie-part 537 10' x 100.7' — 1007 square feet more or less on the northwest by lane 623-529 on the northeast by residue of lot 537 on the southeast by Wicksteed Avenue on the southwest by lot 536
Home Owners Corporation 10' x 100.7' — 1007 pieds carrés plus ou moins du côté nord-ouest par ruelle 623-529 du côté nord-est par lot 539 du côté sud-est par l'avenue Wicksteed du côté sud-ouest par residue du lot 538	623	Partie-part 538 10' x 100.7' — 1007 square feet more or less on the northwest by lane 623-529 on the northeast by lot 539 on the southeast by Wicksteed Avenue on the southwest by residue of lot 538
Home Owners Corporation 40' x 100.7' — 4028 pieds carrés plus ou moins du côté nord-ouest par ruelle 623-596 du côté nord-est par lot 600 du côté sud-est par l'avenue Dobie du côté sud-ouest par residue du lot 599	623	Partie-part 599 40' x 100.7' — 4028 square feet more or less on the northwest by lane 623-596 on the northeast by lot 600 on the southeast by Dobie Avenue on the southwest by residue of lot 599
Home Owners Corporation 7' x 118' — 862 pieds carrés plus ou moins du côté nord-ouest par residue du lot 740 du côté nord-est par l'avenue Dumfries du côté sud-est par lot 741 du côté sud-ouest par ruelle 623-737	623	Partie-part 740 7' x 118' — 862 square feet more or less on the northwest by residue of lot 740 on the northeast by Dumfries Road on the southeast by lot 741 on the southwest by lane 623-737
Home Owners Corporation 10' x 101.4' — 1014 pieds carrés plus ou moins du côté nord-ouest par ruelle 623-996 du côté nord-est par residue du lot 977 du côté sud-est par l'avenue Jasper du côté sud-ouest par lot 976	623	Partie-part 977 10' x 101.4' — 1014 square feet more or less on the northwest by lane 623-996 on the northeast by residue of lot 977 on the southeast by Jasper Avenue on the southwest by lot 976
Home Owners Corporation 15' x 101.4' — 1521 pieds carrés plus ou moins du côté nord-ouest par ruelle 623-996 du côté nord-est par lot 979 du côté sud-est par l'avenue Jasper du côté sud-ouest par residue du lot 978	623	Partie-part 978 15' x 101.4' — 1521 square feet more or less on the northwest by lane 623-996 on the northeast by lot 979 on the southeast by Jasper Avenue on the southwest by residue of lot 978
Home Owners Corporation 50' x 109.5' — 5475 pieds carrés plus ou moins du côté nord-ouest par ruelle du côté nord-est par lot 2072 du côté sud-est par residue du lot 2071 du côté sud-ouest par lot 2060	623	Partie-part 2071 50' x 109.5' — 5475 square feet more or less on the northwest by lane on the northeast by lot 2072 on the southeast by residue of lot 2071 on the southwest by lot 2060
Home Owners Corporation 40' x 90' — 3600 pieds carrés plus ou moins du côté nord-ouest par ruelle 627-156 du côté nord-est par residue du lot 161 du côté sud-est par l'avenue Monmouth du côté sud-ouest par lot 162	627	Partie-part 161 40' x 90' — 3600 square feet more or less on the northwest by lane 627-156 on the northeast by residue of lot 161 on the southeast by Monmouth Avenue on the southwest by lot 162
Home Owners Corporation 40' x 90' — 3600 pieds carrés plus ou moins du côté nord-ouest par l'avenue Monmouth du côté nord-est par lot 158 du côté sud-est par ruelle 628-163 du côté sud-ouest par residue du lot 157	628	Partie-part 157 40' x 90' — 3600 square feet more or less on the northwest by Monmouth Avenue on the northeast by lot 158 on the southeast by lane 628-163 on the southwest by residue of lot 157

Les immeubles ci-dessus mentionnés sont tous décrits suivant le plan cadastral officiel et le livre de référence de la paroisse de Saint-Laurent,

The above immoveable sare severally described as on the official cadastral plan and in the book of reference of the parish of Saint Laurent,

et sont tous situés dans ladite ville de Mont-Royal.

Donné à la ville de Mont-Royal, ce vingtième jour d'avril mil neuf cent quarante-deux.

1096-20-2-o

Le secrétaire-trésorier,  
E. RAVEL.

and all are situate in the Town of Mount Royal aforesaid.

Given at the town of Mount Royal this twentieth day of April, nineteen hundred and forty-two.

1096-20-2-o

E. RAVEL,  
Secretary-Treasurer.

Proclamations

Canada,  
Province of  
Québec.  
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au-delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } ATTENDU que l'honorable Ministre des terres et forêts, de la chasse et de la pêche de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions de la Loi du cadastre, (S.R.Q. 1941, article 2, chapitre 320) un plan d'une partie du canton de Casupscull, comprenant parties des rangs 1 Nord, 1 et 111, comté de Matapédia, (maintenant compris dans la municipalité du village de Causapsca);

ATTENDU qu'un livre de renvoi relatif à ce plan a aussi été préparé, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre province de Québec;

ATTENDU que tels plan et livre de renvoi officiels, dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée, font maintenant partie des Archives du bureau du Ministre des terres et forêts;

ATTENDU que, conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau d'enregistrement de Matapédia, le troisième jour du mois d'avril mil neuf cent quarante-deux;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 24 avril 1942 et portant le numéro 971,

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'ils appartiennent, lequel est mentionné ci-dessus, et,

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre province de Québec deviendront en force, relativement à cette partie du canton de Casupscull, comprenant parties des rangs 1 Nord, 1 et 111, comté de Matapédia, désignée ci-dessus, et,

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la

Proclamations

Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETINGS.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } WHEREAS the Honourable Minister of Lands and Forests, Game and Fisheries of Our Province of Quebec has caused to be prepared, under his superintendence, pursuant to the provisions of the Cadastre Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, article 2, chapter 320), a plan of a part of the Township of Casupscull, comprising parts of Ranges 1 North, 1 and 111, County of Matapedia (now comprised in the Municipality of the Village of Causapsca);

WHEREAS a book of reference respecting the said plan above mentioned has also been prepared, pursuant to the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec;

WHEREAS the said official plan and book of reference made up to the date specified therein, now remain of record in the office of the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS, pursuant to the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code, an exact copy of the said official plan and book of reference was filed in the office of the Registration Division of Matapedia, on the third day of the month of April, one thousand nine hundred and forty-two;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree dated the twenty-fourth April, 1942, bearing No. 971,

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference above mentioned in the office of the Registration Division to which it belongs, which is mentioned above, and,

We fix the date of the publication of the present Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec will come into force, respecting that part of the township of Casupscull, comprising parts of Ranges 1 North, 1 and 111, County of Matapedia, above designated, and,

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec and to renew, within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above designated, such registration to be renewed in the manner pre-

manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce douzième jour de mai en l'année mil neuf cent quarante-deux de l'ère chrétienne et de Notre Règne la sixième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la Province,  
1139-o JEAN BRUCHESI.

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au-delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } ATTENDU que l'honorable Ministre des  
Assistant-procureur } terres et forêts, de la  
général. } chasse et de la pêche de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions de la Loi du cadastre, (S.R.Q. 1941, article 2, chapitre 320), un plan d'une partie du canton de Matalic, comprenant une partie du rang "A" comté de Matapédia, (maintenant compris dans la municipalité du village de Causapsal;

ATTENDU que des livres de renvoi relatifs à ces plan a aussi été préparé, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de notre province de Québec;

ATTENDU que tels plan et livre de renvoi officiels, dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée, font maintenant partie des Archives du bureau du Ministre des terres et forêts;

ATTENDU que conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de Matapédia, le troisième jour du mois d'avril mil neuf cent quarante-deux;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 24 avril 1942 et portant le numéro 972,

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'ils appartiennent, lequel est mentionné ci-dessus, et,

scribed in article 2168 of Our Civil Code and upon observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twelfth day of May, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-two and the Sixth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,  
1139 Under Secretary of the Province.

Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETINGS.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } WHEREAS the Honourable Minister of Lands  
Deputy Attorney } and Forests, Game and Fisheries, of Our Province of Quebec has caused to be prepared, under his superintendence, pursuant to the provisions of the Cadastre Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, article 2, chapter 320), a plan of a part of the Township Matalic, comprising a part of Range "A", county of Matapédia (now comprised in the municipality of the Village of Causapsal;)

WHEREAS a book of reference respecting the said plan above mentioned has also been prepared, pursuant to the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec;

WHEREAS the said official plan and book of reference made up to the date specified therein, now remain of record in the office of the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS, pursuant to the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code, an exact copy of the said official plan and book of reference was filed in the office of the Registration Division of Matapédia, on the third day of the month of April, one thousand nine hundred and forty-two;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree dated the 24th April, 1942, bearing No. 972,

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference above mentioned in the office of the Registration Division to which it belongs which is mentioned above, and,

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre province de Québec deviendront en force, relativement à cette partie du canton de Matalic, comprenant une partie du rang "A" comté de Matapédia, désigné ci-dessus, et,

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce douzième jour de mai en l'année mil neuf cent quarante-deux de l'ère chrétienne et de Notre Règne la sixième année.

Par ordre,

1140-o Le sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHESI.

We fix the date of the publication of the present Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec will come into force, respecting that part of the township Matalic, comprising a part of Range "A", county of Matapédia, above designated, and,

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec and to renew, within the two years following the date fixed as aforesaid the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above designated, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and upon observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this Twelfth day of May, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-two and the Sixth year of Our Reign.

By command,

1140 JEAN BRUCHESI,  
Under Secretary of the Province.

Avis divers

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la Ville de Québec-Ouest s'adressera au Lieutenant-gouverneur en conseil, pour amender sa charte, aux fins de valider son règlement N° 3234, en changeant la date des élections du maire et des échevins, actuellement fixée au premier jour juridique de février, pour le premier lundi d'octobre 1944, ou le jour juridique suivant.

Québec, ce 29ième jour d'avril 1942.

970-18-4-o Le procureur de la requérante,  
JULES SAVARD.

VILLAGE DE CHANDLER  
(Comté de Gaspé)

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Avis public est, par les présentes, donné que, conformément aux dispositions du règlement numéro 63 du village de Chandler, un tirage au sort a été effectué au bureau de la Commission municipale de Québec, à Québec, le 1 mai 1942, et que les obligations ci-après désignées, émises

Miscellaneous Notices

NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Quebec-West will apply to the Lieutenant-Governor in Council, for leave to amend its charter, for the purpose of validating its By-law No. 3234, by changing the date of the election of mayor and aldermen, now fixed to the first juridical day of February, to the first Monday of October, 1944, or the following juridical day.

Québec, this 29th day of April, 1942.

970-18-4 JULES SAVARD,  
Attorney for petitioner.

VILLAGE OF CHANDLER  
(County of Gaspe)

DRAWING OF BONDS

Public notice is hereby given that, in accordance with the provisions of By-Law number 63 of the Village of Chandler, a drawing by lot was made at the office of the Quebec Municipal Commission, at Quebec, on May 1, 1942, and that the following bonds, issued by the said Village under

par ledit village sous l'autorité dudit règlement, ont été tirées et seront remboursables à compter du 1er juillet 1942:

Dénomination de \$500.00: Numéros D-12, D-25, D-72 et D-73.

Dénomination de \$100.00: Numéros C-21, C-30, C-39, C-51, C-125, C-215 et C-216.

Les porteurs des obligations ci-dessus mentionnées devront, le 1er juillet 1942, présenter et remettre lesdites obligations pour paiement à la Banque Canadienne Nationale, à Chandler, Québec ou Montréal, avec tous les coupons d'intérêt non échus.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er juillet 1942.

Donné à Chandler ce 12ème jour de mai 1942.

1128-o Le secrétaire-trésorier,  
WILBROD LUCAS.

"DE GASPE REALTIES LIMITED"

Règlement pour diminuer le nombre des directeurs

Attendu que le nombre des directeurs de la compagnie "De Gaspé Realities Limited" a été fixé à cinq par ses lettres patentes et qu'il a été jugé nécessaire de diminuer leur nombre,

Sur motion dûment proposée et secondée, il a été résolu à l'unanimité:

Que le conseil d'administration de cette compagnie soit et il est, par les présentes, diminué de cinq à trois;

Que deux directeurs formeront un quorum pour les assemblées des directeurs.

Daté à Montréal, le 23 décembre 1941.

1129 Le président,  
E. A. GOODEVE.

"REDPATH REALTIES LIMITED"

Un règlement pour diminuer le nombre des directeurs

Attendu que le nombre des directeurs de la compagnie "Redpath Realities Limited" est fixé à cinq par ses lettres patentes et qu'il est jugé opportun d'en diminuer le nombre.

Sur motion dûment présentée et secondée, il a été unanimement résolu:

Que le conseil d'administration de cette compagnie soit et il est, par les présentes, diminué de cinq à trois.

Que deux directeurs formeront quorum aux assemblées des directeurs.

Daté à Montréal, ce 23 décembre 1941.

1130 Le président,  
E. A. GOODEVE.

Province de Québec

SYNDICS DE LA PAROISSE DE SAINT-JÉRÔME DE LAC SAINT-JEAN

Avis de rachat d'obligations

Avis est donné, par les présentes, qu'aux termes de l'acte de fiducie par les Syndics de la paroisse de Saint-Jérôme de Lac Saint-Jean en faveur de la Société Nationale de Fiducie, exécuté devant Me Oscar Hamel, notaire, le 23 août 1939, lesdits Syndics rachèteront le 1er juillet 1942, au prix de 100% de leur valeur nominale et l'intérêt couru, \$1,500.00 d'obligations faisant partie de leur émission de \$153,500.00, à savoir:

authority of said By-Law, were drawn and will become payable from July 1, 1942.

Denomination of \$500.00: Numbers D-12, D-25, D-72 and D-73.

Denomination of \$100.00: Numbers C-21, C-30, C-39, C-51, C-125, C-215 and C-216.

The holders of the above described bonds shall, on July 1, 1942, present for payment and remit said bonds to the Banque Canadienne Nationale, at Chandler, Quebec or Montreal, with all unmatured coupons attached.

Said bonds shall cease to bear interest from July 1, 1942.

Made at Chandler on May 12, 1942.

1128-o WILBROD LUCAS,  
Secretary-Treasurer.

"DE GASPE REALTIES LIMITED"

By-law decreasing the number of the Directors

Whereas the number of the Directors of De Gaspé Realities Limited is fixed at five by its letters patent and it is expedient to decrease their number,

On motion duly made and seconded, it was unanimously resolved:

That the Board of Directors of this Company be and is hereby decreased from five to three;

That two Directors shall constitute a Quorum for meetings of Directors.

Dated at Montreal, this 23rd day of December, 1941.

1129-o E. A. GOODEVE,  
President.

"REDPATH REALTIES LIMITED"

By-Law decreasing the number of the Directors

Whereas the number of the directors of Redpath Realities Limited is fixed at five by its letters patent and it is expedient to decrease their number,

On motion duly made and seconded, it was unanimously resolved:

That the Board of Directors of this Company be and is hereby decreased from five to three;

That two Directors shall constitute a Quorum for meetings of Directors.

Dated at Montreal, this 23rd day of December, 1941.

1130-o E. A. GOODEVE,  
President.

Province of Quebec

TRUSTEES OF THE PARISH OF SAINT JEROME OF LAKE ST. JOHN

Notice of Redemption

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Trust Deed by the Trustees of the parish of Saint Jerome of Lake Saint John in favor of the Société Nationale de Fiducie, passed before Notary Oscar Hamel, on August the 23rd, 1939, said Trustees will redeem before maturity, on the first day of July 1942, at par and accrued interest, \$1,500.00 principal amount of bonds being part of their issue of \$153,500.00, viz:

Dénomination de \$1,000.00 — N° AM-67

Dénomination de 500.00 — N° AD-65

Les porteurs des obligations ci-dessus mentionnées devront, le 1er juillet 1942, présenter les dites obligations pour paiement à la Banque Canadienne Nationale, à Saint-Jérôme, Chicoutimi, Québec ou Montréal, avec le coupon d'intérêt du 1er juillet 1942 et les coupons subséquents.

Les dites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er juillet 1942.

Montréal, ce 16 mai 1942.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE FIDUCIE,  
Fiduciaire.

41, rue St-Jacques ouest, Montréal.

Le sous-directeur,

1135-0

H. OUIMET.

Denomination of \$1,000.00 — No. AM-67

Denomination of 500.00 — No. AD-65

The holders of the above mentioned bonds shall, on the first of July 1942, present the said bonds for payment at the Banque Canadienne Nationale, at Saint Jerome, Chicoutimi, Quebec or Montreal, with interest coupon maturing on the first of July 1942, and following coupons.

The said bonds will cease to bear interest on and from the first of July 1942.

Montreal, this 16th day of May 1942.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE FIDUCIE,  
Trustee.

41 St. James St. W., Montreal.

H. OUIMET,

1135-0

Assistant-Director.

Avis est par les présentes donné que, par arrêté ministériel en date du treize mai 1942, l'amendement à l'article numéro 2 des règlements généraux du "Collège Stanislas Incorporé", tel qu'adopté à l'assemblée tenue le dix avril 1942, a été approuvé conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 276)

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le 18 mai 1942

Le sous-secrétaire de la Province,

1136-0

JEAN BRUCHESI

Notice is hereby given that, by Order in Council dated May thirteenth, 1942, the amendment to article number 2 of the general by-laws of the "Collège Stanislas Incorporé" as adopted at a meeting held on April tenth, 1942, has been approved, pursuant to the provisions of article 225 of the Quebec Companies' Act (R.S.Q. 1941, chapter 276)

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 18th of May, 1942

JEAN BRUCHESI,

1136

Under Secretary of the Province

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 13 mai, 1942.

Aujourd'hui, à cinq heures et demie de l'après-midi, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur s'est rendu à la Chambre du Conseil législatif au Palais législatif

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative, et, cette Chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

- 6 Loi modifiant la Loi de la chasse.
- 8 Loi modifiant la Loi de l'instruction publique
- 9 Loi modifiant la Loi de l'assurance des maris et des parents.
- 12 Loi concernant les coroners.
- 13 Loi modifiant la Loi du paiement des témoins de la couronne.
- 14 Loi modifiant la Loi de la pêche.
- 15 Loi modifiant la Loi des cités et villes.
- 20 Loi modifiant la Loi de la sécurité dans les édifices publics.
- 21 Loi concernant les mécaniciens de machines fixes.
- 23 Loi modifiant la Loi des appareils sous pression.
- 24 Loi créant un département des pêcheries maritimes.
- 26 Loi modifiant la Loi des chemins de colonisation.
- 27 Loi modifiant la Loi relative au tourisme.
- 30 Loi modifiant la Loi des terres de colonisation.
- 32 Loi pour venir en aide à l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française.
- 33 Loi concernant une convention entre le gouvernement fédéral et la Province pour la suspension de certaines taxes en temps de guerre.
- 35 Loi ratifiant une convention entre Sa Majesté et l'Institution royale pour l'avance-

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Québec, 13th of May, 1942.

This day, at half passed five o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House being present, the Clerk of the Crown on Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

- 6 An Act to amend the Game Laws.
- 8 An Act to amend the Education Act.
- 9 An Act to amend the Husbands' and Parents' Life Insurance Act.
- 12 An Act respecting coroners.
- 13 An Act to amend the Crown Witnesses Payment Act.
- 14 An Act to amend the Quebec Fisheries Act
- 15 An Act to amend the Cities and Towns Act.
- 20 An Act to amend the Public Building Safety Act.
- 21 An Act respecting Stationary Enginemmen.
- 23 An Act to amend the Pressure Vessels Act.
- 24 An Act to create a Department of Maritime Fisheries.
- 26 An Act to amend the Colonization Roads Act.
- 27 An Act to amend the Act respecting tourist traffic.
- 30 An Act to amend the Colonization Land Sales Act.
- 32 An Act to come to the aid of l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française.
- 33 An Act respecting an agreement between the Dominion and the Province for the suspension of certain taxes in war time.
- 35 An Act to confirm an agreement between His Majesty and The Royal Institution for

- ment des sciences, concernant l'école normale McGill.
- 37 Loi modifiant la Loi concernant les mécaniciens en tuyauterie.
- 38 Loi modifiant la Loi concernant les électriciens et les installations électriques
- 40 Loi instituant les districts judiciaires de Rouyn-Noranda et de Témiscamingue.
- 41 Loi pour favoriser l'établissement d'une bibliothèque publique à Québec.
- 44 Loi modifiant la Loi des écoles d'industrie.
- 105 Loi constituant en corporation *Royal Edward Laurentian Hospital* et y unissant et fusionnant *Royal Edward Institute* et *The Laurentian Sanatorium Association Incorporated*.
- 106 Loi concernant "La Colonie de Vacances Ste-Jeanne-d'Arc".
- 107 Loi modifiant la Loi concernant la succession Tourville.
- 111 Loi constituant en corporation *Jewish Hospital of Hope*.
- 113 Loi ratifiant la charte de la ville de Malartic pour annexer certain territoire des cantons de Dubuisson et Fournière, comté d'Abitibi.
- 119 Loi ratifiant un règlement d'expropriation et un règlement d'emprunt de la Corporation municipale de la paroisse de Saint-Edouard de Gentilly et conférant certains pouvoirs à la Corporation municipale de la paroisse de Saint-Edouard de Gentilly.
- 127 Loi pour confirmer des résolutions adoptées par le conseil de la cité de Shawinigan Falls relativement à l'imposition de la machinerie de *Aluminum Company of Canada, Limited* et un règlement adopté par ledit conseil relativement à l'imposition des immeubles de *Canadian Resins & Chemicals Limited* et pour permettre de payer une pension de retraite à Albert-Joseph Meunier.
- 128 Loi confirmant des résolutions adoptées par les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls, dans le comté de Saint-Maurice, relativement à l'imposition de la machinerie de *Aluminum Company of Canada, Limited*.
- 130 Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.
- 134 Loi accordant certains pouvoirs à la cité de Saint-Jean.
- 135 Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme.
- 136 Loi concernant La Centrale de Chicoutimi.
- 138 Loi modifiant la charte de La Société des comptables agréés de la province de Québec.
- 142 Loi constituant en corporation la ville de Belleterre.
- 144 Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Joseph d'Alma.
- 146 Loi modifiant la charte de la cité de Chicoutimi.
- 150 Loi concernant la succession de Charles Andrew Pentland.
- 151 Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Œuvre de la Propagation de la Foi de Québec.
- 178 Loi modifiant la Loi des constituts ou du régime de tenure dans certains districts électoraux.
- the Advancement of Learning, concerning the McGill Normal School.
- 37 An Act to amend the Pipe-Mechanics Act.
- 38 An Act to amend the Electricians and Electrical Installations Act.
- 40 An Act to establish the judicial districts of Rouyn-Noranda and Temiscamingue.
- 41 An Act to promote the establishing of a public library at Quebec.
- 44 An Act to amend the Industrial School Act.
- 105 An Act to incorporate Royal Edward Laurentian Hospital and to consolidate and merge the Royal Edward Institute and The Laurentian Sanatorium Association Incorporated into such corporation.
- 106 An Act respecting *La Colonie de vacances Ste-Jeanne-d'Arc*.
- 107 An Act to amend the Act respecting the Tourville estate.
- 111 An Act to incorporate the Jewish Hospital of Hope.
- 113 An Act to amend the charter of the town of Malartic in order to annex certain territory in the townships of Dubuisson and Fournière, county of Abitibi.
- 119 An Act to ratify an expropriation by-law and a loan by-law of the municipal corporation of the parish of St. Edouard de Gentilly, and to confer certain powers upon the municipal corporation of the parish of St. Edouard de Gentilly.
- 127 An Act to confirm certain resolutions adopted by the council of the city of Shawinigan Falls respecting the assessment of the machinery of Aluminum Company of Canada, Limited, and a by-law adopted by the said council respecting the assessment of the immoveables of Canadian Resins & Chemicals Limited, and to permit of paying a retiring pension to Albert Joseph Meunier.
- 128 An Act to confirm certain resolutions adopted by the School Commissioners for the municipality of Shawinigan Falls, in the county of St. Maurice, respecting the assessment of the machinery of Aluminum Company of Canada, Limited.
- 130 An Act to amend the charter of the city of Trois-Rivières.
- 134 An Act to grant certain powers to the city of St. Johns.
- 135 An Act to amend the charter of the town of St. Jérôme.
- 136 An Act respecting *La Centrale de Chicoutimi*.
- 138 An Act to amend the charter of The Society of Chartered Accountants of the Province of Quebec.
- 142 An Act to incorporate the town of Belleterre.
- 144 An Act to amend the charter of the town of St. Joseph d'Alma.
- 146 An Act to amend the charter of the city of Chicoutimi.
- 150 An Act respecting the estate of Charles Andrew Pentland.
- 151 An Act to amend the Act to incorporate *L'Œuvre de la Propagation de la Foi de Québec*.
- 178 An Act to amend the Certain Electoral Districts Constitut or Tenure Systems Act.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."  
1138-o

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council, in the following words:

"In His Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills".  
1138-o

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Instituteurs et Institutrices Catholiques de Hull", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le onze mai 1942.

Le siège social de l'association sera situé au N° 4, rue Langevin, à Hull, P.Q.

Le sous-secrétaire de la Province,  
1156-o JEAN BRUCHESI.

The formation of an association, under the name of "L'Association des Instituteurs et Institutrices Catholiques de Hull", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, the eleventh of May, 1942.

The principal place of business of the association shall be at No. 4 Langevin street, Hull, P. Q.

1156 JEAN BRUCHESI,  
Under Secretary of the Province.

Action en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour Supérieure, N° 44455. Dame Angeline Larochelle, épouse commune en biens d'Albert Prevost, de Québec, demanderesse; vs Albert Prevost, ancien employé de Québec, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans la présente cause le 16 avril 1942.

Québec, 13 mai 1942.  
Les procureurs de la demanderesse,  
1127-o GUÉRARD & PELLAND.

Action for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court, No. 44455. Dame Angeline Larochelle, wife common as to property of Albert Prevost, of Quebec, plaintiff; vs Albert Prevost, heretofore employed, in Quebec, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in the present case the 16th April, 1942.

Québec, May 13, 1942.  
1127 GUÉRARD & PELLAND,  
Attorneys for plaintiff.

Arrêté en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

—  
Numéro 1168

—  
Québec, le 13 mai 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant une modification au décret relatif au commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture dans la cité de Québec.

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le comité paritaire du commerce de la quincaillerie, district de Québec, a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'apporter une modification au décret numéro 1090, du 7 mars 1940, et ses amendements, relatif au commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture dans la cité de Québec;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la livraison du 31 janvier 1942 de la *Gazette officielle de Québec*;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

Attendu que le présent amendement est conforme aux prescriptions de l'arrêté-en-conseil fédéral C.P. 8253, amendé par C.P. 9514, et que, à la suite d'une décision du Conseil National du Travail en temps de guerre, le Lieutenant-gouverneur-en-conseil peut l'incorporer dans les décrets en exécution de la Loi de la convention collective;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que ledit décret numéro 1090 soit modifié de la façon suivante:

L'Article VI-A suivant est ajouté:

"VI-A. *Indemnité de vie chère*. 1. Tous les employeurs assujettis au présent décret doivent

Order in Council

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

—  
Number 1168

—  
Québec, May 13, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a modification to the decree relating to the Hardware and Paint Trades in the City of Québec.

Whereas, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), the Parity Committee of the Hardware and Paint Trades, Quebec District, has presented to the Minister of Labour a request to modify the decree, number 1090, of March 7, 1940, and its amendments, relating to the hardware and paint trades in the City of Québec;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on January 31, 1942;

Whereas no objection to the said request has been set forth;

Whereas the present amendment complies with the provisions of Federal Order-in-Council P.C. 8253, as amended by P.C. 9514, and, according to a decision of the National War Labour Board, the Lieutenant-Governor in Council may incorporate same in the decrees under the Collective Agreement Act;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 1090 be modified in the following manner:

The following section VI-A is added:

"VI-A. *Cost of living bonus*. 1. All employers governed by the present decree shall pay to their

payer à leurs salariés autres que ceux d'un rang plus élevé que celui de contremaître, ou quelque rang comparable, une indemnité de vie chère du temps de guerre basée sur le relèvement du chiffre indice du coût de la vie de janvier 1942, au-dessus du chiffre indice du premier octobre 1941, cet indice étant calculé pour tout le Dominion par le Bureau Fédéral de la Statistique;

2. La hausse ou la baisse de l'indice sera déterminée en points, à un dixième de point près, après que l'indice pour le mois d'août 1939 aura été porté à 100;

3. L'indemnité de vie chère doit être versée pour chaque période de paie, lors de la remise du salaire pour cette période ainsi qu'il suit:

a) Pour chaque augmentation d'un point, dans le chiffre de l'indice, l'indemnité ou augmentation de l'indemnité, selon le cas et pour chaque diminution d'un point dans le chiffre de l'indice, la réduction de l'indemnité est de:

(i) \$0.25 par semaine pour tout salarié adulte du sexe masculin et pour tous les autres salariés travaillant à des salaires de base de \$25.00 ou plus par semaine, et

(ii) Un pour cent (1%) de leur salaire hebdomadaire de base, pour tous les salariés du sexe masculin âgés de moins de vingt et un ans, et pour toutes les salariées travaillant à des salaires de base de moins de \$25.00 par semaine;

b) Le chiffre de l'indemnité doit être fixé de nouveau tous les trois mois, (le nouveau chiffre entrant en vigueur la première période de paie commençant le ou après le 15ième jour des mois de février, mai, août et novembre respectivement), en fonction des variations du coût de la vie établies en comparant l'indice du mois précédent immédiatement, (c'est-à-dire janvier, avril, juillet et octobre), à celui qui a servi de base à la dernière modification de ladite indemnité. Le montant de l'indemnité ne sera pas modifié, à moins que le coût de la vie n'ait varié de tout un point ou davantage;

4. L'indemnité ne doit être versée que pour le travail rémunéré selon le salaire de base, à l'exclusion des heures supplémentaires et le salaire de base est celui en vigueur le 15 novembre 1941. Lorsque pour une période de travail donnée, un salarié travaille moins que le nombre d'heures normal, on doit lui verser une partie de l'indemnité de plein temps, dans la proportion du nombre d'heures pendant lesquelles il a travaillé, au salaire de base, par rapport au nombre d'heures normal pour cette période.

A. MORISSET,

1150-o

Greffier du Conseil Exécutif.

employees, other than those occupying positions above the rank of foreman or comparable ranks, a wartime cost of living bonus based on the rise in the cost of living index of January 1942, over that of October 1st, 1941, such index being prepared for the Dominion as a whole by the Dominion Bureau of Statistics;

2. The rise or fall in the index shall be measured in points, to the nearest one tenth of one point, after the index has been adjusted to the base of 100 for August, 1939;

3. The cost of living bonus shall be payable for each payroll period at the same time as wages are paid for such period, as follows:

a) For each rise of one point in the index, the amount of the bonus or the increase in the amount of the bonus, as the case may be, and for each fall of one point in the index, the decrease in the amount of the bonus shall be:

(i) \$0.25 per week for all adult male employees, and for all other employees employed at basic wage rates of \$25.00 or more per week, and

(ii) One per cent of their basic weekly wage rates for male employees under twenty-one years of age and female workers employed at basic wage rates of less than \$25.00 per week;

b) The amount of the bonus shall be redetermined every three months (viz. effective for the first payroll period beginning on or after the fifteenth day of the months of February, May, August and November, respectively) on the basis of the change in the cost of living shown by the index number for the immediately preceding month (viz. January, April, July and October) as compared with the index number on which the previous change in the amount of the bonus was based. The amount of the bonus shall not be changed unless the cost of living has changed one whole point or more;

4. The bonus shall be payable only with respect to employment at basic wage rates, not including overtime, and the basic wage rate shall be that paid on November 15th, 1941. For any pay period during which an employee is employed and paid for less than the normal full time hours of work at basic wage rates he shall be paid that proportion of his full time bonus which the number of hours he actually worked at basic wage rates is of the normal full time hours of work in that period."

A. MORISSET,

1150-o

Clerk of the Executive Council.

## Chartes—Abandon de

JOHN PAXTON & Co. LIMITED

Le soussigné donne, par les présentes, avis que la compagnie "John Paxton & Co. Limited" s'adressera au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, pour leur demander la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, Québec, le 13 mai 1942.

JOHN PAXTON & Co. LIMITED.

Le secrétaire-trésorier,

R. G. GENTLEMAN.

1131

## Charters—Surrender of

JOHN PAXTON & Co. LIMITED

The undersigned hereby gives notice of the making of an application by it to the Attorney-General and the Minister of Municipal Affairs and Trade and Commerce, for leave to surrender its Charter.

Montreal, Quebec, May 13th, 1942.

JOHN PAXTON & Co. LIMITED.

Per R. G. GENTLEMAN,

Secretary-Treasurer.

1131-o

LABRADOR CLUB INCORPORATED

AVIS

Avis est par les présentes donné que Labrador Club Incorporated s'adressera au Procureur-Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce de la Province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 15 mai 1942.

Le secrétaire,  
C. H. BOLDUC.

1132-o

POLAR CLUB INC.

AVIS

Avis est par les présentes donné que Polar Club Inc. s'adressera au Procureur-Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce de la Province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 15 mai 1942.

Le secrétaire,  
C. H. BOLDUC.

1133-o

Avis, est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, que la compagnie "Morton Bloch Incorporated", dûment constituée en corporation par lettres patentes de la Province de Québec, en date du 26 mars 1940, s'adressera au Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec pour lui demander la permission d'abandonner lesdites lettres patentes et sa charte, et d'obtenir ainsi sa dissolution.

Daté de Montréal, le 27 avril 1942.

MORTON BLOCH INCORPORATED.

Le secrétaire,  
MORTON BLOCH.

1134

Avis est, par les présentes, donné, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, (S.R.Q., 1941, chapitre 276), et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Bleury Seignior Company", constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 avril 1934.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 mai 1942, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, le 5 mai 1942.

L. DÉSILETS,  
Assistant-procureur général.

1141

Avis est, par les présentes, donné, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, (S.R.Q., 1941, chapitre 276), et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Thrill Attractions Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 juin 1937.

Avis est de plus donné, qu'à compter du 30 avril 1942, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, le 25 avril 1942.

L. DÉSILETS,  
Assistant-procureur général.

1142

LABRADOR CLUB INCORPORATED

NOTICE

Notice is hereby given that Labrador Club Incorporated will apply to the Attorney General and to the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce of the Province of Quebec, for permission to abandon its charter.

Montreal, May 15th 1942.

C. H. BOLDUC,  
Secretary.

1132-o

POLAR CLUB INC.

NOTICE

Notice is hereby given that Polar Club Inc. will apply to the Attorney General and to the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce of the Province of Quebec, for permission to abandon its charter.

Montreal, May 15th 1942.

C. H. BOLDUC,  
Secretary.

1133-o

Notice is hereby given under Part 1 of the Quebec Companies' Act that Morton Bloch Incorporated, duly incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec, dated March 26th, 1940, will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for permission to surrender the said Letters Patent and Charter thereby dissolving the Company.

Dated at Montreal, this 27th day of April, 1942.

MORTON BLOCH INCORPORATED.

MORTON BLOCH,  
Secretary.

1134-o

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, (R.S.Q., 1941, Chapter 276), and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Bleury Seignior Company", incorporated by letters patent dated the sixteenth day of April, 1934.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of May, 1942, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1942.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

1141-o

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, (R.S.Q., 1941, Chapter 276), and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Thrill Attractions Limited", incorporated by letters patent dated the seventh day of June, 1937.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of April, 1942, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1942.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

1142-o

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, (S.R.Q., 1941, chapitre 276), et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Harris Abattoir (Quebec) Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 janvier 1927.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 mai 1942, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, le 5 mai 1942.

1143 L. DÉSILETS,  
Assistant-procureur général.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, (S.R.Q., 1941, chapitre 276), et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de la dite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Les Fermes de Montréal, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du deuxième jour de juillet 1933.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour d'avril 1942, la dite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-neuvième jour d'avril 1942.

1144-o L. DÉSILETS,  
Assistant-procureur général.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, (R.S.Q., 1941, Chapter 276), and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Harris Abattoir (Quebec) Limited", incorporated by letters patent dated the eighth day of January, 1927.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of May, 1942, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1942.

1143-o L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, (R.S.Q., 1941, chapter 276), and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Les Fermes de Montréal, Limitée" incorporated by letters patent dated the second day of July, 1933.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of April, 1942, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1942.

1144 L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

## Commission de l'Industrie Laitière

### COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

#### Ordonnance N° D-1 & 2-42A

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 mai 1942, tenue à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. Emile Nadeau, président, Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Germain Beaulieu, conseiller juridique et Oscar Boisvert, inspecteur général des produits laitiers.

Vu les pouvoirs que lui confère l'article 13 de la Loi des produits laitiers de la province de Québec,

La Commission de l'Industrie laitière décrète ce qui suit:

1. La présente ordonnance s'applique à la région de Montréal telle que délimitée par l'ordonnance 1-H-40 et à la région de Québec telle que délimitée par l'ordonnance 2-H-40a.

2. Pour l'interprétation de la présente ordonnance, à moins que le contexte ne comporte un sens différent:

1° Le mot "commission" signifie la Commission de l'Industrie laitière de la province de Québec;

2° Le mot "distributeur" signifie distributeur de produits laitiers;

3° Le mot "inspecteur" signifie l'inspecteur général des produits laitiers ou ses représentants;

## Dairy Industry Commission

### DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

#### Order No. D-1 & 2-42A

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, May 19th, 1942, held in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Dr. Emile Nadeau, president, Messrs. Jules Côté and Gilbert MacMillan, commissioners, Alphonse Savoie, secretary, Germain Beaulieu, legal adviser and Oscar Boisvert, Inspector-General of Dairy products.

In accordance with the powers granted to the Dairy Industry Commission by article 13 of the Quebec Dairy Products' Act;

It is enacted as follows:

1. The present order applies to the region of Montreal as defined by order 1-H-40 and to the region of Quebec as defined by order 2-H-40a.

2. For the interpretation of this order, unless the context conveys a different meaning:

1° The word "Commission" means the Quebec Dairy Industry Commission of the Province of Quebec;

2° The word "distributor" means distributor of dairy products;

3° The word "inspector" means the Inspector-general of Dairy products or his representatives;

4° Le mot "loi" signifie la Loi des produits laitiers de la province de Québec;

5° Le mot "ordonnance" signifie toute ordonnance de la Commission de l'Industrie laitière de la province de Québec;

6° Le mot "pourvoyeur" signifie le marchand de lait chez qui s'approvisionne le distributeur de produits laitiers;

7° Le mot "secrétaire" signifie le secrétaire de la Commission de l'Industrie laitière;

8° Le mot "surveillant" signifie toute personne chargée par l'inspecteur général ou par la Commission de l'Industrie laitière de surveiller l'application de la présente ordonnance.

3. Tout distributeur dans lesdites régions de Montréal et de Québec est tenu de se munir d'un permis. Ce permis lui est octroyé gratuitement, à Montréal, par le secrétaire, aux bureaux de la Commission, au dixième étage de l'Edifice Thémis, 10 ouest rue St-Jacques, et, à Québec, aux bureaux de l'inspecteur, dans l'Edifice de l'Agriculture, angle des rues Ste-Julie et Conroy.

Quelle que soit la date de son émission, le permis n'est valable que jusqu'au 31 mai et doit être renouvelé le ou avant le 1er juin de chaque année.

4. Le permis de distributeur est personnel et conséquemment ne peut, sans le consentement de la Commission, se transférer d'aucune manière et pour aucune cause.

5. Le distributeur doit garder ce permis en sa possession, de façon à le montrer à tout inspecteur ou à tout surveillant qui lui en fera la demande. Toutefois, il peut le passer à son employé s'il ne fait pas lui-même la livraison du lait. S'il possède plus d'une voiture pour sa livraison de lait, il est tenu de se faire donner par le secrétaire de la Commission un double du permis pour chaque voiture supplémentaire qu'il a sur la route.

6. Quiconque demande un permis de distributeur est tenu de répondre aux questions qui lui sont posées ainsi qu'aux renseignements qui lui sont demandés concernant le commerce qu'il désire entreprendre; il doit signer une formule spécialement préparée à cet effet. Une copie lui en sera fournie s'il le désire.

7. Tout distributeur doit déclarer le nom de son ou de ses pourvoyeurs et il ne peut changer ou en prendre de nouveaux sans le consentement de la Commission. Il en est ainsi pour les marchands de lait qui conséquemment ne peuvent changer de distributeur ou en prendre de nouveaux sans le consentement de la Commission, à moins que ce ne soit pour remplacer un distributeur qui les a quittés ou dont le permis a été révoqué.

8. La Commission peut en tout temps révoquer le permis pour toute infraction à la loi ou aux ordonnances.

9. Nul marchand de lait ne peut se constituer le pourvoyeur d'un distributeur qui n'a pas de permis ou dont le permis a été révoqué.

10. Le secrétaire est tenu d'envoyer aux marchands de lait de l'une ou de l'autre région, selon le cas, les noms et adresses des distributeurs dont le permis a été révoqué.

11. Quiconque fait la distribution du lait ou de produits laitiers, pour son compte ou pour le compte d'un distributeur de lait ou d'un marchand de lait, est tenu d'avoir avec lui un livre de route dans lequel doivent apparaître, chaque jour, le nom et l'adresse de chaque client, la liste

4° The word "law" means the Dairy products Act of the Province of Quebec;

5° The word "order" means all orders of the Quebec Dairy Industry Commission;

6° The word "supplier" means the milk dealer from whom the distributor obtains his milk supply;

7° The word "secretary" means the secretary of the Quebec Dairy Industry Commission;

8° The word "supervisor" means any person appointed by the Inspector general or by the Quebec Dairy Industry Commission to supervise the application of the present order.

3. Any distributor in the said regions of Montreal and Quebec must obtain a permit to this effect. This permit is given free of charge, at Montreal, by the secretary, at the offices of the Quebec Dairy Industry Commission, tenth floor, Themis Building, 10 St. James St. West, and for Quebec, at the offices of the Inspector general, in the Department of Agriculture Building, Corner of Ste Julie and Conroy streets.

Whatever the date of its issue, the permit is valid only up to the thirty-first of May and must be renewed on or before the first of June of each year.

4. The permit of distributor of Dairy Products is personal and consequently cannot be, without the consent of the Quebec Dairy Industry Commission, transferred in any way or for any reason.

5. The distributor must carry this permit in order to be able to show it to any inspector or to any supervisor who may so request. However, if he does not himself deliver his milk, he may pass on this permit to his employee. If he owns more than one vehicle for the delivery of milk, he must obtain from the Secretary of the Commission a copy of this permit for each additional vehicle at his disposal.

6. Any person requesting a distributor's permit is obliged to answer the questions that will be asked and the information that will be requested concerning the business he wishes to enter into. He must also sign a form specially prepared to this effect. A copy of this form will be given to him if he so desires.

7. Any distributor must declare the name of his supplier or suppliers and he cannot change or take a new one without the consent of the Quebec Dairy Industry Commission. The same applies to the milk dealer who consequently cannot change distributors or take new ones without the consent of the Quebec Dairy Industry Commission, unless for replacing a distributor who has left them or whose permit has been revoked.

8. The Commission may at any time revoke this permit for any infraction to the law or orders.

9. A milk dealer cannot become the supplier to a distributor who has no permit or whose permit has been revoked.

10. The secretary is obliged to send to the milk dealers of one or the other region, as the case may be, the names and addresses of the distributors whose permits have been revoked.

11. Any person who makes the delivery of milk or of dairy products for himself or a milk distributor or a milk dealer must carry a delivery book in which he must daily enter the name and address of each client, the list of products sold as well as the quantity and the price of each

des produits vendus ainsi que la quantité et le prix de chaque produit; il doit aussi indiquer si la vente a été faite comptant ou à crédit.

12. Tout inspecteur ou tout surveillant a le droit, en tout temps et en tout lieu, de se faire montrer le livre de route, d'en prendre connaissance, d'en prendre des notes ou des copies, d'accompagner sur la route quiconque a la charge d'une voiture ou fait la distribution du lait, et de prendre place dans cette voiture s'il le juge à propos.

13. Le refus pour un distributeur ou un marchand de lait qui fait lui-même sa livraison, ou pour toute autre personne qui le remplace ou qui a la charge d'une de ses voitures, de se conformer aux dispositions de la présente ordonnance, constitue une infraction et donne droit à la Commission de révoquer le permis ou le duplicata du permis selon le cas, sans pour cela enlever à la Commission le droit de poursuivre pour infraction à la loi et aux ordonnances.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° D-1-42, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 2 mai 1942, et entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr. EMILE NADEAU, président,  
JULES CÔTÉ,  
GILBERT MACMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,  
Le secrétaire, Commission de l'Industrie  
laitière.

Québec, le 20 mai, 1942. 1162-0

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA  
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 10-E-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi 19 mai, 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. Emile Nadeau, président, Jules Côté, Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Valleyfield;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne, qui directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Valleyfield.

2. La région de Valleyfield comprend la cité de Salaberry-de-Valleyfield et la municipalité de village du Nouveau-Salaberry.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.35 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.25 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la dite région de

product; he must also mention whether the sale was paid cash or credited.

12. Any inspector or any supervisor may, at any time and place, request that he be shown the delivery book; he may take cognizance of it, may take note or make copies of it, and may accompany on his milk route any person driving a vehicle or making the delivery of milk and may take place in this vehicle if he deems it necessary.

13. The refusal of a milk distributor or a milk dealer who himself delivers his milk, or for any other person replacing him or driving one of his vehicles, to conform himself to the provisions of the present order constitutes an infringement and allows the Commission to revoke the permit or its duplicate as the case may be, without however taking from the Commission the right to sue for infringement of this act and the orders.

The present order cancels Order No. D-1-42 published in the *Quebec Official Gazette* dated May 2nd, 1942, and comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. EMILE NADEAU, president,  
JULES CÔTÉ,  
GILBERT MACMILLAN.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,  
The Secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 20th, 1942. 1162-0

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE  
OF QUÉBEC

Order No. 10-E-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Tuesday, May 19th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs Dr. Emile Nadeau, president, Jules Côté and Gilbert MacMillan, Commissioners, Alphonse Savoie, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Valleyfield;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sell or delivers milk within the limits of the region or Valleyfield.

2. The region of Valleyfield includes the city of Salaberry de Valleyfield and the village municipality of New Salaberry.

3. Any raw milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk, which he receives from them, \$2.35 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.25 net F.O.B. business place of said dealer.

5. Save the provisions of article 6 hereunder, no person shall, within the limits of said region

Valleyfield, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine, et dix sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Valleyfield, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à cinq sous la chopine et neuf sous la pinte.

7. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Valleyfield, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à 36 sous le gallon.

La présente ordonnance annule toutes autres ordonnances de la dite Commission concernant la région de Valleyfield, et entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. DR. EMILE NADEAU, président,  
JULES CÔTÉ,  
GILBERT MACMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,  
Le secrétaire, Commission  
de l'Industrie Laitière.

Québec, le 20 mai 1942. 1164-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 64-E-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 mai 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. Emile Nadeau, président, Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Farnham;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Farnham.

2. La région de Farnham comprend la municipalité de la ville de Farnham.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.40 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.30 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous nul ne peut, dans les limites de ladite région de Farnham, offrir, vendre, ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et dix sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Farnham, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et neuf sous la pinte.

of Valleyfield, offer, sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint, and ten cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Valleyfield, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to five cents a pint, and nine cents a quart.

7. No person shall, within the limits of said region of Valleyfield, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to 36 cents a gallon.

The present order cancels all previous orders of said commission, concerning the region of Valleyfield, and comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Québec*.

Signed: Messrs. DR. EMILE NADEAU, president  
JULES CÔTÉ,  
GILBERT MACMILLAN.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,  
The Secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 20th, 1942. 1164-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 64-E-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Tuesday, May 19th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs Dr. Emile Nadeau, president, Jules Côté and Gilbert MacMillan, commissioners, Alphonse Savoie, secretary and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Farnham;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Farnham.

2. The region of Farnham includes the town of Farnham.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.40 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.30 net F.O.B. business place of said dealer.

5. Save the provisions of article 6 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Farnham, offer, sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint and ten cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Farnham, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to five cents a pint and nine cents a quart.

7. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Farnham, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à 36 sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance N° 64-H-39, de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 18 novembre 1939, et entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. EMILE NADEAU, président,  
JULES CÔTÉ,  
GILBERT MACMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,  
Le secrétaire, Commission  
de l'Industrie Laitière.  
Québec, le 20 mai, 1942. 1166-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA  
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° M-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 mai 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Emile Nadeau, président, Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Attendu qu'il y a lieu de fixer le prix du lait pour les différents services militaires tels que: les camps militaires, les centres d'entraînement et les écoles d'aviation;

LA COMMISSION DÉCRÈTE:

Nul marchand de lait ne peut vendre, offrir ou livrer à un camp militaire, à un centre d'entraînement, à une école d'aviation ou à une usine de munitions, du lait à un prix inférieur au prix fixé par la Commission pour la vente en bidons ou en bouteilles aux hôtels, pour la région dans laquelle opère ce marchand de lait, lors même que ce camp militaire, ce centre d'entraînement, cette école d'aviation ou cette usine de munitions est situé en dehors de ladite région.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° M-41, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 12 avril 1941, et entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. EMILE NADEAU, président,  
JULES CÔTÉ,  
GILBERT MACMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,  
Le secrétaire, Commission  
de l'Industrie Laitière.  
Québec, le 20 mai 1942. 1163-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA  
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 46-E-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 19 mai 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

7. No person shall, within the limits of said region of Farnham, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to 36 cents a gallon.

The present order cancels Order No. 64-H-39 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, for November 18th, 1939, and comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: EMILE NADEAU, president,  
JULES CÔTÉ,  
GILBERT MACMILLAN.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,  
The Secretary, Dairy Industry Commission.  
Quebec, May 20th, 1942. 1166-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE  
OF QUEBEC

Order No. M-42

Excerpt from the proceeding of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, May 19th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs Dr. Emile Nadeau, president, Jules Côté and Gilbert MacMillan, commissioners, Alphonse Savoie, secretary and Germain Beaulieu, legal adviser.

Whereas it is deemed necessary to establish the price of milk for the various Military Services such as: Military Camps, Training Centres and Aviation Schools;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

No milk dealer will offer, sell or deliver to a Military Camp, Training Centre, Aviation School or munition plant, milk at a price inferior to that established by the Commission for the sale of milk in cans or in bottles to hotels, for the region where this milk dealer is operating even though this Military Camp, this Training Centre, this Aviation School or this munition plant is located outside the limits of the above region.

The Present order cancels Order M-41 published in the *Quebec Official Gazette* of April 12th, 1941, and comes into force upon the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: EMILE NADEAU, president,  
JULES CÔTÉ,  
GILBERT MACMILLAN.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,  
The Secretary, Dairy Industry Commission.  
Quebec, May 20th, 1942. 1163-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE  
OF QUEBEC

Order No. 46-E-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, May 19th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Dr. Emile Nadeau, président, Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Rimouski;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Rimouski.

2. La région de Rimouski comprend la ville de Rimouski.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.15 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Rimouski, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine et neuf sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Rimouski, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et neuf sous la pinte.

La présente ordonnance annule toutes autres ordonnances de ladite Commission concernant la région de Rimouski, et entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. EMILE NADEAU, président,  
JULES CÔTÉ,  
GILBERT MACMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,  
Le secrétaire, Commission  
de l'Industrie Laitière.

Québec, le 20 mai, 1942. 1165-0

Present: Messrs Dr. Emile Nadeau, president, Jules Côté and Gilbert MacMillan, commissioners, Alphonse Savoie, secretary and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Rimouski;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Rimouski.

2. The region of Rimouski includes the town of Rimouski.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, \$2.15 net F.O.B. business place of said dealer.

4. No person shall, within the limits of said region of Rimouski, offer, sell or deliver milk at prices inferior to four and half cents a pint and nine cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Rimouski, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to five cents a pint and nine cents a quart.

The present order cancels all previous orders of said Commission, concerning the region of Rimouski, and comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: MM. EMILE NADEAU, president,  
JULES CÔTÉ,  
GILBERT MACMILLAN.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,  
The Secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 20th, 1942. 1165-0

Commission du salaire minimum

Minimum Wage Commission

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que l'ordonnance de renouvellement dont le texte suit, prolongeant la durée de l'ordonnance numéro 39 de la Commission du salaire minimum concernant les ouvriers affectés à l'exploitation des forêts, a été approuvée par l'arrêté-en-conseil numéro 1138, du 13 mai 1942.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 39

Concernant les ouvriers affectés à l'exploitation des forêts

ORDONNANCE DE RENOUVELLEMENT

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q. 1941, chapitre 164),

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following ordinance of renewal, extending the duration of Ordinance number 39 of the Minimum Wage Commission concerning employees occupied at forest operations, has been approved by Order-in-Council number 1138, of May 13, 1942.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 39

Concerning Employees occupied at Forest Operations

ORDINANCE OF RENEWAL

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, ch. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance de renouvellement, ainsi qu'il suit:

1. *Prolongation de l'ordonnance no 39*: L'ordonnance N° 39 de la Commission du salaire minimum, concernant les ouvriers affectés à l'exploitation des forêts, datée du 28 avril 1941, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 30 avril 1941 par arrêté portant le numéro 1031 et publiée dans la *Gazette officielle* du 3 mai 1941, est maintenue en vigueur jusqu'au 3 mai 1943.

2. *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance de renouvellement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé à Québec, ce vingt-troisième jour du mois d'avril, mil neuf cent quarante-deux.

[Sceau]

Le président, (Signé) FERDINAND ROY.  
Le vice-président, " GUSTAVE FRANCO.  
Les commissaires, " J.-A. BOUTHILLETTE,  
" H. LOUDIN.

Copie conforme

Le secrétaire,  
J. A. V. AUGER. 1155-0

Orders and decrees by the present Ordinance of Renewal, the following:

1. *Prolongation of Ordinance No. 39*: Ordinance No. 39 of the Minimum Wage Commission, concerning Employees occupied at Forest Operations, dated April 28, 1941, approved by the Lieutenant-Governor in Council on April 30, 1941, by Order-in-Council No. 1031, and published in the *Official Gazette* May 3, 1941, is maintained in force until May 3, 1943.

2. *Coming into force*: The present Ordinance shall come into force on the day of its publication in the *Official Gazette*.

Passed and dated at Quebec, this twenty-third day of April in the year one thousand nine hundred and forty-two.

[Seal]

(Signed): FERDINAND ROY, President,  
" GUSTAVE FRANCO, Vice-Pres.,  
" J. A. BOUTHILLETTE, Members.  
" H. LOUDIN.

True copy

J. A. V. AUGER, Secretary. 1155-0

## Département de l'Instruction publique

N° 293-39.

Québec, le 11 mai 1942.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de St-René-Goupil en celui de St-René-de-Matane. 1103-20-2-0

N° 729-40.

Québec, le 11 mai 1942.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Norton Creek, dans le comté de Châteauguay, les lots 210 et 211 du cadastre officiel de Saint-Jean-Chrysostôme, le lot 234 du cadastre officiel de Saint-Urbain-Premier, même comté, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Urbain-Premier, même comté. 1104-20-2-0

N° 129-42.

Québec, le 18 mai 1942.

### ERRATUM

Dans l'avis publié dans la *Gazette Officielle de Québec* des 7 et 14 mars, concernant la municipalité scolaire de St-Mathias, il faut remplacer le dernier mot Royal-Roussillon, par Macamic. 1145-0

### ERRATUM

District de Rimouski, N° 7483. Ludger Bernier; vs Alfred Bernier.

Dans l'avis de vente par le shérif publié dans la *Gazette officielle de Québec*, du 9 mai 1942, à la page 1775 et 1776, à l'item N° 2, lisez "Cadastre officiel de la paroisse de St-Mathieu", au lieu de "Cadastre officiel de la paroisse de St-Simon". 1137-0

## Department of Public Instruction

No. 293-39.

Quebec, May 11, 1942.

Application is made to change the name of the School Municipality of St-René-Goupil to that of St-René-de-Matane. 1103-20-2

No. 729-40.

Quebec, May 11th, 1942.

Application is made to detach from the school municipality of Norton Creek, in the County of Châteauguay, lots 210 and 211 of the official cadastre of Saint-Jean-Chrysostôme, lot 234 of the official cadastre of Saint-Urbain-Premier, said County, and to annex the same to the School Municipality of Saint-Urbain-Premier, said County. 1104-20-2

No. 129-42.

Quebec, May 18, 1942.

### ERRATUM

In the notice published in the *Quebec Official Gazette* of the 7th and 14th of March, concerning the School Municipality of St-Mathias, please replace the last word "Royal-Roussillon", by "Macamic". 1145

### ERRATUM

District of Rimouski, No. 7483. Ludger Bernier; vs Alfred Bernier.

In the notice of sale by Sheriff published in the *Quebec Official Gazette*, of the 9th May, 1942, on page 1775 and 1776, in item No. 2, please read: "Official cadastre of the Parish of St-Mathieu", instead of "Official cadastre of the Parish of St-Simon". 1137

Nominations

Appointments

N° 198-el.

Québec, le 16 mai 1942.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 13 mai, de nommer M. Joseph-Honoré Giroux au poste de commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de Beauport-Est en vue de remplacer M. Lorenzo Bélanger qui a démissionné. 1146-0

No. 198-el.

Quebec, May 16, 1942.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 13th May, to appoint Mr. Joseph Honoré Giroux as School Commissioner for the School Municipality of Beauport-Est in the place and stead of Mr. Lorenzo Bélanger who has retired. 1146

N° 1622-el.

Québec, le 16 mai 1942.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 13 mai de nommer M. Henri Villeneuve au poste de commissaire d'écoles pour la commission scolaire de Saint-Stanislas, dans le comté de Roberval. 1147-0

No. 1622-el.

Quebec, May 16, 1942.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 13th May, to appoint Mr. Henri Villeneuve as School Commissioner for the School Commission of Saint-Stanislas, in the County of Roberval. 1147

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 15 avril 1942.

MM. Joseph-André Godbout, Pierre Robert, Napoléon Nadeau, Philippe Jacob, Paul-Eugène Doyle et Paul-A. Laviguer, 71 rue St-Pierre, Québec, Robert Lacroix, de Ste-Marie, Beauce, Elie-L. Boulanger, de St-Georges, Beauce, Arthé Dostie, de Thetford Mines, Jacques-R. Renault, de Rimouski, D.-D.-Victor Pineau, de Mont-Joli, et J.-Edgar Nadeau, de New Carlisle, tous les douze actuellement employés à la Commission des prix et du commerce en temps de guerre: juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement avec juridiction sur les districts judiciaires d'Arthabaska, Beauce, Bonaventure, Chicoutimi, Gaspé, Kamouraska, Montmagny, Québec, Rimouski, Roberval, Saint-François et Saguenay, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 2 mai 1942.

MM. Alphonse Marceau, forgeron, de Girardville: adjoint à la Commission de la paix du district judiciaire de Roberval, et Georges-Emile Nadeau, marchand, de Saint-Louis de Gonzague: adjoint à la Commission de la paix du district judiciaire de Beauce.

MM. George H. T. Wilkinson, de Beebe Plain: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-François; E.-A. Savary, vice-président de Hervey Remedies Ltd., de St-Basile: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; Donald Irwin, marchand général, de Kazabazua: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Hull; Georges-Aimé Chevalier, secrétaire, C.P. 482, Farnham, P.Q.: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Bedford; Paul-Emile Daneau, employé au greffe de la Couronne, Palais de Justice, Montréal: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Marcel Collin, de Plessisville, et Sylvio Michaud, de Rivière-du-Loup, employés tous deux de la Commission des prix et du commerce: juges de paix avec juridiction sur les districts judiciaires d'Arthabaska, Beauce, Bonaventure, Chicoutimi, Gaspé, Kamouraska, Montmagny, Québec, Rimouski, Roberval, St-François et Saguenay. Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe, le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, April 15, 1942.

Messrs Joseph André Godbout, Pierre Robert, Napoléon Nadeau, Philippe Jacob, Paul Eugène Doyle and Paul A. Laviguer, 71 St. Peter street, Quebec, Robert Lacroix, of Ste-Marie, Beauce, Elie L. Boulanger, of St-Georges, Beauce, Arthé Dostie, of Thetford Mines, Jacques R. Renault, of Rimouski, D. D. Victor Pineau, of Mont-Joli, and J. Edgar Nadeau, of New Carlisle, all twelve actually employed by the Wartime Prices and Trade Board: to be Justices of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial districts of Arthabaska, Beauce, Bonaventure, Chicoutimi, Gaspé, Kamouraska, Montmagny, Quebec, Rimouski, Roberval, Saint-François and Saguenay, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, May 2, 1942.

Messrs Alphonse Marceau, blacksmith, of Girardville: to be Peace Commissioner for the judicial district of Roberval, and Georges Emile Nadeau, merchant, of Saint-Louis de Gonzague: to be Peace Commissioner for the judicial district of Beauce.

Messrs George H. T. Wilkinson, of Beebe Plain: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of St-François; E. A. Savary, Vice President of the Hervey Remedies Ltd., of St-Basile: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec; Donald Irwin, general merchant, of Kazabazua: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Hull; Georges Aimé Chevalier, Secretary of the C.P. 482 Farnham, P.Q.: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Bedford; Paul Emile Daneau, employed in the office of the Crown, Court House, Montreal: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Marcel Collin, of Plessisville, and Sylvio Michaud, of Rivière-du-Loup, both employees of the Wartime Prices and Trade Board: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial districts of Arthabaska, Beauce, Bonaventure, Chicoutimi, Gaspé, Kamouraska, Montmagny, Quebec, Rimouski, Roberval, St-François and Saguenay. The Justices of the

aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

1167-0

Peace named in the present paragraph, are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15). 1167

### Soumissions

#### LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA PRÉSENTATION DE LA STE-VIERGE, DANS LE COMTÉ DE JACQUES-CARTIER.

Avis public est par les présentes donné, que des soumissions cachetées et endossées "soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'au quatorze juin à TROIS heures de l'après-midi (3 heures), pour l'achat d'une émission d'obligations des Commissaires d'Écoles de la Présentation de la Ste-Vierge, dans le comté de Jacques-Cartier, datées du 1er mai 1942, au montant de \$22,500.00, portant intérêt au taux de 4% l'an, remboursables par séries du 1er mai 1942 au 1er mai 1962; les intérêts payables annuellement les premiers mai et novembre de chaque année; capital et intérêts payables au bureau principal de la Banque Canadienne Nationale, à Montréal, ou à succursale située au N° 88 de la rue Notre-Dame, à Lachine.

L'objet de l'émission est le rachat d'un emprunt.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'émission; toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison sont compris ou non dans le prix de la soumission. Les Commissaires d'Écoles de la Présentation de la Ste-Vierge se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lesdites soumissions seront ouvertes dimanche, le 14 juin 1942, à une assemblée publique des Commissaires d'Écoles de la Présentation de la Ste-Vierge, laquelle sera tenue ce jour là à trois heures de l'après-midi, (3 heures) à la salle de l'École Joubert, Avenue Décarv, à Dorval.

Le secrétaire-trésorier,

1161-0 JEAN LOUIS LEGAULT.

### Tenders

#### SCHOOL COMMISSIONERS OF LA PRÉSENTATION DE LA STE-VIERGE, IN THE COUNTY OF JACQUES-CARTIER.

Public notice is hereby given, that sealed tenders and endorsed "tenders for bonds" shall be received by the undersigned up to the fourteenth of June at three o'clock in the afternoon (3 o'clock), for the purchase of an issue of bonds of the School Commissioners of La Présentation de la Ste-Vierge, in the county of Jacques-Cartier, dated the 1st of May, 1942 for \$22,500., bearing interest at the rate of 4% per annum, redeemable serially from the 1st of May, 1942 to the 1st of May, 1962; interest payable annually the first of May and November of each year; capital and interest payable at the head office of the Banque Canadienne Nationale, at Montreal, or at the Branch situate at No. 88 Notre-Dame street, Lachine.

Object of the issue: redemption of a loan.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the issue; every tender must specify whether accrued interest on the bonds to the time of their delivery is included or not in the price of the tender. The School Commissioners of La Présentation de la Ste-Vierge do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

The said tenders to be opened on Sunday the 14th June, 1942, at a public meeting of the School Commissioners of La Présentation de la Ste-Vierge, to be held that day at three o'clock in the afternoon (3 o'clock), in the hall of the École Joubert, Décarv Avenue, at Dorval.

JEAN LOUIS LEGAULT,

1161 Secretary Treasurer.

### VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

#### BEDFORD

*Fieri Facias de Terris*

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure, N° 1090. } L'OFFICE DU CRÉ-DIT AGRICOLE DU QUÉBEC, demanderesse; vs ZOEL CABBANA, défendeur, et J. A. PERRAS, N.P., curateur au délaissement.

Comme appartenant au défendeur, mais actuellement entre les mains du curateur au délaissement.

Un terrain de cinq arpents et deux perches de largeur, au front, par huit arpents de largeur, au cordon, et vingt-huit arpents de longueur plus ou moins, connu comme le lot numéro trois cent soixante-dix-huit (378), des plan et livre de

### SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### BEDFORD

*Fieri Facias de Terris*

Canada, Province of Québec, District of Bedford, Superior Court, No. 1090. } QUEBEC FARM, LOAN BOARD, plaintiff; vs ZOEL CABBANA, defendant; and J. A. PERRAS, N.P., curator to the abandonment.

As belonging to the defendant, but actually in the possession of the curator to the abandonment.

A lot of land measuring five arpents and two perches in width, in front, by eight arpents in width, at the "cordon", and twenty-eight arpents in length, more or less, known as lot number three hundred and seventy-eight (378), of

renvoi officiels du cadastre de la partie Est du canton de Farnham, district de Bedford, avec les dépendances, sujet, ledit immeuble, à une servitude créée en vertu d'un droit de passage, consentie par Arsène Paquette en faveur de Southern Canada Power Co., devant témoins, le vingt et un mai mil neuf cent vingt-cinq, dont copie a été enregistrée au Bureau d'Enregistrement du comté de Brome, N° 49,501, pour ériger une ligne de transmission électrique, etc. sur ledit lot, à perpétuité.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Vincent Ferrier d'Adamsville, à Adamsville, dit District, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUIN, 1942, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député shérif,  
Bureau du shérif, ARTHUR C. JAMESON.  
Sweetsburg, Qué., ce 18 mai 1942. 1148-21-2-o

[Première publication, 23 mai 1942]

HULL

Cour Supérieure.—District de Hull  
N° 7093 } ME JACQUES BERTRAND  
          } avocat des cité et district de  
Hull; demandeur par distraction pour frais, vs  
JOHN FINDLAY, cultivateur, du canton de  
Hull, district de Hull, défendeur.

"Toute cette ferme composée du tiers sud-est du lot numéro vingt-trois (ptie S.E. 23) dans le sixième rang du canton de Hull, comprenant soixante-treize acres de terrain en superficie, plus ou moins, et bornée comme suit: au sud par les terrains du cinquième rang, à l'ouest par le tiers sud-ouest dudit lot vingt-trois, la propriété de Benjamin Payne et vers le nord par le tiers nord dudit lot vingt-trois, la propriété de Benjamin Payne, et vers l'est par le lot numéro vingt-deux, dans le dit sixième rang dudit canton de Hull, avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances."

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Paul d'Aylmer, le CINQ JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,  
Bureau du shérif, I. ST-PIERRE.  
Hull, ce 25 avril 1942. 966-18-2  
[Première publication, 2 mai 1942]

IBERVILLE

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure.—District d'Iberville  
Saint-Jean, à savoir: { L'OFFICE DU CRÉ-  
N° 699. } L DIT AGRICOLE  
DU QUÉBEC, corporation existant en vertu  
d'une loi provinciale et ayant en vertu de cette  
loi son siège social en la cité de Québec, requé-  
rante; vs JOSEPH POIRIER, d'Iberville, comté  
d'Iberville, intimé.

Une terre située en la paroisse de Saint-Athanas, comté d'Iberville, connue et désignée sous les numéros seize, dix-neuf, vingt, vingt et un et vingt-trois (Nos 16-19-20-21-23) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Athanas, avec toutes les bâtisses dessus érigées; à distraire des dits Nos 16-19-20-21, la partie vendue au gouvernement de la Province de Québec, pour le chemin public, suivant vente enregistrée à Iberville sous le numéro 51319, et aussi à distraire des dits lots numéros 21 et 23, la partie vendue pour le chemin public, au gouvernement de la province de Québec, suivant vente enregistrée sous le numéro 51890, et le lopin de terre non

the official cadastral plan and in the book of reference of the East Part of the Township of Farnham, District of Bedford—with the dependencies, subject, the said immovable, to a servitude created in virtue of a right of way, consented by Arsène Paquette in favour of the Southern Canada Power Co., before witnesses, the twenty-first of May, one thousand nine hundred and twenty-five, a copy whereof was registered in the Registry Office for the County of Brome, No. 49,501 to erect an electric transmission line, etc. on said lot, at perpetuity.

To be sold, at the parochial church door of the Parish of St-Vincent Ferrier d'Adamsville, at Adamsville, said district, on the TWENTY-FIFTH day of JUNE, 1942, at TEN o'clock in the forenoon.

ARTHUR C. JAMESON,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Sweetsburg, Que., this 18th May, 1942.

1148-21-2

[First publication May 23rd, 1942]

HULL

Superior Court.—District of Hull  
No. 7093 } ME. JACQUES BERTRAND,  
          } advocate of the city and district  
of Hull; plaintiff distracting for costs; vs  
JOHN FINDLAY, farmer, of the Township of  
Hull, district of Hull, defendant.

"All that farm being composed of the South East one third part of lot number twenty-three (S.E. pt. 23) in the sixth range of the Township of Hull, containing seventy-three acres of land in superficies, more or less, and bounded as follows: South by the lands of the fifth range, West by the South-West one third part of the said lot twenty-three, the property of Benjamin Payne and towards the North by the Northern one third part of the said lot twenty-three, the property of Benjamin Payne, and towards the East by lot number twenty-two, in the said sixth range of said Township of Hull, with buildings thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of St. Paul d'Aylmer, the FIFTH of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon.

I. ST-PIERRE,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Hull, this 25th April, 1942. 966-18-2  
[First publication, 2nd May, 1942]

IBERVILLE

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court.—District of Iberville  
Saint-Jean, to wit: { THE QUEBEC FARM  
No. 699. } LOAN BUREAU, ex-  
isting corporation in virtue of a provincial law  
and having in virtue of this law his place of  
business in the city of Quebec, applicant; vs  
JOSEPH POIRIER, of Iberville, county of  
Iberville, defendant.

A farm situate in the parish of Saint-Athanas, county of Iberville, known and designated under the numbers sixteen, nineteen, twenty, twenty-one and twenty-three (Nos 16-19-20-21-23) of the official cadastre for the parish of Saint-Athanas, with all the buildings upon erected; to be deduct from said lots numbers 16-19-20-21, the part sold to the government of the province of Quebec, for the public road, by deed of sale registered at Iberville under the number 51319, and also to be deduct from said lots numbers 21 and 23, the part sold for the public road to the government of the Province of Quebec, by registered sale under number 51890, and the

vendu et réservé par William Murray, et situé entre la rivière Richelieu et le chemin public.

Cette terre sera vendue "en bloc" comme formant une même propriété, suivant jugement de l'honorable Juge Philémon Cousineau, en date du 16 mai, 1942.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Athanase, le VINGT-TROISIÈME jour de JUIN, 1942, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,  
Saint-Jean, le 19 mai 1942. ADÉLARD FORGET.  
1149-21-2-0  
[Première publication, le 23 mai, 1942]

### JOLIETTE

*Fieri Facias De Terris*  
District de Montréal

Cour Supérieure.—District de Montréal  
Province de Québec, } WILLIAM BUR-  
N° 205055 } NETT, marchand,  
de la cité de Montréal, district de Montréal,  
demandeur; contre KATHLEEN PERRAULT,  
de la cité de Montréal, district de Montréal,  
épouse séparée de biens de Peter Perreault, em-  
ployée civile, du même lieu et ce dernier pour  
autoriser son épouse aux fins des présentes.

1. Les lots numéros 780, 781 et 784 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Julienne, comté de Montcalm;

2. Cette partie du lot numéro 782, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Julienne, comté de Montcalm mesurant un arpent de largeur, par 25 arpents de longueur, mesure anglaise, plus ou moins, borné au sud-est par le résidu du dit lot 782, au nord-ouest par le cordon qui sépare le premier et le deuxième rangs, au nord-est par le lot numéro 781, et au sud-ouest par le lot numéro 783;

3. Cette partie du lot numéro 783, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Julienne, comté de Montcalm, mesurant un arpent de largeur par 4 arpents de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, borné au sud-est par la ligne séparant la Seigneurie de l'Assomption du Canton de Kilkenny, au nord-ouest par le résidu du dit lot numéro 783, au nord-est par le numéro 782 et au sud-ouest, par le lot numéro 784;

Lors de la vente, il sera exigé de tout enchérisseur, un dépôt d'une somme de \$95.00, ce, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, du district de Montréal, en date du 17 avril 1942.

Tous les immeubles plus haut décrits, seront vendus ensemble comme formant une seule exploitation, ce, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, du district de Montréal, en date du 20 avril 1942.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Ste-Julienne, le QUATRIÈME jour du mois de JUIN, 1942, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,  
Joliette, le 29 avril 1942. J.-A. BÉLANGER.  
978-18-2-0  
[Première publication, le 2 mai 1942]

### *Fieri Facias De Terris*

Cour Supérieure.—District de Québec.

Province de Québec, } LA COMMISSION DES  
N° 762 } ACCIDENTS DU  
TRAVAIL DE QUÉBEC, corps politique et  
incorporé ayant son siège social au N° 73, Grande-  
Allée, en la cité de Québec, demanderesse; vs

small lot of land not sold and reserved by William Murray, and situate between the Richelieu river and the public road.

This farm will be sold "en bloc" as being the same property, according to a judgment rendered by Honorable judge Philémon Cousineau, dated May the 16th, 1942.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Athanase, on the TWENTY-THIRD day of JUNE next, 1942, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, ADÉLARD FORGET,  
Saint-Jean, May 19th, 1942. Sheriff.  
1149-21-2-0  
[First publication, May 23rd, 1942]

### JOLIETTE

*Fieri Facias De Terris*

Superior Court.—District of Montreal

Province of Québec, } WILLIAM BUR-  
No. 205055 } NETT, merchant,  
of the City of Montreal, district of Montreal,  
plaintiff; against KATHLEEN PERRAULT, of  
the city of Montreal, district of Montreal, wife  
separate as to property of Peter Perreault, civic  
employee, of the same place, and the latter to  
authorize his wife for the purposes hereof.

1. Lots Nos. 780, 781 and 784 of the official plan and in the book of reference of the parish of Ste-Julienne, county of Montcalm;

2. That part of lot No. 782, of the official plan and in the book of reference of the parish of Ste-Julienne, county of Montcalm, measuring one arpent in width, by 25 arpents in length, English measure, more or less, bounded on the South-East by the residue of said lot 782, on the North-West by the "cordon" which separates the first and the second ranges, on the North-East by lot No. 781, and on the South-West by lot No. 783;

3. That part of lot No. 783, of the official plan and in the book of reference of the parish of Ste-Julienne, county of Montcalm, measuring one arpent in width by 4 arpents in depth, English measure, more or less, bounded on the South-East by the line separating the Seigneurie of l'Assomption from the Township of Kilkenny, on the North-West by the residue of said lot No. 783, on the North-East by No. 782 and on the South-West, by lot No. 784;

A deposit of \$95. shall be exacted from each and every bidder at the time of the sale, this, pursuant to a judgment of the Superior Court, of the district of Montreal, dated the 17th April, 1942.

All the above described immovables shall be sold "en bloc" as forming one and the same lot of land, this, pursuant to a judgment of the Superior Court, of the district of Montreal, dated the 20th April, 1942.

To be sold at the parochial church door of the parish of Ste-Julienne, on the FOURTH day of the month of JUNE, 1942, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, J. A. BÉLANGER,  
Joliette, April 29, 1942. Sheriff.  
978-18-2-0  
[First publication, May 2nd, 1942]

### *Fieri Facias De Terris*

Superior Court.—District of Québec.

Province of Québec, } THE QUEBEC WORK-  
No. 762 } MEN'S COMPENSA-  
TION COMMISSION, a body politic and  
corporate having its head office at No. 73 Grande-  
Allée, in the city of Québec, plaintiff; vs D. E.

D. E. McDONALD, de St-Donat, Cté de Montcalm, défendeur.

1° Le lot P-8 du deuxième rang, des plan et livre de renvoi officiels du Canton Lussier.

2° Le lot P-10 du deuxième rang des plan et livre de renvoi officiels du Canton Lussier, le tout avec bâtisses, circonstances et dépendances dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Donat, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois de JUIN, 1942, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,  
Bureau du shérif, J. A. BÉLANGER.  
Joliette, le 12 mai 1942. 1158—21-2-o  
[Première publication, 23 mai 1942]

**MONTREAL**

*Fieri Facias De Bonis Et De Terris*

C. S.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } HON. JUGE ALPHON-  
N° 207396 } SE DÉCARY, De-  
mandeur; vs J.-A. ARCHAMBAULT, es-qualité,  
Défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue St-Charles, en la ville de Dorval, composé de la subdivision numéro trente-neuf du lot originaire numéro huit cent soixante-quinze (875-39) aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Lachine, comté de Jacques-Cartier, et de la resubdivision numéro six de la subdivision numéro vingt et un dudit lot originaire numéro huit cent soixante-quinze (875-21-6) avec toutes les bâtisses dessus construites, incluant celle portant le numéro civique 8 de ladite rue St-Charles à Dorval.

Le tout sujet au bail consenti à Dame Germaine Savoie, veuve de René Lasnier, consenti le 12 avril 1942 pour un an à partir du 1er mai 1942 au 1er mai 1943 à raison de trente-cinq dollars (\$35.00) par mois.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQ JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$447.50 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Forest, daté le 19 mai 1942.

Le shérif,  
Bureau du shérif, L.-P. CAISSE.  
Montréal, 20 mai 1942. 1159-21-2-o  
[Première publication, 23 mai 1942]

**QUÉBEC**

*Fieri Facias*

Cour du Recorder

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC;  
N° 799/42 } contre ROSARIO TREM-  
BLAY, cordonnier, de notre cité de Québec,  
dans notre district de Québec, à savoir:

Le lot N° 3-82 (trois-quatre-vingt-deux) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-des-Anges de Québec, maintenant quartier St-Sauveur, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue St-Charles, borné au nord par la rue St-Charles, au sud par le N° 3-83, à l'est par le N° 3-80 et 3-81, à l'ouest par la rue Rigaudville, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DOUZIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Le député-shérif,  
Bureau du shérif, JOS.-ALBERT DÉLAGE.  
Québec, ce 7 mai 1942. 1054—19-2-o  
[Première publication, 9 mai 1942]  
[Deuxième publication, 23 mai 1942]

McDONALD, of St-Donat, county of Montcalm, defendant.

1. Lot P-8 of the Second Range of the official plan and in the book of reference of the Township Lussier.

2. Lot P-10, of the Second Range, of the official plan and in the book of reference of the Township Lussier—the whole with buildings, circumstances and dependencies thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Donat, on the TWENTY-FIFTH day of the month of JUNE, 1942, at TWO o'clock in the afternoon.

J. A. BÉLANGER,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Joliette, May 12, 1942. 1158—21-2  
[First publication, May 23, 1942]

**MONTREAL**

*Fieri Facias De Bonis Et De Terris*

S. C.—District of Montreal

Montreal, to wit: } THE HON. JUSTICE AL-  
No. 207396 } PHONSE DÉCARY,  
plaintiff; vs J. A. ARCHAMBAULT, es qualité,  
defendant.

An emplacement fronting on St-Charles street, in the Town of Dorval, composed of subdivision number thirty-nine of original lot number eight hundred and seventy-five (875-39) on the official plan and in the book of reference of the Parish of Lachine, county of Jacques-Cartier, and the resubdivision number six of subdivision number twenty-one of said original lot number eight hundred and seventy-five (875-21-6)—with all the buildings thereon erected, including the one bearing civic number 8 of said St-Charles street, Dorval.

The whole subject to a lease consented to Dame Germaine Savoie, widow of René Lasnier, consented the 12th of April, 1942 for one year from the 1st of May, 1942, to the 1st of May, 1943, at the rate of thirty-five dollars (\$35.) per month.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIFTH of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$447.50 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Forest, dated the 19th May, 1942.

L. P. CAISSE,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, May 20, 1942. 1159-21-2  
[First publication, May 23, 1942]

**QUÉBEC**

*Fieri Facias*

Recorder's Court

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUÉBEC;  
No. 799/42 } against ROSARIO TREM-  
TREMPLAY, shoemaker, of Our City of Que-  
bec, in Our district of Québec, to wit:

Lot No. 3-82 (three-eighty-two) of the official cadastre of the parish of Notre-Dame des Angles de Québec, now St-Sauveur Ward, of the city of Québec, being an emplacement situate on St-Charles street, bounded on the North by St-Charles street, on the South by No. 3-83, on the East by No. 3-80 and 3-81, on the West by Rigaudville street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at my office, in the City of Québec, on the TWELFTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. ALBERT DÉLAGE,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Quebec, May 7, 1942. 1054—19-2  
[First publication, May 9, 1942]  
[Second publication, May 23, 1942]

## ROBERVAL

Canada, Province de Québec, District de Roberval, St-Joseph d'Alma, N° 2888. } J. V. TREMBLAY, avocat, résidant et pratiquant en la Ville de St-Cour de Magistrat, Joseph d'Alma, District de Roberval, Demandeur; vs LA FILATURE DE MÉTABETCHOUAN, LIMITÉE, corps légalement constitué, ayant son bureau d'affaires à Métabetchouan, dans le District de Roberval, Défenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse:

Un terrain et emplacement situé en le Village de Saint-Jérôme, mesurant 70 pieds de largeur et 126 pieds de longueur environ, faisant partie du lot connu et désigné sous le N° un-R (Ptie N° 1 - R) du rang A du Cadastre du Canton Métabetchouan, borné comme suit: en front vers le nord à rue qui s'y trouve, soit la rue St-Antoine; au sud au terrain appartenant à le cercle de Saint-Jérôme de l'A.C.J.C.; joignant à l'ouest le terrain de Antoine Gauthier; et à l'est au terrain de la venderesse (Les Produits Agricola Ltée.), avec ensemble bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et ensemble le moulin à laine qui s'y trouve et manufacture, machines et machineries.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Jérôme (Métabetchouan), comté Lac St-Jean, P.Q., LUNDI, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois de JUIN, mil neuf cent quarante-deux, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Roberval, ce 20 mai 1942. [Première publication, 23 mai 1942]

Le shérif,  
A. LACOMBE.  
1160—21-2-0

TERREBONNE  
Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, N° 7301. } AURORE PAQUIN, épouse commune en biens de Pierre Ouimet, tous deux de Ste-Agathe des Monts, district de Terrebonne, demanderesse; vs PIERRE OUMMET, défendeur.

Un lot de terre connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse Ste-Agathe des Monts, comme étant le numéro 7b dans le 3è rang du canton Béresford, avec bâtisses dessus érigées. A distraire dudit lot un emplacement vendu à Joseph Desjardins et un autre emplacement vendu à Edouard Therrien, plus une autre partie en front dudit terrain vendu au Gouvernement de la Province de Québec, Département de la Voirie.

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Agathe des Monts, le DEUXIÈME jour de JUIN mil neuf cent quarante-deux, à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée).

Bureau du shérif, Saint-Jérôme, 22 avril 1942. [Première publication, 2 mai 1942]

Le shérif,  
ALBERT FOURNELLE  
969-18-2-0

## Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, N° 7551. } JOSEPH JOLICFUR, bourgeois de la ville de Terrebonne, district de Terrebonne, demandeur; vs LOUIS JOSEPH GAUDET, des mêmes lieux, défendeur, et J. P. VERMETTE, des cité et district de Montréal, en sa

## ROBERVAL

Canada, Province of Quebec, District of Roberval, Magistrate's Court, St-Joseph d'Alma, No. 2888. } J. V. TREMBLAY, advocate, residing and practising in the Town of St-Joseph d'Alma, district of Roberval, plaintiff; vs LA FILATURE DE MÉTABETCHOUAN, LIMITED, a body duly incorporated, having its head office at Métabetchouan, in the district of Roberval, defendant.

As belonging to the defendant:

A lot of land or emplacement situate in the Village of Saint-Jérôme, measuring 70 feet in width and about 126 feet in length, forming part of the lot known and designated under number one-R (Pt. No. 1-R) of Range "A" of the cadastre of the township of Métabetchouan, bounded as follows: in front towards the North by the street there situate, namely St-Antoine street; on the South by the lot of land belonging to the Cercle de Saint-Jérôme de l'A.C.J.C.; adjoining on the West the land of Antoine Gauthier; and on the East the land of the vendor (Les Produits Agricola, Ltée.)—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies and with the wollen mill there situate and factory, machines and machinery.

To be sold at the church door of Saint-Jérôme (Métabetchouan), County of Lake St. John, P.Q., MONDAY, the TWENTY-SECOND day of the month of JUNE, one thousand nine hundred and forty-two, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Roberval, this 20th May, 1942. [First publication, May 23rd, 1942]

A. LACOMBE,  
Sheriff.  
1160—21-2

TERREBONNE  
Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 7301. } AURORE PAQUIN, wife common as to property of Pierre Ouimet both of Ste-Agathe des Monts, district of Terrebonne, plaintiff; vs PIERRE OUMMET, defendant.

A lot of land known and designated at the plan and reference book of the parish of Ste-Agathe des Monts as being number 7b in the 3rd range of Beresford Canton, with building thereon erected. To be distracted of said lot an emplacement sold to Joseph Desjardins and another emplacement sold to Edouard Therrien plus another part in front of said lot sold to Provincial Government of Quebec, Road Department.

To be sold at the church door of Ste-Agathe des Monts, the SECOND day of JUNE, one thousand nine hundred and forty-two at ELEVEN o'clock in the forenoon (daylight saving time).

Sheriff's Office, St-Jerome, April 22nd, 1942. [First publication, May 2nd, 1942]

ALBERT FOURNELLE,  
Sheriff.  
969-18-2-0

## Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 7551. } JOSEPH JOLICFUR, burgess of the town of Terrebonne, district of Terrebonne, demandant; vs LOUIS JOSEPH GAUDET, of the same place, defendant, and J. P. VERMETTE, of the city and district of Montreal,

qualité de syndic à la faillite du défendeur, mis-en-cause.

A) Un terrain situé en la ville de Terrebonne faisant partie du lot numéro 133 des plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Terrebonne; lequel contient à peu près 147 pieds de largeur sur 93 pieds de longueur dans sa ligne est, et 75 pieds dans sa ligne ouest, avec bâtisse dessus érigées;

Ce terrain est borné au sud par les emplacements de feu Alphonse Desjardins et de Dame Pierre Piché, touchant du côté est à l'emplacement ci-après décrit pour partie et pour l'autre partie au lot numéro vingt-trois de la subdivision officielle du lot numéro sept (7-23) en profondeur par feu Alphonse Desjardins ou ses représentants et enfin du côté nord par Louis Georges Ouimet; le tout tel que clôturé; avec droit de passage tant à pied qu'en voiture sur le lot de terre portant le numéro 133 du cadastre officiel de la Ville de Terrebonne, comté de Terrebonne, en arrière du terrain de feu Alphonse Desjardins ou ses représentants, et aussi le droit de passage pour communiquer à la rue Saint-Louis sur un passage ou chemin de 18 pieds de largeur sur cette partie du lot de terre appartenant aux représentants de feu Alphonse Desjardins et portant le numéro 132 de la dite Ville de Terrebonne et tel que ce droit de passage peut exister aux termes d'un acte de vente enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne le 25 octobre 1883 sous le numéro 28168;

B) D'une petite lisière de terrain démembré du lot de terre portant le numéro vingt-deux de la subdivision officielle du lot numéro sept (7-22) de ladite Ville de Terrebonne, comté de Terrebonne et ayant 18 pieds anglais de largeur à sa frontière où elle touche à l'Avenue Malvina, aujourd'hui Avenue Théberge sur une profondeur de 120 pieds où elle touche au fossé de la ligne qui divise le numéro 22 dudit numéro 133 du cadastre de la ville de Terrebonne et bornée du côté nord par le lot N° 23 et de l'autre côté sud, par le résidu du lot 22 dudit cadastre et appartenant à Léon Desjardins ou ses représentants.

Pour être vendu à la porte de l'Église paroissiale de Terrebonne, le TRENTIÈME jour de JUIN mil neuf cent quarante-deux à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

Un dépôt de \$446 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur d'après jugement rendu par la Cour Supérieure du district de Terrebonne en date du 16 mai 1942.

Le shérif,

Bureau du shérif, ALB. FOURNELLE,  
Saint-Jérôme, ce 20 mai 1942. 1157-21-2-o  
[Première publication, 23 mai 1942]

in his quality of syndic at the bankruptcy of the defendant, mis-en-cause.

A) A piece of ground situated in the town of Terrebonne, being part of the lot number 133 of the plan of official reference book for the town of Terrebonne which contains about 147 feet width per 93 feet long on the east line and 75 feet on the west line, with building thereon erected.

This ground is bounded at the south by the emplacements of late Alphonse Desjardins and Dame Pierre Piché, touching on the east side to the emplacement hereafter describe for a part and for a other part to lot number 23 of the official subdivision of the lot number seven (7-23) in depth by late Alphonse Desjardins or representatives, and last on the north side by Louis Georges Ouimet, the whole as now fenced with a right of way on foot as well as driving on the lot of land bearing number 133 of the official plan of the town of Terrebonne, county of Terrebonne at the rear of the ground of the late Alphonse Desjardins or his representatives and also the right passage or road of 18 feet wide on that part of land belonging to representative of late Alphonse Desjardins bearing number 132 of the said town of Terrebonne as the right of way can existed to the terms of a bill of sale registered at the registry office for the county of Terrebonne on October 25th 1883 under number 28168.

B) Of a small piece of ground distracted of the lot of land bearing number 22 of the official subdivision of lot number seven (7-22) of the town of Terrebonne county of Terrebonne and measuring 18 english feet large at his frontage were it touch to Malvina Avenue to day Theberge Avenue on a depth 120 feet were it touch to the ditch of the line that separate the number 22 from the said number 133 of the official plan of the town of Terrebonne and bounded to the north by the lot number 23 and to the other south side by the balance of the lot 22 on the said plan and belonging Leon Desjardins or his representatives.

To be sold at the parochial church door of Terrebonne, the THIRTIETH day of JUNE 1942 at TWO o'clock in the afternoon (daylight saving time).

A deposit of \$446. shall be exacted from each and every bidder as per judgement delivered by the Superior Court of the district of Terrebonne on May the sixteenth 1942.

ALB. FOURNELLE,

Sheriff's office, Sheriff.  
St. Jerome, May 20th, 1942. 1157-21-2-o  
[First publication, May 23rd, 1942]

## Ministère du Travail

### AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que la constitution et les règlements du Comité conjoint des barbiers de Rouyn et de Noranda, dont le siège social est situé à Rouyn, ont été approuvés par l'arrêté-en-conseil numéro 1166 du 13 mai 1942.

En vertu des prescriptions de la Loi, les dispositions suivantes des règlements dudit comité paritaire ont été déclarées obligatoires:

## Department of Labour

### NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), that the constitution and the by-laws of the Joint Committee of the Barbers of Rouyn and Noranda, whose corporate seat is in Rouyn, have been approved by Order-in-Council number 1166 of May 13, 1942.

According to the provisions of the Act, the following clauses of the by-laws of the said Committee have been rendered obligatory:

XX.—*Register*.—Le comité paritaire exige que tout employeur professionnel tienne un registre indiquant les nom, prénoms et résidence de chaque salarié à son emploi, la durée de son travail et le salaire payé.

Le comité paritaire peut exiger l'assermentation des déclarations contenues dans le registre lorsqu'il le juge nécessaire.

XXI.—*Certificate of qualification*.—Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire rend le certificat de qualification obligatoire pour tout salarié, compagnon ou apprenti, régi par le décret.

Aux fins de déterminer la qualification et d'établir la compétence des salariés, le comité paritaire crée un bureau d'examineurs. Il nommera à cette fin des personnes compétentes qui décerneront, en son nom, des certificats de qualification aux personnes qu'elles considéreront qualifiées. Ces certificats de qualification doivent être signés par le secrétaire-trésorier du comité paritaire et contresignés par le président dudit comité.

Les honoraires d'examen sont fixés à \$2.00 pour les compagnons et \$1.00 pour les apprentis.

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 16 mai 1942. 1125-0

#### AVIS DE PRÉLÈVEMENT

Le Comité conjoint des barbiers de Rouyn et de Noranda, établi en exécution du décret numéro 560, du 11 mars 1942, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 1167 du 13 mai 1942, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis, audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

##### 1.—Cotisation

La période de cotisation s'étend du 23 mai 1942 au 14 mars 1943; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de la liste des salaires, bonis et allocations qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans assujettis au décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire minimum fixé par le décret pour le compagnon le moins rémunéré.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leurs salaires, bonis et allocations.

##### 2.—Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des feuilles de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de cha-

XX.—*Register*.—The Parity Committee requires from every professional employer the keeping of a register in which are shown the name in full and residence of each employee in his employ, the duration of his work and wages paid.

The Parity Committee may exact sworn declarations when deemed necessary.

XXI.—*Certificate of competency*.—Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee renders the certificate of competency obligatory for every employee, journeyman or apprentice, governed by the decree.

For the purpose of determining and establish the competency of the employees, the Parity Committee forms a Board of Examiners. Therefore, it shall name competent persons to issue in its name, certificates of competency to those considered competent. Such certificates of competency shall be signed by the secretary-treasurer of the Parity Committee and countersigned by the chairman of the said committee.

The fees for the examination shall be \$2.00 for journeymen, and \$1.00 for apprentices.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, May 16, 1942. 1125-0

#### NOTICE OF LEVY

The Joint Committee of the Barbers of Rouyn and Noranda, formed under decree No. 560, of March 11, 1942, has been authorized by a regulation approved by Order-in-Council No. 1167 of May 13, 1942, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

##### 1.—Assessments

The period of levy shall extend from May 23, 1942, to March 14, 1943; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the regular wages and of the bonuses and allocations paid to their employees governed by the decree.

b) The artisans subject to the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the lowest wages fixed for journeymen.

c) The employees governed by the decree, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their regular wages and of their bonuses and allocations.

##### 2.—Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week, and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see that the reports be filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the expiration of each week, from the wages of each

l'un de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au comité paritaire le ou vers le 30 de chaque mois.

Sur refus d'un employeur professionnel de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de deux jours lui est donné, verbalement ou par écrit, pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

3.—*Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1942 et 31 mars 1943.

Ci-annexé, un état des recettes et des dépenses probables du comité conjoint des barbiers de Rouyn et de Noranda, pour la période comprise entre le 23 mai 1942 et le 14 mars 1943.

one of his-employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it be sent to the Parity Committee. The committee shall have the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be mailed to the Parity Committee on or around the 30th day of each month.

Should a professional employer refuse to pay or give the necessary information, he shall be notified, verbally or in writing, to fulfil his obligations towards the Parity Committee within two days.

3.—*Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: June 30, September 30, December 31, 1942, and March 31, 1943.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Barbers of Rouyn and Noranda, for the period comprised between May 23, 1942, and March 14, 1943.

LE COMITÉ CONJOINT DES BARBIERS DE ROUYN ET DE NORANDA

THE JOINT COMMITTEE OF THE BARBERS OF ROUYN AND NORANDA

État des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 23 mai 1942 et le 14 mars 1943.

Estimate of the receipts and expenses for the period between May 23, 1942, and March 14, 1943.

*Recettes:*

*Receipts:*

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels....	\$ 50.00
Artisans.....	48.00
Salariés.....	60.00
Divers.....	15.00
	\$173.00

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$ 50.00
Artisans.....	48.00
Employees.....	60.00
Miscellaneous.....	15.00
	\$173.00

*Dépenses:*

*Expenses:*

Salaire du secrétaire.....	\$ 96.00
Papeterie, timbres.....	12.00
Frais légaux.....	40.00
Téléphone et bureau.....	20.00
Divers.....	5.00
	\$173.00

Salary of the secretary.....	\$ 96.00
Stationery, stamps.....	12.00
Legal charges.....	40.00
Telephone and office.....	20.00
Miscellaneous.....	5.00
	\$173.00

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 16 mai, 1942. 1126-o

Department of Labour,  
Quebec, May 16, 1942. 1126-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que le Comité conjoint des Barbiers et Coiffeurs, juridiction de Québec, lui a présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 1652, du 28 juin 1941, amendé par l'arrêté ministériel numéro 894, du 15 avril 1942, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans le district de Québec:

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the Joint Committee of the Barbers and Hairdressers of Quebec has presented to him a request to modify, in the following manner, the decree number 1652, of June 28, 1941, as amended by Order number 894, of April 15, 1942, relating to the barber and hairdresser trades in Quebec district:

Que l'alinéa suivant soit ajouté au paragraphe "c" de l'article X:

That the following paragraph be added to subsection "c" of section X:

"Nonobstant les dispositions du présent paragraphe, les heures de travail dans les salons de

"Notwithstanding the provisions of the present subsection, the working hours in ladies' beauty

beauté et de coiffure pour dames de la zone V seront les suivantes :

Les lundi, mercredi, jeudi et samedi de chaque semaine, de 9.00 a.m. à 7.00 p.m.;

Le mardi, de 9.00 a.m. à 6.00 p.m.;

Le vendredi, de 9.00 a.m. à 9.00 p.m."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 23 mai, 1942. 1151-0

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que par l'arrêté-en-conseil numéro 1142, du 13 mai 1942, une modification a été apportée aux règlements du comité paritaire des barbiers et coiffeurs de la juridiction de Saint-Hyacinthe, approuvés par l'arrêté-en-conseil numéro 3120, du 19 novembre 1941.

GÉRARD TREMBLAY,  
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,  
Québec, le 23 mai 1942. 1152-0

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le nom officiel du comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses de Chicoutimi, Lac Saint-Jean, mentionné à l'article 2 des règlements dudit comité approuvés par l'arrêté-en-conseil numéro 3364, du 12 décembre 1941, et dont le siège social est situé à Chicoutimi, a été changé en celui de : "Comité paritaire des coiffeurs et coiffeuses des comtés de Chicoutimi, Lac Saint-Jean et Roberval", et ce, par l'arrêté-en-conseil numéro 1141, du 13 mai 1942.

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 23 mai 1942. 1153-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), l'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1764, du 2 septembre 1938 et amendements, relatif aux métiers de la construction dans la cité de Sorel et un rayon de six (6) milles, lui ont présenté une requête à l'effet d'apporter la modification suivante audit décret :

1. Le paragraphe "e" suivant sera ajouté à l'article III :

"e. *Indemnité de vie chère*: Une indemnité de vie chère équivalant à \$0.07½ de l'heure est ajoutée à tous les taux de salaires apparaissant au paragraphe "a" du présent article pour chacune des catégories de salariés régis par le décret. Cette indemnité de vie chère de \$0.07½ de l'heure demeurera inchangée jusqu'au 15 février 1943, quelles que soient les fluctuations de l'indice fédéral du coût de la vie jusqu'à cette date.

La présente indemnité de vie chère est accordée conformément aux dispositions de l'arrêté-en-

and hairdressing parlors of zone V shall be the following :

On Monday, Wednesday, Thursday and Saturday of each week, from 9.00 a.m. to 7.00 p.m.;

On Thursday, from 9.00 a.m. to 6.00 p.m.;

On Friday, from 9.00 a.m. to 9.00 p.m."

During the thirty days from the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, May 23, 1942. 1151-0

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that, by Order-in-Council number 1142, of May 13, 1942, a modification has been made to the by-laws of the Parity Committee of the Barbers and Hairdressers of St-Hyacinthe, approved by Order number 3120, of November 19, 1941.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, May 23, 1942. 1152-0

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the official name of the Parity Committee of the Barbers and Hairdressers of Chicoutimi, Lake St-John, mentioned in article 2 of the by-laws of the said committee, approved by Order-in-Council number 3364, of December 12, 1941, and whose corporate seat is in Chicoutimi, has been modified by Order number 1141, of May 13, 1942, and shall read as follows: "The Parity Committee of the Hairdressers of the counties of Chicoutimi, Lake St-John and Roberval".

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, May 23, 1942. 1153-0

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by decree number 1764, of September 2, 1938, and amendments, relating to the building trades in the city of Sorel and a radius of six (6) miles, have presented to him a request to modify the said decree in the following manner :

1. The following subsection "e" to be added to section III :

"e. *Cost of living bonus*: A cost of living bonus equivalent to \$0.07½ per hour is added to the wage rates mentioned in subsection "a" of the present section for each one of the categories of employees governed by the decree. Such cost of living bonus of \$0.07½ per hour shall remain unchanged until February 15, 1943, whatever be the variations in the Federal Cost of Living Index up to that date.

The present cost of living bonus is given in conformity with the provisions of Federal Order-

conseil fédéral C.P. 8253 et ses amendements et aux directives du Conseil National du Travail en temps de guerre."

Le Conseil Régional du Travail en temps de guerre de Québec a agréé le tarif du boni de vie chère, conformément aux dispositions de la présente requête.

2. Les employeurs dont les noms suivent sont agréés comme parties co-contractantes de la première part:

"Georges Étienne Caya;  
Dominique Nadeau;  
Oswald Brosseau;"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la présente requête.

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 23 mai 1942. 1154-o

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Ministre du Travail que le Comité conjoint des Métiers de la Construction de Montréal lui a présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

La Chambre de construction, inc., de Montréal;  
L'Association des Marchands détaillants, inc.;

Et, D'AUTRE PART:

Le Conseil des Syndicats des Métiers de la Construction de Montréal; "The Building and Construction Trades Council of Montreal and Vicinity, pour les employeurs et les employés des métiers visés suivant les conditions ci-après:

I.—*Jurisdiction territoriale*:—La juridiction territoriale du décret comprendra toute l'île de Montréal et un rayon de quinze milles de ses limites.

Toute la province de Québec constitue la juridiction territoriale en ce qui touche l'industrie du fer structural, les métiers de mécaniciens de machines génératrices à vapeur, de chaudronnier, de poseur de tuile, de poseur et polisseur de terrazzo, de plâtrier et de poseur d'acier d'armature.

II.—*Jurisdiction professionnelle*:—Le décret s'appliquera à tous les travaux de construction, de bâtiment et de génie civil, aux opérations du jardinier-paysagiste (excepté le travail d'entretien) aux travaux de routes, de montage, de réparation et de démolition.

En dehors de l'île de Montréal, le décret ne s'appliquera qu'aux travaux dont le coût s'élève à \$25,000.00 ou plus, salaires et matériaux compris.

Les taux de salaire contenus dans ce décret seront réduits de 25% sur tous les travaux de réparation s'élevant à \$500. ou moins, chaque année, salaires et matériaux compris, exécutés sur des immeubles servant de résidences et dont la valeur municipale s'élève à \$15,000.00 ou moins.

III.—*Taux de salaire*:—Les taux minima de salaire suivant devront être payés:

in-Council P.C. 8253 and its amendments and with the recommendations of the National War Labour Board."

The Quebec Regional War Labour Board has approved the rate of the cost of living bonus pursuant to the provisions of the present request.

2. The following employers are accepted as co-contracting parties of the first part:

"Georges Étienne Caya;  
Dominique Nadeau;  
Oswald Brosseau;"

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall consider the objections to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, May 23, 1942. 1154-o

NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Minister of Labour that the Building Trades Joint Committee of Montreal has presented to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Builders' Exchange Inc., "L'Association des Marchands détaillants, inc.;"

And, ON THE SECOND PART:

"Le Conseil des Syndicats des Métiers de la Construction de Montréal", The Building and Construction Trades Council of Montreal and Vicinity, for the employers and the employees of the trades concerned according to the following conditions:

I.—*Territorial Jurisdiction*:—The territorial jurisdiction covered by the decree shall comprise and include the entire Island of Montreal and a radius of fifteen miles from its limits.

The entire Province of Quebec shall constitute the territorial jurisdiction in respect of the Structural Steel trade, the trade of Steam Generating Mechanics, Boiler Makers, Tile Setters, Terrazzo Layers and Polishers, Plasterers and Re-inforcing Steel Erectors.

II.—*Professional Jurisdiction*:—The decree shall apply to and be effective on all engineering construction and building operations, landscape work (with the exception of maintenance landscape work), road work, and covering erection, repair and demolishing work.

Beyond the Island of Montreal, the present Agreement shall apply only to operations of a cost amounting to \$25,000.00 or over, including wages and material.

The wage rates herein set forth shall be reduced 25% on all repair works up to \$500. in each year, including wages and material, executed on buildings used as residences of a municipal value not exceeding \$15,000.00.

III.—*Schedule of Wages*:—The following minimum wage rates shall be payable:

Métiers	Taux horaire	Trades	Wage Rates per Hour
Couvreurs d'amiante (autres que les mécaniciens en tuyauterie d'isolation) . . .	\$ 0.69	Asbestos Coverers (excepting pipe insulating mechanics) . . . . .	\$ 0.69
Chaudronniers, monteurs et mécaniciens de machines génératrices à vapeur . . .	0.87	Boiler Makers, Erectors and including Steam Generator Mechanics . . . . .	0.87
Aides . . . . .	0.64	Helpers . . . . .	0.64
Briqueleurs et poseurs de blocs de ciment . . . . .	0.92	Bricklayers and Cement Block Layers . . .	0.92
Calfats (construction) . . . . .	0.53	Caulkers (construction) . . . . .	0.53
Charpentiers, menuisiers, mécaniciens (millwrights) dans la construction, y compris les opérations suivantes: formes à béton (boutique ou chantier), posage de paravents (bois ou métal), châssis, fenêtres, "weatherstrips", bardeaux de bois, divisions en acier et d'ameublement, tel que comptoirs et tablettes (fixes ou mobiles) ainsi qu'accessoires d'église . . . . .	0.81	Carpenters, Joiners and Millwrights on construction and including the following operations, Concrete forms (yard or Job) the erection of screens (wood or metal) sashes, windows, weatherstrips and wooden shingles, steel partitions and equipment such as counters and shelving, movable or immovable, and church equipment . . . . .	0.81
Finisseurs de ciment . . . . .	0.64	Cement Finishers . . . . .	0.64
Poseurs d'acier d'armature de béton . . .	0.64	Concrete Reinforcing Steel Erectors . . .	0.64
Poseurs de liège isolateur . . . . .	0.69	Cork Insulation setters . . . . .	0.69
Électriciens:			
Entrepreneurs . . . . .	1.10	Electricians—Contractors . . . . .	1.10
Compagnons . . . . .	0.87	Electricians—Journeymen . . . . .	0.87
Mécaniciens re: montage d'ascenseurs (voix texte)		Elevator Erection Mechanics . . . . .	See text
Opérateurs de grues . . . . .	0.76	Enginemen (hoisting) . . . . .	0.76
Opérateurs de malaxeurs à vapeur . . . .	0.64	Enginemen (Steam mixers) . . . . .	0.64
Opérateurs de malaxeurs à gazoline . . .	0.58	Enginemen (gas mixers) . . . . .	0.58
Opérateurs de compresseurs . . . . .	0.58	Enginemen (compressor) . . . . .	0.58
Chauffeurs (construction) . . . . .	0.58	Firemen (construction) . . . . .	0.58
Porteurs d'oiseau . . . . .	0.53	Hod Carriers . . . . .	0.53
Journaliers (ouvriers non-qualifiés) . . .	0.46	Labourers (common) . . . . .	0.46
Contremaîtres jardiniers-paysagistes . .	0.53	Landscape foremen . . . . .	0.53
Jardiniers-paysagistes (non-qualifiés) . .	0.40	Landscape workmen (common) . . . . .	0.40
Poseurs de lattes en métal . . . . .	0.87	Lathers (metal) . . . . .	0.87
Poseurs de lattes en bois ou en tout autre matériel . . . . .	0.64	Lathers (wood and all other material) . .	0.64
Poseurs de lattes en bois (au mille) . . .	3.68	Lathers (wood, per thousand) . . . . .	3.68
Poseurs de linoléum, de murelèum ou de caoutchouc, tuiles et feuilles, cireurs et polisseurs et poseurs de tuiles en asphalte . . . . .	0.60	Linoleum and murelèum, tile and sheet, rubber, tile and sheet, waxers and polishers, and asphalt tile laying . . . .	0.60
Aides et apprentis . . . . .	0.40	Helpers and apprentices . . . . .	0.40
Préposés aux bouilloires (travail de plancher seulement) . . . . .	0.64	Kettlemen (Flooring only) . . . . .	0.64
Poseurs de marbre . . . . .	0.92	Marble Setters . . . . .	0.92
Maçons—pierre (y compris tailleurs sur le chantier) . . . . .	0.92	Masons (stone) (including cutters on the job) . . . . .	0.92
Poseurs de planchers en mastic . . . . .	0.76	Mastic Floor Layers . . . . .	0.76
Finisseurs de planchers en mastic . . . .	0.58	Mastic Floor Finishers . . . . .	0.58
Peintres, décorateurs, opérateurs de machines à asperger . . . . .	0.74	Painters, spraymen, decorators . . . . .	0.74
Vitriers (boutique ou chantier) . . . . .	0.74	Glaziers . . . . .	0.74
Peintres (fer structural) . . . . .	0.74	Painters, structural steel . . . . .	0.74
Soudeurs en tuyauterie . . . . . voix texte		Pipe Welders . . . . .	See text
Plâtriers (travaux ordinaires ou d'ornementation) . . . . .	0.90	Plasterers, (plain or ornamental) . . . .	0.90
Mécanicien en plomberie et chauffage voir texte		Plumbing and Heating mechanics . . . .	See text
Couvreurs, composition et gravier . . . .	0.60	Roofers, composition and gravel . . . . .	0.60
Gréeurs . . . . .	0.58	Riggers . . . . .	0.58
Poseurs de métal en feuilles, couvreurs-ardoise, tuiles, asphalte et bardeaux autres que ceux en bois, y compris le posage des divisions en acier et les tablettes . . . . .	0.82	Sheet Metal Erectors (slate, tile & shingles other than wood) and including toilet steel partitions and shelving) . .	0.82
Opérateurs de pelles à vapeur, à gazoline ou à l'électricité par semaine . . . . .	46.20	Shovel Operators (steam, gas electricity)	46.20
	Par semaine		Per week
Lorsqu'ils sont employés moins que 44 heures dans une même semaine . .	1.04	When employed less than 44 hours during the week . . . . .	1.04
Ajusteurs de gicleurs . . . . . voir texte		Sprinkler Fitters . . . . .	See text
Travailleurs en fer structural (toutes catégories) . . . . .	0.87	Structural Iron Erectors (all categories)	0.87

	<i>Par semaine</i>		<i>Per week</i>
Poseurs de tuiles.....	0.81	Tile Setters.....	0.81
Poseurs de terrazo.....	0.81	Terrazzo layers.....	0.81
Opérateurs de machines à polir le terrazo (sec).....	0.58	Terrazzo polishing machine operators (dry).....	0.58
Opérateurs de machines à polir le terrazo (humide).....	0.53	Terrazzo polishing machine operators (water polishing).....	0.53
Chauffeur de camion—transport général et remorquage.....	0.35	General Trucking, cartage and hauling	0.35
Charretiers, conducteurs d'attelage double.....	0.35	Carters, teamdrivers.....	0.35
Vérificateurs du matériel et pointeurs (sans limite de la durée journalière du travail).....	20.80	Material Checkers and time keepers (without daily limitation as to hours of work).....	20.80
Surveillants (sans limites de la durée journalière du travail).....	17.33	Watchmen (without daily limitation as to hours of work).....	17.33
Surveillants employés également comme chauffeur et devant posséder un certificat de 4ième classe (sans limite de la durée journalière du travail).....	26.80	Watchmen employed also as firemen requiring 4th class certificate (without daily limitation as to hours of work).....	26.80
Hommes de cour (sans limite de la durée journalière du travail).....	20.80	Yardmen (without daily limitation as to hours of work).....	20.80

IV.—Les employés engagés dans la Cité de Montréal pour travailler en dehors de la ville recevront les taux spécifiés à l'article IV du présent décret.

V.—Les entrepreneurs qui n'emploient pas d'ouvriers qualifiés mais qui exécutent, de leurs propres mains, les travaux des métiers de la construction seront considérés comme hommes de métier et recevront au moins vingt-cinq pour cent de plus que le taux spécifié pour le ou les métiers visés. Les dispositions de cet article s'appliquent également et de la même manière à toute entreprise de famille ou à toute firme, association ou compagnie en proportion du nombre de membres de telle famille, firme, association ou compagnie qui y sont engagés.

VI.—Toute opération exécutée sur l'emplacement de toute construction existante ou future, comportant l'installation (ou fabrication) de fer structural, de réservoir et autres travaux avec métal laminé et l'installation de bouilloires et réservoirs portatifs, sera rémunérée au taux horaire minimum de quatre-vingt-sept (0.87) cents.

Tout démantèlement de fer structural et de métal laminé sera rémunéré au même taux que pour l'installation.

Toutefois, l'installation de réservoirs et bouilloires portatives de moins de deux tonnes sera considérée comme du travail de gréage et rémunérée au taux horaire minimum de cinquante-huit (0.58) cents.

Il peut y avoir un apprenti par sept (7) travailleurs en fer structural employés sur tout chantier ou un apprenti si le nombre de travailleurs en fer structural employés est inférieur à sept (7).

VII.—*Chaudronniers*:—Le travail des chaudronniers comprend, sans enfreindre les dispositions de l'article VI du présent décret, la fabrication de conduits d'échappement de fumée, de tuyaux (*hoppers*), de soutes à charbon, de chargeurs automatiques (*conveyors*), de réservoirs et de tout métal laminé.

Dans cette catégorie, il y aura un (1) aide-apprenti par cinq (5) ouvriers qualifiés.

VIII.—*Métiers de couvreur et de travailleur de métal en feuilles*: Les dispositions suivantes régiront spécialement ces métiers, savoir:

Les journaliers requis de travailler temporairement dans l'atelier seront rémunérés d'après le taux régulier.

Il y aura un apprenti pour chaque trois (3) mécaniciens employés et quatre (4) années complètes constitueront la période d'apprentissage.

IV.—Workmen hired in the City of Montreal to be employed elsewhere shall be paid the rates specified in Article IV hereof.

V.—Contractors who do not employ skilled tradesmen but who themselves execute building trades work with their own hands, shall, for the purpose of this Agreement, be deemed to be tradesmen and shall be paid a wage rate not less than Twenty-Five per centum in excess of the particular trade or trade rates concerned, per hour of labour. The provisions of this article shall apply and extend equally and in the same manner, to any family business or to any firm, partnership or company, in proportion to the number of members thereof so engaged.

VI.—All operations performed on the site of any proposed or existing structure involving the erection (or fabrication) of structural steel, tank and other plate work and the placing and installation of portable boilers and tanks shall be remunerated at a wage rate of not less than Eighty-Seven Cents (\$0.87) per hour.

The demolition or dismantling of structural steel and plate work shall bear the same rate as the erection thereof.

However, the installation of portable tanks and boilers under two tons in weight is to be considered in the "rigging" class and remunerated at a wage rate of not less than Fifty-Eight Cents (0.58) per hour.

It is permissible to use apprentices on the basis of one for every seven Structural Iron Workers employed on any job, or one apprentice when the number of Structural Iron Workers employed is less than seven.

VII.—*Boiler Makers*:—The operations of boiler makers shall include, without impairing the provisions of Article VI hereof, the erection of steel smoke-stacks, hoppers, bunkers, conveyors, tanks and other plate work.

The ratio of helper-apprentices in this category of work shall be one to five mechanics.

VIII.—*Roofing and Sheet Metal Trades*:—The following provisions and conditions shall especially govern these trades, namely:

Workmen temporarily required to work in the shop shall be paid the regular erection rate.

One apprentice shall be permitted to every three mechanics employed and four complete years shall constitute the period of training.

Tout travail urgent ou spécial lequel, pour des raisons jugées suffisantes, ne peut être exécuté sur une base d'un apprenti par trois mécaniciens peut être fait sur la base d'un (1) apprenti par équipe de trois (3) mécaniciens ou fraction de telle équipe.

La période d'apprentissage pour le métier de couvreur en composition sera de deux années complètes.

IX. *Plombiers, poseurs d'appareils de chauffage, mécaniciens en tuyauterie et ajusteurs de gicleurs*: Les dispositions supplémentaires suivantes s'appliquent aux métiers ci-haut mentionnés:

1. Le décret s'appliquera à tout travail assujéti à la Loi des mécaniciens en tuyauterie (chapitre 173, S.R.Q. 1941) et au règlement numéro 1341 de la cité de Montréal et à toute installation de tuyauterie, pour quelque usage que ce soit, nécessitant l'habileté et la compétence d'un mécanicien en tuyauterie, exécutée à l'intérieur ou à l'extérieur de toute bâtisse, y compris les travaux de construction, de réparation, de reconstruction et d'embellissement.

2. *Taux minima de salaire:*

Métiers	Taux horaires
Compagnons en plomberie et chauffage..	\$0.90
Ajusteurs de gicleurs.....	0.93½
Soudeurs en tuyauterie.....	0.90
Compagnons juniors 1ère année.....	0.60
Apprentis 1ère année.....	0.25
Apprentis 2e, 3e et 4e année.....	0.30

par semaine

Gardiens agissant également comme chauffeurs et devant posséder un certificat de 4ème classe (sans limite quotidienne des heures de travail).....\$26.25

3. Tout travail exécuté le Jour de l'An, le Vendredi Saint, la fête de la Reine Victoria, la St-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions de grâces, le jour de Noël, la fête de l'Immaculée Conception, la Toussaint, le jour de l'Ascension et les dimanches, sera rémunéré aux taux de salaire double.

4. Les frais de transport plus élevés que les taux réguliers de la Compagnie de Tramways de Montréal seront payés par l'employeur dans le cas de travaux exécutés dans la juridiction territoriale du décret.

Les employés travaillant en dehors des limites de la Cité de Montréal se rendront à ces limites à l'heure spécifiée pour le commencement des heures de travail et à l'expiration desdites heures l'employeur devra retourner ses employés auxdites limites.

5. *Apprentissage:* a) L'employeur aura le droit d'employer un apprenti par compagnon ou compagnon junior et pas plus d'un compagnon junior par trois compagnons seniors, par boutique.

Lorsqu'il y aura cinq compagnons, il pourra y avoir deux compagnons juniors, et un compagnon junior par cinq compagnons additionnels employés.

b) Pour pratiquer le métier de mécanicien en tuyauterie, l'apprenti devra avoir un certificat d'apprenti émis par les autorités provinciales (chapitre 173, S.R.Q. 1941) et conformément au règlement 1341 de la cité de Montréal.

c) *Période d'apprentissage:* La période complète d'apprentissage sera de quatre années; une année d'apprentissage pour les mécaniciens en tuyauterie comprend 2,200 heures de travail. La durée du travail des apprentis sera la même que celle des compagnons.

All urgent or special work which for sufficient cannot be performed on the basis of one (1) apprentice to three (3) mechanics may be done on the basis of one (1) apprentice to each shift of three mechanics or fraction thereof.

The period of training for composition roofing shall be two years complete.

IX.—*Plumbing, Heating, Pipe Fitting and Sprinkler Fitting:*—The following supplementary provisions shall apply to the foregoing trades:

1. The decree shall apply to and be effective in all work executed, governed by the Pipe Mechanics' Act (chapter 173, S.R.Q. 1941 and to By-Law No. 1341 of the City of Montreal) and any pipe installation, whether movable or immovable, for what use soever requiring the ability and skill of a pipe mechanic, executed in or outside any building, including building operations, repairs, renovations or improving work.

2.—*Minimum Wage Rates:*

Trades	Hourly Rate
Journeymen in plumbing and heating..	\$ 0.90
Sprinkler Fitters.....	0.93½
Pipe Welders.....	0.90
Junior Journeymen, 1st year.....	0.60
Apprentices, 1st year.....	0.25
Apprentices, 2nd, 3rd and 4th year.....	0.30

Per Week

Watchmen also engaged as firemen and requiring a 4th class certificate (without daily limitation as to hours).....\$26.25

3. All work executed on New Years' Day, Good Friday, Victoria Day, St. John the Baptist Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day, Immaculate Conception Day, All Saints' Day, Ascension Day and Sundays shall be paid at double time.

4. Transportation fees in excess of the regular fee of the Montreal Tramway Company shall be defrayed by the Employer for work executed in the territorial jurisdiction covered by the present decree.

Workmen operating beyond the limits of the City of Montreal shall present themselves there at the regular starting time and at regular finishing time the employer shall undertake to return them to said limits.

5. *Apprenticeship:*—a) The employer shall have the right to hire one (1) apprentice to each journeyman or junior-journeyman and not more than one (1) junior journeyman to three (3) senior journeymen per shop.

When five journeymen are employed, two (2) junior journeymen may be employed and one (1) junior journeyman to each five (5) additional journeymen employed.

b) To perform the pipe mechanic's trade, the apprentice shall hold a certificate of apprentice from the provincial authorities according to Chapter 173, R.S.Q., 1941 and by-law 1341 of the City of Montreal.

c) *Period of Apprenticeship:*—The full period of apprenticeship shall be four years; a year of apprenticeship for pipe mechanics comprises 2,200 hours of work. The duration of labour for apprentices shall be the same as for journeymen.

d) Le travail supplémentaire d'un apprenti sera rémunéré à raison de salaire et demi basé sur le salaire des apprentis.

e) Les apprentis qui ont fréquenté une école technique ou un métier, recevront un crédit proportionné à la durée de leurs études et au résultat de leurs examens.

6. *Préposés à l'entretien*: a. Le terme "préposé à l'entretien" dans le métier de mécanicien en tuyauterie comprend et signifie tout ouvrier qualifié, détenteur d'une licence, conformément au chapitre 173, S.R.Q. 1941 et au règlement N° 1341 de la cité de Montréal, employé à l'année par le même employeur.

b. Les compagnons préposés à l'entretien, détenteurs d'une licence en vertu de la sous-classification C.C. de la Loi des mécaniciens en tuyauterie, ne pourront pas exécuter le travail décrit aux sous-paragraphes a, b, c et d du paragraphe 2 de l'article 2 de ladite loi, ni recevoir le taux de salaire établi pour les préposés à l'entretien, à moins qu'ils soient employés sur une base permanente et exclusivement comme tels, pour une période d'au moins douze (12) mois consécutifs et doivent être qualifiés comme mécaniciens.

c. Les ouvriers permanents, qualifiés en vertu du chapitre 173, S.R.Q. 1941 et du règlement 1341 de la cité de Montréal et généralement appelés "préposés à l'entretien", travaillant dans les églises, chapelles ou édifices servant d'églises, chapelles, séminaires, universités, collèges, couvents, monastères, orphelinats, hôpitaux, asiles ou refuges, recevront le salaire annuel minimum de \$1,144.00.

7. Les contracteurs ayant une licence en vertu de la Loi des mécaniciens en tuyauterie (chapitre 173, S.R.Q. 1941 et du règlement N° 1341 de la cité de Montréal, exécutant de leurs propres mains, des travaux couverts par ladite loi et par ledit règlement, ou faisant exécuter de tels travaux par des compagnons à leur emploi, recevront un minimum de \$1.15 l'heure; ils recevront également un taux horaire minimum de \$1.15 pour chaque compagnon à leur emploi, ceci ne comprenant pas la rémunération pour travail supplémentaire, si tel est le cas.

X. *Machines génératrices à vapeur: Étendue du travail*: Le travail du mécanicien de machines génératrices à vapeur comprend toute opération relative au montage de toute machinerie employée pour la production de force motrice, au moyen de vapeur ou de combustion; il comprend également sans enfreindre les lignes générales tracées ci-haut le montage des structures en acier, le posage d'accessoires sur les bases ou supports, le posage ou le roulage de conduits, l'installation et l'alignement d'accessoires à mouvement alternatif ou rotatif, tels que les éventails, les moteurs, les pompes, les pulvérisateurs, les brûleurs, etc. et le posage et l'assemblage de toutes pièces sous pression ou non.

Les aides peuvent aider ces mécaniciens dans les différentes opérations concernées, mais ils devront toujours travailler sous la surveillance d'un mécanicien expérimenté. Dans cette catégorie, il y aura un (1) aide pour chaque mécanicien employé.

Tout mécanicien de cette catégorie devra avoir un certificat de qualification, tel que prescrit par la Loi.

Le démontage des accessoires ci-haut mentionnés pour fins de réinstallation rapportera le même taux que pour le montage.

Toutefois, le présent décret ne régit pas lesdits travaux exécutés sur les systèmes de chauffage direct à l'eau chaude.

d) Overtime made by an apprentice shall be paid time and one half of the regular wages of the apprentices.

e) Apprentices having attended a technical or trades' school shall receive a credit in proportion to the duration of their studies and the result of their examinations.

6. *Maintenance Men*:—a) the term "maintenance men" in the pipe mechanic trade shall mean and include any qualified and licensed workman according to Chapter 173, R.S.Q., 1941 and to by-law no. 1341 of the City of Montreal employed throughout the year by the same employer.

b) Maintenance journeymen, licensed under sub-classification C.C. of the Pipe Mechanics' Act, shall not be allowed to perform work described in sub-paragraphs a, b, c and d of paragraph 2 of section 2 of the said Act, and receive the rate of pay stipulated for maintenance men unless they are permanently and exclusively employed as such for a period of at least twelve (12) consecutive months and must be qualified as mechanics.

c) Permanent workmen qualified under Chapter 173, R.S.Q., 1941, and by-law No. 1341 of the City of Montreal and usually called maintenance men working in churches, chapels or buildings used as churches, chapels, seminaries, universities, colleges, convents, monasteries, orphanages, asylums or refuges and hospitals shall receive a minimum rate of \$1,144.00 per year.

7. Contractors holding a license in accordance with the Pipe Mechanics' Act (Chapter 173, R.S.Q., 1941 and the by-law No. 1341 of the City of Montreal, performing themselves works subject to the aforesaid Act and by-law or having said work executed by journeymen at their employ shall be paid a minimum of \$1.15 per hour and shall also receive a minimum of \$1.15 per hour for each journeyman at their employ plus overtime if any.

X.—*Steam Generation:—Scope of Work*:—The operation of steam generator mechanics shall comprise all work involved in the erection of all equipment used in the generation of steam and (of) fuel burning and without impairing the foregoing generality shall include such work as the erection of steel, the placing of equipment on foundations or supports, the fitting or rolling of tubes, the installation and lining up of reciprocating and rotating equipment such as fans, motors, pumps, pulverizers, stokers, etc., and the fitting and assembling of all pressure and non-pressure parts.

Helpers may assist such mechanics in the various operations involved but they shall at all times work under the supervision of the mechanic. The ratio of helpers to mechanics in this category of work shall be one to one.

It shall be obligatory for all mechanics in this category to have a certificate of competency as prescribed by law.

The demolition of the above equipment or the dismantling thereof for the purpose of reinstallation shall bear the same rate as erection.

However, the present Agreement shall not govern work performed on direct water heating systems.

Nonobstant les dispositions des paragraphes précédents, les préposés à l'installation des foyers mécaniques (*stokers*) dans les fournaies dont la surface horizontale de chauffe est de vingt (20) pieds et moins auront droit à un salaire horaire de 0.70 et leur durée de travail sera de cinquante-cinq (55) heures par semaine, sans limitation journalière; leurs aides seront rémunérés à raison de 0.47 l'heure. Dans cette catégorie, il y aura un (1) aide pour chaque ouvrier qualifié.

XI. *Travaux de peinture et de décoration*: Tout ouvrage préparatoire fait par des peintres et décorateurs sera sujet aux taux minima de salaire établis pour ces métiers.

XII. Le travail supplémentaire ne peut être exécuté qu'avec un permis émis par le Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal et sera rémunéré à raison de salaire et demi basé sur les taux réguliers. Tout travail exécuté le Jour de l'An, le Vendredi Saint, la jour de la fête de la Reine Victoria, le jour de la St-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, le jour de la Fête du Travail, le jour d'Actions de Grâce, le jour de Noël et les dimanches sera rémunéré à raison de salaire double et un permis devra être émis.

Aucun employeur n'aura le droit de punir ou de menacer de renvoi ou de suspension, directement ou indirectement, un employé catholique ne se rendant pas au travail un jour de fête catholique; tout employeur violant les dispositions de ce paragraphe sera sujet aux pénalités mentionnées à l'article 48 de la Loi.

XIII. *Durée régulière du travail*: a. Avec l'exception ci-après spécifiée, les heures de travail des ouvriers de métier qualifiés, seront les suivantes: huit (8) heures par jour, réparties entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi et quatre (4) heures le samedi, entre 8.00 a.m. et 12.00 (midi), le tout devant constituer un maximum de quarante-quatre (44) heures par semaine.

b. Les jardiniers-paysagistes, les opérateurs de pelles et les planteurs de pieux, de même que leurs compagnons de travail, les conducteurs d'attelage double, les préposés au transport général, au charroiyage et au remorquage, vu la nature saisonnière de leur travail, peuvent être employés sur une base maximum hebdomadaire de cinquante-cinq (55) heures sans limitation quotidienne de la durée du travail.

c. Toutefois, là où le maximum hebdomadaire des heures de travail est limité par loi ou convention à quarante-quatre (44) heures, les opérateurs de pelles recevront un minimum de quarante-six dollars et vingt cents (\$46.20) par semaine.

d. Les travailleurs sur planchers en mastic, les finisseurs de ciment et les poseurs de terrazo, vu la nature de leurs opérations, ne seront pas assujettis aux heures spécifiées pour le commencement et la cessation du travail. Les finisseurs en ciment et les travailleurs sur planchers en mastic peuvent travailler une heure supplémentaire, chaque jour, lorsque l'employeur le juge nécessaire.

XIV. La durée maximum du travail des journaliers (ouvriers non-qualifiés) sera de neuf (9) heures par jour et de cinquante (50) heures par semaine.

Tout travail exécuté par un ouvrier qualifié, un apprenti ou un journalier, en plus des heures régulières ou en dehors des heures régulières sera considéré comme du travail supplémentaire.

Notwithstanding the provisions of preceding sub-sections, workers installing stokers in furnaces with a horizontal heating surface of 20 feet or less shall be paid an hourly rate of .70 and their weekly duration of labour shall be 55 hours without daily limitation; their helpers shall be paid .47 per hour and the ratio of helpers to skilled workers shall be one to one.

XI.—*Painting & Decorating*:—All preparatory work done by painters and decorators shall be subject to the minimum wage rate established in those trades.

XII.—Overtime work may be performed only on permit to be granted by the Building Trades Joint Committee for the district of Montreal and shall be paid on the basis of time and one half of the respective regular rates. Work done on New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, St. John the Baptist Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day, and Sundays shall be paid double time and shall require a permit.

No employer shall have the right to punish or threaten by discharge or suspension, directly or indirectly, a catholic worker absenting himself from work on a catholic holiday; any employer violating the provisions of the present paragraph shall be subject to penalties determined by Section 48 of the Act.

XIII.—*Regular Duration of Labour*:—a.—With the exceptions elsewhere herein referred to, the maximum hours of work in respect of skilled tradesmen shall be Eight (8) per day, between Eight (8) o'clock in the forenoon and Five (5) o'clock in the afternoon on Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays and Four (4) between Eight (8) o'clock in the forenoon and noon on Saturdays, the whole to constitute a maximum of Forty-Four (44) hours per week.

b. Landscape workmen, Shovel Operators and Pile Driver men with associated crews, Team Drivers, General Trucking, Cartage and Hauling employees on account of the seasonal nature of their work, may be employed on a weekly maximum basis of fifty-five hours, without daily limitation.

c. However, where the maximum weekly hours of work are restricted by law or agreement to forty-four, the minimum wage rate for shovel operators shall be \$46.20 per week.

d. Mastic Floor Workmen, Cement Finishers, and Terrazzo Workmen, due to the nature of their operations, shall not be subject to specified hours of starting and finishing. Cement finishers and Mastic Floor Workmen may be employed one hour extra per day when the employer considers same necessary.

XIV.—The maximum hours of work in respect of common labourers shall be nine (9) per day and fifty per week (50).

Work performed by a skilled worker, an apprentice or a labourer in excess of the regular hours shall be considered as overtime.

Tout travail supplémentaire sera rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier.

Toutefois, le travail supplémentaire exécuté entre 12.00 (minuit) et 8.00 a.m. sera rémunéré au taux de salaire double.

Tout travail exécuté le Premier de l'An, le Vendredi Saint, la fête de la reine Victoria, la St-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâce, la Noël, et les dimanches sera rémunéré au taux de salaire double.

XV. *Poseurs de tuiles et de feuilles de linoleum, de murelum et de caoutchouc, cirleurs et polisseurs et poseurs de tuiles d'asphalte:* Les opérations dans ce métier, en raison des exigences incontrôlables, seront sur une base maximum hebdomadaire de quarante-huit (48) heures, sans limitation de la durée journalière du travail et ne seront pas sujettes aux heures de commencement et de cessation du travail. Toutefois, tout travail exécuté en dehors des 48 heures par semaine sera rémunéré à raison de salaire et demi. Dans ces métiers, il sera permis d'employer un aide ou apprenti par ouvrier qualifié sur chaque chantier; l'aide ou l'apprenti devra toujours aider ledit ouvrier qualifié.

XVI. *Construction de routes:* Vu que la construction de routes a un caractère saisonnier, à cause de la température, et qu'elle ne peut être faite avec sécurité qu'à partir du mois de mai jusqu'à septembre inclusivement, les équipes d'hommes y travaillant seront employées sur une base maximum hebdomadaire de 60 heures, sans limite quotidienne.

Les taux pour travail supplémentaire ne pourront être exigés que pour le travail exécuté après ces 60 heures.

XVII. Les équipes doubles ou supplémentaires ne seront pas sujettes aux heures spécifiées pour le commencement et la cessation du travail. Elles ne devront pas cependant travailler plus de huit (8) heures par jour et de quarante-quatre (44) heures par semaine, dans le cas d'ouvrier de métier qualifiés, et d'apprentis et dans le cas des journaliers (ouvriers non-qualifiés) plus de neuf (9) heures par jour et de cinquante (50) heures par semaine. Telles équipes recevront les taux réguliers.

XVIII. Les heures ci-haut mentionnées seront basées sur l'heure solaire ou l'heure avancée, suivant l'heure en vigueur dans la localité où les travaux sont exécutés.

XIX. Tout travail urgent, lequel, pour des raisons jugées suffisantes, ne peut être exécuté en deça des limites horaires déterminées ci-haut pour le commencement et la cessation du travail, peut être fait, avec l'autorisation du comité, en d'autre périodes de la journée aux taux réguliers. Toutefois, ledit travail supplémentaire demeurera toujours sujet à la limite de huit (8) heures par jour et de quarante-quatre (44) heures par semaine à l'exception cependant, lorsque tel permis sera pour cinq (5) nuits consécutives ou plus, les dimanches exceptés; la durée du travail pourra alors être de neuf (9) heures par équipe, le tout ne devant pas excéder quarante-cinq (45) heures par semaine entre 8.00 p.m. le lundi et 8.00 a.m. le samedi, au taux de salaire régulier.

XX. Prenant en considération les exceptions contenues dans ce décret, sera considéré comme travail supplémentaire, tout travail exécuté par un mécanicien ou un apprenti après huit (8) heures de travail les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, ou quatre (4) heures, le samedi, et tout

Overtime work shall be paid at the rate of time and one half based on the regular rate. However, overtime work performed between 12.00 (midnight) and 8.00 a.m. shall be paid double time.

Work done on New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, St. John the Baptist Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day and Sundays shall be paid double time.

XV.—*Linoleum and Muroleum, tile and sheet, rubber, tile and sheet, waxers and polishers, and asphalt tile laying:*—Operations in this trade, due to uncontrollable requirements, shall be on a forty-eight hours maximum weekly basis, without daily limitation and without respect to specific hours of starting and finishing. However, all work in excess of forty-eight hours per week shall bear a rate of time and one half the regular rate.

One helper or apprentice to each mechanic shall be allowed on each job, either of whom must always assist the mechanic.

XVI.—*Road Construction:*—Whereas the construction of roads is seasonal in character due to upward weather conditions, and can only be executed with safety from the months of May until September inclusively, all crews of workmen so engaged shall be employed on a maximum weekly basis of 60 hours, without daily limitation.

Overtime rates shall be exigible only on work performed in excess of that maximum.

XVII.—Double or extra shifts of workmen shall not be subject to specified hours of starting and finishing. They shall not, however, exceed Eight (8) hours per day and Forty-Four (44) hours per week in the case of skilled tradesmen and apprentices or in the case of common labourers of Nine (9) hours per day and fifty (50) hours per week. Such double or extra shifts of workmen shall operate at regular rates.

XVIII.—The hours hereinabove specified shall mean standard time or daylight saving time, depending on which time may be in force in the localities where the work may be executed.

XIX. All urgent work, which, for sufficient reason, cannot be executed within the daily periods of labour hereinabove specified may be done at regular wage rates at other periods of the day on permit to be granted by the Building Trades Joint Committee subject always to a maximum of eight hours per day and Forty-Four hours per week, with the exception, however, that where such permit is for five consecutive nights or more, excluding Sundays, nine hours per shift may be worked, the whole not to exceed 45 hours per week, between 8.00 p.m. Monday and 8.00 a.m. Saturday, at straight time.

XX. With the exceptions elsewhere herein provided, overtime shall consist of all time worked by any mechanic or apprentice in excess of eight (8) hours on Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays, or of four (4) hours on Saturdays and all time worked on New Years'

travail exécuté le Jour de l'An, le Vendredi Saint, le jour de la fête de la Reine Victoria, le jour d'Actions de Grâce, le Jour de Noël et les dimanches.

XXI. Les conventions de contrat de bonne foi signées avant la ratification dudit arrêté ministériel ne seront pas sujettes aux dispositions du décret; toutefois, telles conventions de contrat seront régies par les taux de salaires de l'arrêté ministériel numéro 2059, du 13 août 1941, publié dans la *Gazette officielle* du 16 août 1941, et, dans tous les cas, les heures de travail mentionnées dans le présent décret devront être observées.

XXII. Tout contrat intervenu entre un employeur et un ou plusieurs employés sur une base de travail à la pièce ou à contrat ou pour un prix fixe sera de nul effet et est défendu, à l'exception des contrats pour lattage en bois.

XXIII. *Préposés à l'entretien.* 1. Les salariés permanents habituellement appelés "ouvriers préposés à l'entretien" comprendront tout homme de métier ou ouvrier non qualifié des métiers de la construction employés par le même employeur et s'occupant de l'entretien de la propriété.

Toute nouvelle construction, cependant, ne sera pas considérée comme ouvrage d'entretien.

2. Les salariés permanents travaillant dans les églises, chapelles ou immeubles servant d'église ou chapelle, séminaires, universités, collèges, couvents, monastères, hôpitaux publics ou privés, orphelinats, asiles, refuges, ateliers, devront recevoir les taux de salaires minima suivants:

Compagnons.....	\$25.41
Journaliers (ouvriers non-qualifiés).....	17.85

Les ouvriers préposés à l'entretien d'un édifice public ou à bureaux, d'une conciergerie ou de résidence de toutes sortes, d'hôtels, d'établissements manufacturiers et de magasins seront payés le taux de salaire minimum suivant:

Compagnons.....	\$27.93
Journaliers (ouvriers non-qualifiés).....	20.37

3. La durée maximum du travail pour les préposés à l'entretien sera de quarante-huit (48) heures par semaine sans limitation journalière de la durée du travail. Les salariés travaillant régulièrement à la production et aux opérations d'établissements manufacturiers et qui peuvent être occasionnellement employés comme préposés à l'entretien, sont exemptés de ces dispositions.

4. Tout ouvrier préposé à l'entretien détenant une carte de qualification de son métier en vertu de la Loi, peut, en tout temps, exécuter tout autre travail si l'employeur le juge compétent à faire tel travail sans rémunération supplémentaire.

Tout travail supplémentaire exécuté par des ouvriers préposés à l'entretien sera payé conformément aux taux horaires fixés pour les métiers particuliers concernés, tels qu'établis par la cédule des métiers décrite à l'article III.

Les ouvriers préposés à l'entretien recevant un salaire annuel d'au moins quinze cent soixante (\$1,560.00) dollars et qui, à cause de la nature de leur emploi, sont requis de répondre à des appels urgents en tout temps du jour ou de la nuit pour la protection d'édifices ou d'immeubles, sont par les présentes exclus des taux de salaires pour travail supplémentaire.

XXIV. *Certificat de qualification:* Le certificat de qualification en ce qui touche les hommes de métier qualifiés sera obligatoire dans toute la juridiction territoriale prévue aux présentes. De tels certificats seront émis conformément aux articles

Day, Good Friday, Victoria Day, Thanksgiving Day, Christmas Day and Sundays.

XXI. Bona fide agreements of contract signed previously to the passing of the aforesaid Order in Council are exempt from and unaffected by the provisions of the present Agreement; however, all such agreements of contract shall be subject to the wage rates of Order in Council No. 2059 of 13th August 1941, published in the *Quebec Official Gazette* of 16th August 1941 and in all cases the hours of labour herein provided shall govern.

XXII. All contracts entered into by an employer and one or more employees on a piece work or labour contract basis or for a fixed price are invalid (with the exception of contracts for wood lathing) and are forbidden.

XXIII. *Maintenance Men:* 1. Permanent employees usually called "maintenance men" shall signify and comprise any skilled tradesmen or unskilled workmen of the building trades employed by the same employer and engaged upon the upkeep of building property.

No new construction, however, shall be construed as maintenance work.

2. Permanent employees working in churches, chapels or buildings used as churches or chapels, seminaries, universities, colleges, convents, monasteries, hospitals (public or private), orphan asylums, refuges, workrooms, shall be paid the following minimum rate of wages.

Journey-men.....	\$25.41
Labourers (common workers).....	17.85

Maintenance men in public or office buildings, porters' lodges or dwellings of any kind, hotels, manufacturing establishments and stores shall be paid the following minimum rates:

Journey-men.....	\$27.93
Labourers (common workers).....	20.37

3. The maximum duration of labour for maintenance men shall be forty-eight (48) hours per week without daily limitation of hours of work.

Employees regularly employed in the production and operations of manufacturing establishments and who may be employed occasionally on maintenance, shall be exempt from these provisions.

4. Any maintenance tradesmen holding a certificate of qualification for his trade may, at any time, perform any other work if the employer considers him competent to do such work, without extra remuneration.

Any overtime performed by maintenance men shall be paid according to the hourly rates fixed for the particular trades concerned, as established in the schedule of trades described in Section III.

Maintenance men receiving an annual salary of at least fifteen hundred and sixty (\$1,560.00) dollars and who, due to the nature of their work, are required to answer urgent calls at any time of the day or night for the protection of buildings or properties, are hereby excluded from overtime rates.

XXIV. *Certificate of Competency:* Certificates of competency in respect of all skilled tradesmen shall be obligatory throughout the territorial jurisdiction herein provided for. Such certificates shall be issued in accordance with Sections twen-

25 et 34 inclusivement de la Loi ci-haut mentionnée.

XXV. Sur la ratification par arrêté ministériel de la présente convention de travail, le comité paritaire en existence, formé pour surveiller la convention de travail précédente dans la juridiction territoriale déterminée par la présente convention, demeurera en fonction et surveillera la mise à exécution de la présente convention jusqu'à ce qu'un nouveau comité ait été formé. Tel nouveau comité, quand il aura été formé, lui succèdera et sera assigné aux actifs et droits du comité précédent et assumera toutes les dettes de l'ancien comité conformément à la convention de travail précédente.

XXVI. Cette convention deviendra en vigueur sur la ratification d'un arrêté ministériel, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective et demeurera en vigueur jusqu'au trentième jour d'avril mil neuf cent quarante-trois, et, si nécessaire, continuera d'être en force pour une période additionnelle de trente jours, pour permettre l'adoption d'un arrêté ministériel en remplacement de l'arrêté ministériel rendant cette convention légale.

XXVII. Il est par les présentes clairement convenu entre les parties contractantes respectives aux présentes que, si le ministère du Travail autorise la formation d'un sous-comité pour administrer tout métier compris dans l'industrie du bâtiment et du génie civil ou, si le ministère du Travail sanctionne la formation d'un comité paritaire séparé pour administrer tout métier compris dans telles industries, cette convention deviendra de ce fait absolument nulle et non avenue.

XXVIII. Dans tous les métiers où un matériel est substitué dans l'érection au produit régulier et reconnu tel par exemple une brique en verre au lieu d'une brique en terre glaise ou en argile—le taux du salaire du métier approprié devra s'appliquer.

Les hommes de métier employés temporairement à un autre travail continueront de recevoir le taux de salaire de leur propre métier.

XXIX. *Métiers d'ascenseur*: Les dispositions spéciales suivantes s'appliquent à ces métiers:

1. La juridiction territoriale du décret, dans l'industrie de l'ascenseur, est la suivante:

(i) *Région de Montréal*:

*Limite sud*: la frontière américaine.

*Limite est*: une ligne du nord au sud passant à un point situé à 25 milles à l'ouest de la cité de Québec.

*Limite ouest*: la ligne de séparation des provinces d'Ontario et de Québec jusqu'à la ville de Hawkesbury et une ligne se dirigeant vers le nord partant des limites ouest de la ville de Hawkesbury.

(ii) *Région de Hull*:

Toute la partie ouest de la province de Québec à partir d'une ligne imaginaire du nord au sud des limites ouest de la ville de Hawkesbury.

(iii) *Région de Québec*:

Toute la partie est de la province de Québec, d'une ligne du nord au sud passant à un point situé à 25 milles à l'ouest de la cité de Québec.

2. *Classification du travail*: a) Le montage et l'assemblage de machineries et d'accessoires d'ascenseurs électriques, hydrauliques, à vapeur et à courroie, de dresseurs électriques, d'ascenseurs de résidence, à l'air comprimé ou mues à la main, d'escalateurs, d'escaliers électriques, de consoles d'orgue et d'ascenseurs d'orchestre, ainsi que le

ty-five to thirty-four, inclusively, of the Act hereinabove mentioned.

XXV. On the ratification of the present labour Agreement by Order in Council, the existing Joint Committee organized to carry out the previous labour Agreement in the territorial jurisdiction contemplated by the present Agreement, shall remain in office and supervise the carrying out of the present Agreement until a new Joint Committee is formed. Such new Joint Committee, when formed, shall succeed to and be vested in all the assets and rights of the former Committee and shall assume all the liabilities of the former Joint Committee under the said previous labour Agreement.

XXVI. The agreement shall become effective upon the passing of the Order in Council herein referred to and shall remain in effect until the thirtieth day of April nineteen hundred and Forty-three, and shall, if necessary, continue in effect for a further period of thirty days thereafter, pending the adoption of an Order in Council to replace the Order in Council legalising this agreement.

XXVII. It is hereby distinctly agreed between the respective contracting parties hereto that, if the Department of Labour shall authorize the creation of any sub-committee to administer any trade within the building and constructional engineering industry, or if the Department of Labour shall sanction the creation of a separate Joint Committee to administer any trade within said industry, this agreement shall thereby become absolutely null and void.

XXVIII. In all trades where any substitute material is erected in place of the regular and recognized commodity such as for instance a glass brick for a brick of clay or shale—the appropriate trade wage rate per hour shall apply. Tradesmen temporarily employed at other work shall continue to be paid the wage rate of their own trade.

XXIX. *Elevator Construction*: The following special provisions shall govern this trade:

1. The territorial jurisdiction of the decree, in the elevator industry, shall be as follows:

(i) *Montreal Region*:

*Southern Boundary*: The American border.

*Eastern Boundary*: A line running due North and South from a point 25 miles due West of the city of Quebec.

*Western Boundary*: The boundary line between the Province of Ontario and the Province of Quebec as far as the town of Hawkesbury and a line running due North from western limits of the town of Hawkesbury.

(ii) *Hull Region*:

All the western section of the Province of Quebec from a line running due North and South of the western limits of the town of Hawkesbury.

(iii) *Quebec Region*:

All the eastern section of the Province of Quebec, from a line running due North and South of a point twenty-five (25) miles due West of the City of Quebec.

2. *Classification of work*: a) The erecting and assembling of all elevator machinery and accessories, to wit: electric, hydraulic, steam, belt elevators, electric dumb waiters, residence elevators, compressed air and hand power elevators, escalators, electric stairways, organ consoles, and orchestra elevators; also the erecting and assembl-

montage et l'assemblage des entrées, portes et barrières d'ascenseurs et

b) Le travail de réparation en général et de modernisation effectué sur les appareils énumérés dans l'alinéa a du présent article.

c) Le service à contrat, pour examen régulier ou l'entretien des appareils énumérés dans l'alinéa a du présent article, pour une période minimum de un (1) mois.

3. *Heures de travail:* La journée régulière du travail sera de huit (8) heures, entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. du lundi au vendredi inclusivement, et de quatre (4) heures le samedi, entre 8.00 a.m. et 12.00 midi. Tout autre travail exécuté entre 5.00 p.m. et 8.00 a.m. et après 12.00 midi le samedi, sera rémunéré à raison de salaire double excepté pour les cas prévus dans les articles 5 et 7.

4. Le travail exécuté le dimanche et les jours de fêtes, tel que stipulé ci-après, sera considéré comme travail supplémentaire et rémunéré à raison de salaire double.

5. Lorsqu'il s'agira de rappels (call backs) sur le service à contrat, après les heures régulières, à l'exception des dimanches et jours de fêtes, les employés recevront salaire et demi.

6. Lorsqu'il s'agira de rappels (call backs) sur le service à contrat, les dimanches et jours de fêtes les employés recevront salaire double.

7. Pour le service à contrat, là où l'employeur a un contrat dans un immeuble seulement ou dans des immeubles adjacents, pour l'examen et l'entretien d'un assez grand nombre d'ascenseurs pour garantir l'emploi continuuel d'un ou plusieurs hommes pendant seize (16) heures, les hommes ne recevront pas les taux pour travail supplémentaire entre 4.00 p.m. et 12.00 minuit, excepté les dimanches.

8. Les hommes recevront une rémunération équivalente à cinquante-deux (52) heures par semaine pour quarante-huit (48) heures d'ouvrage. Il y aura deux équipes travaillant chacune pendant huit (8) heures, une devant être employée huit (8) heures durant le jour et l'autre huit (8) heures jusqu'à 12.00 minuit. Les jours de fêtes, un employé travaillera huit (8) heures durant le jour, il n'y aura pas d'équipe de nuit et les hommes travailleront alternativement les jours de fête, c'est-à-dire qu'un travaillera un jour de fête et l'autre le suivant. Le travail exécuté le dimanche sera considéré comme travail supplémentaire et rémunéré à raison de salaire double.

9. *Taux de salaires:* Les taux minima de salaires, jusqu'au 30 avril 1943, seront les suivants:

(i) *Région de Montréal:*

Travaux de construction, réparation et modernisation:

	<i>l'heure</i>
Mécanicien.....	\$ 1.00
Aide.....	0.70

Travaux de service à contrat et d'inspection à contrat:

Mécanicien.....	0.90
Aide.....	0.63

(ii) *Région de Hull:*

Travaux de construction, réparation et modernisation:

	<i>l'heure</i>
Mécanicien.....	1.00
Aide.....	0.70

ing of all elevator entrances and their doors, gates and appliances, and

b) General repairs and modernization work on apparatus enumerated in paragraph a of the present section.

c) Contract service for regular examination or care of apparatus enumerated in paragraph a of the present section for a period of not less than one month.

3. *Hours of work:* The regular working day shall consist of eight (8) hours, between 8.00 a.m. and 5.00 p.m., Monday to Friday inclusively, and four (4) hours on Saturday, between the hours of 8.00 a.m. and 12.00 noon. All other time worked between the hours of 5.00 p.m. and 8.00 a.m. also after 12.00 noon on Saturdays, must be paid for at double rate of single time excepting as provided for in sub-sections 5 and 7.

4. Work performed on Sunday and legal holidays, as designated hereinafter, shall be called as overtime and paid for at double the rate of single time.

5. Call backs on contract service on overtime except Sundays and legal holidays, shall be paid at the rate of time and one half.

6. Call backs on contract service on Sundays or legal holidays as designated hereinafter shall be paid for at double the rate of single time.

7. On contract service where the employer has a contract in one building only or adjacent buildings, for the examination and care of enough elevators to warrant keeping a man or men working continuously for sixteen (16) hours, the men will not be paid overtime between the hours of 4.00 p.m. and 12 midnight except on Sundays.

8. The men shall receive fifty-two (52) hours per week for forty-eight (48) hours of work. There shall be two shifts of eight (8) hours during the days and one man eight (8) hours to 12 midnight. On holidays, one man shall work eight (8) hours during the day, there being no night shift, the men taking the holidays alternately, one man working one holiday and another man working the next. Work performed on Sunday shall be classed as overtime and paid for at double the rate of single time.

9. *Rates of wages:* The minimum rates of wages until April 30th, 1943, shall be as follows:

(i) *Montreal Region:*

On construction, repair and modernization work:

	<i>per hour</i>
Mechanics.....	\$ 1.00
Helpers.....	0.70

On contract service and contract inspections:

Mechanics.....	0.90
Helper.....	0.63

(ii) *Hull Region:*

On construction, repair and modernization work:

	<i>per hour</i>
Mechanic.....	1.00
Helper.....	0.70

	<i>l'heure</i>		<i>per hour</i>
Travaux de service à contrat et d'inspection à contrat:		On contract service and contract inspections:	
Mécanicien . . . . .	0.90	Mechanic . . . . .	0.90
Aide . . . . .	0.63	Helper . . . . .	0.63

(iii) Région de Québec:

Travaux de construction, réparation et modernisation:

(iii) Quebec Region:

On construction, repair and modernization work:

	<i>l'heure</i>		<i>per hour</i>
Mécanicien . . . . .	0.90	Mechanic . . . . .	0.90
Aide . . . . .	0.63	Helper . . . . .	0.63

Travaux de service à contrat et d'inspection à contrat:

Mécanicien . . . . .	0.81	Mechanic . . . . .	0.81
Aide . . . . .	0.57	Helper . . . . .	0.57

10. Fêtes légales:

10. Legal Holidays:

(i) Région de Montréal: Le Jour de l'An, le Vendredi Saint, le 24 mai, le 1er juillet, la Fête du Travail, le Jour d'Actions de Grâce, la Fête de l'Armistice et le Jour de Noël. Aucun travail ne sera exécuté le jour de la Fête du Travail à l'exception du travail d'urgence.

(i) Montreal Region: New Year's Day, Good Friday, the 24th of May, July 1st, Labour Day, Thanksgiving Day, Armistice Day and Christmas Day. No work shall be performed on Labour Day excepting emergency work.

(ii) Région de Hull: Le Jour de l'An, le Vendredi Saint, le 24 mai, la fête civique à Ottawa (pour les employés de ce te ville), le 1er juillet, la Fête du Travail, le Jour d'Actions de Grâce, le Jour de Noël.

(ii) Hull Region: New Year's Day, Good Friday, May 24th, Ottawa Civic Holiday (for employees of this city), July 1st, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day.

(iii) Région de Québec: Le Jour de l'An, le Vendredi Saint, le 24 mai, le 1er juillet, la Fête du Travail, le Jour d'Actions de Grâce, la Fête de l'Armistice et le Jour de Noël.

(iii) Quebec Region: New Year's Day, Good Friday, May 24th, July 1st, Labour Day, Thanksgiving Day, Armistice Day, Christmas Day.

11. *Emploi des aides:* a. Le nombre total des aides employés ne devra pas excéder le nombre des mécaniciens, sur aucun chantier; cependant les employeurs peuvent avoir autant d'aides qu'ils le désireront, sous la surveillance d'un mécanicien, pour la démolition de vieilles machineries, de matériel d'ascenseurs, de monte-charges, etc. et pour tout ce travail de fondation.

11. *Use of helpers:* a. The total number of helpers employed shall not exceed the number of mechanics on any one job, except that the employers may use as many helpers as best suits their convenience, under the direction of a mechanic in wrecking old plants, hoisting material and on foundation work.

b. Pour remplacer les câbles d'installations d'ascenseurs, l'employeur peut avoir deux aides par mécanicien.

b. When removing old and installing cables in existing elevator installations, the employer may use two helpers to one mechanic.

12. *Inspection:* Toute inspection d'ascenseur, de dressoirs électriques, etc. énumérés à l'article 2, (classification du travail) doit être faite par un compagnon.

12. *Inspection:* All inspections of elevators, dumb-waiters, etc., designated under 2, classification of work, must be made by a journeyman.

13. Les taux seront en vigueur à compter de la ratification de l'arrêté ministériel pour tous les contrats, sans exception.

13. Rates are effective upon the passing of the Order in Council on all contracts without exception.

14. *Définitions:* a. Le travail de construction est défini, par les présentes, comme étant le montage et l'assemblage des appareils énumérés à l'article 2 et la démolition de ces appareils.

14. *Definitions:* a. *Construction work* is hereby defined as work performed in the erection and assembly of all apparatus enumerated in section 2 also the demolition of same.

b. Le travail de réparation comprend les réparations en général sur les appareils énumérés à l'article 2.

b. *Repair work* is hereby defined as general repairs on apparatus enumerated in Section 2.

c. Le travail de modernisation comprend tout travail exécuté sur les appareils énumérés à l'article 2 dans un édifice occupé afin d'y apporter les dernières améliorations.

c. *Modernization work* is hereby defined as any work performed on apparatus enumerated in Section 2 in an occupied building to bring the equipment up-to-date.

d. Le travail de service à contrat comprend le travail régulier d'examen ou d'entretien des appareils énumérés à l'article 2 exécuté à contrat pour une période minimum d'un mois.

d. *Contract service* is hereby defined as any contract obtained for the regular examination or care of apparatus enumerated in Section 2 for a period of not less than one month.

e. Les contrats d'inspections sont ceux obtenus d'une compagnie d'assurance pour l'inspection d'un groupe d'ascenseurs et le rapport sur leur état.

e. *Contract inspection* is hereby defined as a contract obtained from an Insurance Company to inspect a group of elevators and report on their condition.

XXX.—*Apprentissage:*—1.—Aucun apprenti des métiers de la construction ci-après mentionnés ne devra commencer son apprentissage avant d'avoir 16 ans ou avoir dépassé 23 ans, à l'exception des travailleurs en structure métallique qui

XXX.—*Apprenticeship:*—1. No apprentice, in any of the building trades hereinafter mentioned, shall begin his apprenticeship before being 16 years old, or after 23 years, with the exception of metallic structure workers who shall

ne devront pas commencer leur apprentissage avant d'avoir 20 ans ou après 25 ans.

2. Tous les noms des apprentis devront être inscrits dans un registre rédigé à cette fin par le Comité paritaire de métiers du bâtiment, chargé de la mise à exécution de la convention collective de travail des métiers du bâtiment, et dont le siège social est à Montréal.

3. Ledit registre devra contenir le nom, l'âge et l'adresse de l'apprenti; il devra mentionner également la date du commencement de l'apprentissage, la preuve de continuité de l'entraînement de l'apprenti et le nom et l'adresse de son premier employeur et de tous ses employeurs successifs, jusqu'à la fin de la période de l'apprentissage ci-après indiquée pour son métier.

4. Nonobstant le paragraphe 3 du présent article, les organisations professionnelles, parties à la présente convention, par l'entremise de leurs conseils de travail respectifs, auront le droit d'enregistrer les apprentis qui seront devenus leurs membres.

Lesdites organisations professionnelles devront toutefois, à chaque trois (3) mois déterminé par le Comité paritaire, faire un rapport complet sur les noms des apprentis qu'elles auront enregistrés. Ces rapports seront compilés et centralisés par le Comité paritaire.

5. Le Comité paritaire des métiers de la construction ou l'organisation professionnelle autorisée devra fournir à chaque apprenti un livret intitulé "livret d'apprentissage" lequel devra indiquer les périodes de travail passées au service de chaque employeur.

Les employeurs des apprentis devront indiquer, sous leur signature, les dates du commencement et de la cessation de l'emploi de l'apprenti.

Les livrets d'apprentissage seront de forme unique et bilingue, qu'ils soient émis directement par le Comité paritaire ou par les organisations professionnelles autorisées; toutefois, ces livrets devront porter le sceau de l'association ou de la corporation les émettant.

Tout employeur professionnel que ce soit une personne, une association ou une corporation, aura le droit d'engager un apprenti dans un ou plusieurs des métiers dans lesquels tel apprenti est intéressé; de plus, tel employeur professionnel aura le droit d'employer un (1) apprenti par 10 compagnons dans les métiers ci-après mentionnés à l'exception des métiers de couvreur et ferblantier.

Cet article ne s'applique pas toutefois au métier concernant l'électricité dans lequel il sera permis d'employer un apprenti par compagnon.

La période d'apprentissage pour les opérations des paysagistes sera de quatre (4) années.

6. Aucun employeur professionnel n'est tenu de garder à son emploi un apprenti exécutant un travail non satisfaisant. L'employeur aura également le droit de renvoyer un apprenti si ce dernier donne des preuves évidentes qu'il porte une attention insuffisante à son travail ou ne se conforme pas aux coutumes du métier.

7. La période complète d'apprentissage sera la suivante:

Métiers	Période d'apprentissage
Briqueleurs.....	4 ans (quatre)
Charpentiers-menuisiers.....	4 ans (quatre)
Finisseurs en ciment.....	3 ans (trois)
Latteurs en bois.....	3 ans (trois)
Latteurs—métal.....	3 ans (trois)
Électriciens.....	4 ans (quatre)

begin their apprenticeship not before 20 years or after 25 years of age.

2.—All apprentices names shall be inscribed in a register kept specially for this purpose by the Joint Committee of the Building Trades administering the collective labour agreement of the building trades, the head office of which is in Montreal.

3.—The said register shall mention the name, age and address of the apprentices; it shall also contain the date of the beginning of the apprenticeship, the proof of continuity of the training of the apprentice and the name and address of his first employer and of all his successive employers until the end of the period of apprenticeship hereinafter indicated for his trade.

4.—Notwithstanding sub-section 3 of the present section, the professional organizations parties to the present agreement, through the medium of their respective trades councils, shall have the right to register apprentices having become their members.

The said professional organizations shall, however, at every three months fixed by the Joint Committee, make a complete report of the names of the apprentices so registered. Such reports shall be compiled and centralized by the Joint Committee.

5.—The Joint Committee of the building trades or the authorized professional organizations shall furnish each apprentice with a booklet called "apprenticeship book" which shall indicate the periods of work spent in the service of each employer.

The employers of the apprentices shall indicate under their signature the dates of the beginning and the end of the service of the apprentice.

The apprenticeship book shall be bilingual and standard whether issued directly by the Joint Committee or by professional unions authorized to do so; however, such booklets shall bear the seal of the association or corporation by which they are issued.

Any professional employer whether a person, an association or a corporation, shall have the right to hire an apprentice in one or more trades in which such apprentice is interested; moreover, such professional employer shall have the right to employ one apprentice for each ten journeymen in the trades hereinunder mentioned with the exception of the roofing and sheet metal trades.

The present section does not apply to the electrical trade, which, however, shall be permitted one apprentice to each journeyman.

The period of apprenticeship in landscape operations shall be four years.

6.—No professional employer is compelled to keep in his service an apprentice whose work is proven unsatisfactory. The employer shall also have the right to discharge an apprentice if the latter gives evident proof of insufficient care in his work or does not abide by the general customs required for trade apprentices.

7.—The full period of apprenticeship shall be as follows:

Trades	Period of Apprenticeship
Bricklayers.....	4 years (four)
Carpenters-Joiners.....	4 years (four)
Cement Finishers.....	3 years (three)
Lathers—wood.....	3 years (three)
Lathers—metal.....	3 years (three)
Electricians.....	4 years (four)

Métiers	Période d'apprentissage	Trades	Period of Apprenticeship
Poseurs de marbre.....	4 ans (quatre)	Marble setters.....	4 years (four)
Maçons.....	4 ans (quatre)	Masons.....	4 years (four)
Peintres, opérateurs de machines à asperger, vitriers, décorateurs..	4 ans (quatre)	Painters, spraymen, glaziers, de- corators.....	4 years (four)
Plâtriers.....	4 ans (quatre)	Plasterers.....	4 years (four)
Couvreurs—ardoise et tuile.....	voir texte	Roofers—slate & tile.....	see text
Couvreurs—composition.....	voir texte	Roofers—composition.....	see text
Paysagistes.....	4 ans (quatre)	Landscape workmen.....	4 years (four)

8. Les taux de salaires payés aux apprentis seront fixés suivant le pourcentage du salaire minimum légal payé aux ouvriers qualifiés des différents métiers; ce pourcentage de rémunération est déterminé comme suit:

- a. Pour les métiers de quatre (4) années d'apprentissage:
  - 1ère année..... 30%
  - 2ième année..... 45%
  - 3ième année..... 60%
  - 4ième année..... 75%
- b. Pour les métiers de trois (3) années d'apprentissage:
  - 1ère année..... 45%
  - 2ième année..... 60%
  - 3ième année..... 75%
- c. Pour les métiers de l'industrie du fer structural:
  - 1ère année..... 50%
  - 2ième année..... 75%
- d. Les apprentis-paysagistes recevront les taux minima suivants:

	l'heure
1ère année.....	\$0.32
2ième année.....	0.32
3ième année.....	0.35
4ième année.....	0.35

e. Les apprentis-couvreurs seront rémunérés d'après les taux suivants, à savoir:

	l'heure
1ère année.....	\$0.30
2ième année.....	0.35
3ième année.....	0.45
4ième année.....	0.55

8. Rate of wages paid to apprentices shall be fixed according to the percentage of legal minimum wages paid to qualified workmen of the various trades; such percentage of remuneration is determined as follows:

- a. For the trades requiring four (4) years of apprenticeship:
  - 1st year..... 30%
  - 2nd year..... 45%
  - 3rd year..... 60%
  - 4th year..... 75%
- b. For the trades requiring three years (3) of apprenticeship:
  - 1st year..... 45%
  - 2nd year..... 60%
  - 3rd year..... 75%
- c. For the trades of the structural steel industry:
  - 1st year..... 50%
  - 2nd year..... 75%
- d. Apprentice-landscape workmen shall be paid the following minimum wage rates:

	per hour
1st year.....	\$ 0.32
2nd year.....	0.32
3rd year.....	0.35
4th year.....	0.35

e. Apprentice-roofers shall be paid on the following basis, namely:

	per hour
1st year.....	\$ 0.30
2nd year.....	0.35
3rd year.....	0.45
4th year.....	0.55

9. Aucun contrat individuel d'apprentissage pour les métiers mentionnés ci-haut ne sera valide à moins qu'il soit en conformité avec les dispositions du décret.

9. No individual apprenticeship contract for the hereinabove mentioned trades shall be accepted as valid unless it be in conformity with the provisions of the decree.

10. Si un apprenti a été employé dans un des métiers ci-haut mentionnés avant la mise en vigueur de l'arrêté ministériel approuvant la présente convention, il doit présenter au Comité paritaire ou à l'organisation professionnelle autorisée un état montrant la période de temps qu'il a travaillé chez un employeur appuyé par un affidavit. Tel état doit être inscrit dans le registre d'apprentissage de l'association ou du Comité paritaire.

10. If an apprentice has been employed in one of the hereinabove mentioned trades before the enforcement of the Order-in-Council approving the present agreement, he shall present to the Joint Committee or to the authorized professional organizations a statement of the period of time he has worked for an employer, supported by affidavit. Such statement shall be entered in the apprenticeship register of the association or of the Joint Committee.

11. La durée du travail des apprentis sera semblable à celle des mécaniciens.

11. The duration of labour of apprentices shall be similar to that of mechanic.

12. Après avoir terminé son apprentissage l'apprenti doit subir un examen concernant ses qualifications devant le Bureau des examinateurs, conformément aux dispositions de la Loi et des arrêtés ministériels adoptés en vertu d'elle.

12. After completing his apprenticeship, the apprentice shall undergo an examination respecting his competency before a Board of Examiners in conformity with the provisions of the Act and of the Orders-in-Council adopted under its authority.

13. L'apprenti doit rendre des bons et loyaux services à son employeur durant sa période d'apprentissage; il doit prendre soin des outils et du matériel fournis par son employeur.

13. The apprentice shall furnish good and loyal services to his employer during his period of apprenticeship; he shall take care of tools and material furnished by his employer.

14. L'employeur doit immédiatement aviser le Comité paritaire de la date d'entrée en apprentissage d'un employé.

14. The employer shall notify immediately the Joint Committee of the date an employee begins his apprenticeship.

15. Le Comité paritaire ou l'organisation professionnelle autorisée peut exiger la preuve de l'âge de l'apprenti avec un certificat de santé démontrant qu'il peut entreprendre son apprentissage dans un métier donné.

16. Le temps supplémentaire fait par un apprenti sera rémunéré au taux de salaire et demi en regard du taux régulier des apprentis.

17. L'employeur fera son possible afin d'enseigner à ses apprentis le métier dans lequel ils se destinent.

18. Les apprentis qui ont fréquenté une école technique ou de métiers doivent recevoir du Bureau des examinateurs du Comité paritaire un crédit en proportion de la durée de leurs études et du résultat de leurs examens.

XXXI.—*Indemnité de vie chère*.—Le comité paritaire à être formé pour voir à la mise à exécution de la convention lorsque cette dernière sera rendue obligatoire par décret, aura tous les pouvoirs nécessaires pour exiger le paiement de l'indemnité de vie chère, telle que prévue par l'arrêté en conseil fédéral numéro 8253, du 24 octobre 1941, et amendements, lorsque ladite indemnité sera établie par l'autorité compétente pour les métiers de la construction et de la mécanique du district de Montréal, l'autorisation d'insérer cette disposition ayant été donnée par le Conseil national du Travail en Temps de Guerre d'Ottawa.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Le ministère du Travail,  
Québec, ce 23 mai, 1942. 1168-0

15. The Joint Committee or the authorized professional organization may request proof of the age of the apprentice together with a health certificate proving that he may take up apprenticeship in a given trade.

16. Overtime made by an apprentice shall be paid time and one half of the regular wages of the apprentices.

17. The employer shall do his utmost to instruct his apprentices in the trades in which the latter are working.

18. Apprentices having attended a technical or trades school shall receive from the Board of Examiners of the Joint Committee a credit in proportion to the duration of their studies and the result of their examination.

XXXI.—*Cost of Living Bonus*.—The Joint Committee to be established for the administration of this Agreement when made legal and obligatory shall be vested with full authority to supervise and enforce the payment of the Cost of Living Bonus provided for in Dominion of Canada Order-in-Council, Number 8253 of the 24th October 1941, if, when and as established by the appropriate authority for building and constructional engineering trades workmen of the District of Montreal, the necessary sanction for this stipulation having been granted by the National War Labour Board of Ottawa.

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, May 23, 1942. 1168-0

## Index de la Gazette officielle de Québec, No 21

AVIS AUX INTÉRESSÉS:	1829
ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:	
Larochelle vs Prévost.....	1857
ARRÊTÉ EN CONSEIL:	
1168—Commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture dans la cité de Québec.	1857
AVIS DIVERS:	
Bills sanctionnés.....	1855
Chandler, village de.....	1853
Collège Stanislas Incorporé.....	1855
De Gaspé Realities Limited.....	1854
L'Association des Instituteurs et Instituteur-trices Catholiques de Hull.....	1857
Québec-Ouest, ville de.....	1853
Redpath Realities Limited.....	1854
St-Jérôme, syndics de la paroisse de.....	1854
CHARTES—ABANDON DE:	
Bleury Seignior Company.....	1859
Harris Abattoir (Quebec) Limited.....	1860
John Paxton & Co. Limited.....	1858
Labrador Club Incorporated.....	1859
Les Fermes de Montréal, Limitée.....	1860

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 21

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	1829
ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:	
Larochelle vs Prévost.....	1857
ORDER IN COUNCIL:	
1168—Hardware and paint trades in the city of Quebec.....	1857
MISCELLANEOUS NOTICES:	
Bills sanctioned.....	1855
Chandler, village of.....	1853
Collège Stanislas Incorporated.....	1855
De Gaspé Realities Limited.....	1854
L'Association des Instituteurs et Instituteur-trices Catholiques de Hull.....	1857
Quebec-west, town of.....	1853
Redpath Realities Limited.....	1854
St-Jérôme, trustees of the parish of.....	1854
CHARTERS—SURRENDER OF:	
Bleury Seignior Company.....	1859
Harris Abattoir (Quebec) Limited.....	1860
John Paxton & Co. Limited.....	1858
Labrador Club Incorporated.....	1859
Les Fermes de Montréal, Limitée.....	1860

Morton Bloch Incorporated.....	1859	Morton Bloch Incorporated.....	1859
Polar Club Inc.....	1859	Polar Club Inc.....	1859
Thrill Attractions Limited.....	1859	Thrill Attractions Limited.....	1859

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE:

Ordonnance N° D-1 & 2-42A—Montréal.....	1860
Ordonnance N° M-42.....	1864
Ordonnance N° 10-E-42—Valleyfield.....	1862
Ordonnance N° 46-E-42—Rimouski.....	1864
Ordonnance N° 64-E-42—Farnham.....	1863

DAIRY INDUSTRY COMMISSION:

Order No. D-1 & 2-42A—Montreal.....	1860
Order No. M-42.....	1864
Order No. 10-E-42—Valleyfield.....	1862
Order No. 46-E-42—Rimouski.....	1864
Order No. 64-E-42—Farnham.....	1863

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:

N° 39 (renouvellement) Concernant les ouvriers affectés à l'exploitation des forêts.....	1865
--	------

MINIMUM WAGE COMMISSION:

No. 39 (Renewal) Concerning employees occupied at forest operations.....	1865
---	------

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:

St-Mathias, munic. scolaire (Erratum)....	1866*
St-René-de-Matane, munic. scolaire.....	1866
St-Urbain-Premier, munic. scolaire.....	1866

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:

St-Mathias, school munic. (Erratum)....	1866
St-Réné-de-Matane, school munic.....	1866
St-Urbain-Premier, school munic.....	1866

ERRATUM:

Bernier vs Bernier.....	1866
-------------------------	------

ERRATUM:

Bernier vs Bernier.....	1866
-------------------------	------

LETTRES PATENTES:

A & A Trading Co. Ltd.....	1830
Contractors Uniform Company Limited.....	1831
Diaz Lumber Limited—Bois Diaz Limitée.....	1831
Dorel Vanities Ltd.....	1832
E. Lecompte Draperies Ltée.....	1832
Embouteilleurs des Eaux Gazeuses de Québec—Quebec Bottlers of Carbon- ated Beverages.....	1833
Enterprise Agencies Limited.....	1833
Finnie Mfg. Co. Ltd.....	1834
Guilmette Plumbing Inc.....	1835
Jean Baptiste Cloutier Limitée.....	1836
La Compagnie de téléphone rural de St- René.....	1836
Lacote Realities Limited.....	1837
L'Association des Marchands de fruits et légumes en gros de la Cité de Québec... ..	1838
L'Association des Vétérans de Guerre de la Province de Québec—(Province of Quebec War Veterans Association)....	1838
Smith-Anderson Company Limited.....	1839
Universal Die and Tool Manufacturing Limited.....	1839

LETTERS PATENT:

A & A Trading Co. Ltd.....	1830
Contractors Uniform Company Limited.....	1831
Diaz Lumber Limited—Bois Diaz Limitée.....	1831
Dorel Vanities Ltd.....	1832
E. Lecompte Draperies Ltée.....	1832
Embouteilleurs des Eaux Gazeuses de Québec—Quebec Bottlers of Carbon- ated Beverages.....	1833
Enterprise Agencies Limited.....	1833
Finnie Mfg. Co. Ltd.....	1834
Guilmette Plumbing Inc.....	1835
Jean Baptiste Cloutier Limitée.....	1836
La Compagnie de téléphone rural de St- René.....	1836
Lacote Realities Limited.....	1837
L'Association des Marchands de fruits et légumes en gros de la Cité de Québec... ..	1838
L'Association des Vétérans de Guerre de la Province de Québec—(Province of Quebec War Veterans Association)....	1838
Smith-Anderson Company Limited.....	1839
Universal Die and Tool Manufacturing Limited.....	1839

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Corporation Baronet Limitée—Baronet Corporation Limited.....	1840
---	------

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Corporation Baronet Limitée—Baronet Corporation Limited.....	1840
---	------

MINISTÈRE DU TRAVAIL:

Comité conjoint des Barbiers de Rouyn et de Noranda.....	1873
Comité conjoint des barbiers de Rouyn et de Noranda.....	1874
Comité conjoint des barbiers et coiffeurs, jurisdiction de Québec.....	1875
Comité conjoint des métiers de la cons- truction de Montréal.....	1877
Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de la jurisdiction de St-Hyacinthe.....	1876
Comité paritaire des coiffeurs et coiffeuses des comtés de Chicoutimi, Lac St-Jean et Roberval.....	1876
Métiers de la construction dans la cité de Sorel.....	1876

DEPARTMENT OF LABOUR:

Joint committee of the barbers of Rouyn and Noranda.....	1873
Joint committee of the barbers of Rouyn and Noranda.....	1874
Joint committee of the barbers and hairdressers, jurisdiction of Quebec... ..	1875
Joint committee of the building trades of Montreal.....	1877
Parity committee of the barbers and hairdressers of the jurisdiction of St- Hyacinthe.....	1876
Parity committee of the hairdressers of the counties of Chicoutimi, Lake St. John and Roberval.....	1876
Building trades in the city of Sorel.....	1876

**NOMINATIONS:**

Commissaires d'écoles.....	1867
Diverses.....	1867

**PROCLAMATIONS:**

Casupscull, canton de.....	1851
Matalie, canton de.....	1852

**SOUMISSIONS:**

Commissaires d'écoles de La Présentation de la Ste-Vierge.....	1868
--	------

**VENTES POUR TAXES:**

Iles de la Madeleine, comté des.....	1841
Jonquière, ville de.....	1840
Mont-Royal, ville de.....	1845

**VENTES PAR LES SHÉRIFS:**

*Bedford:*

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Cabana.....	1868
--	------

*Hull:*

Bertrand vs Findlay.....	1869
--------------------------	------

*Iberville:*

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Poirier.....	1869
---	------

*Joliette:*

Burnett vs Perrault <i>et vir</i> .....	1870
La Commission des Accidents du Travail de Québec vs McDonald.....	1870

*Montréal:*

Décary vs Archambault.....	1871
----------------------------	------

*Québec:*

Cité de Québec vs Tremblay.....	1871
---------------------------------	------

*Roberval:*

Tremblay vs La Filature de Métabet-chouan, Limitée.....	1872
---	------

*Terrebonne:*

Jolicœur vs Gaudet.....	1872
Paquin vs Ouimet.....	1872

1169-o

**APPOINTMENTS:**

School Commissioners.....	1867
Miscellaneous.....	1867

**PROCLAMATIONS:**

Casupscull, township of.....	1851
Matalie, township of.....	1852

**TENDERS:**

School Commissioners of La Présentation de la Ste-Vierge.....	1868
---	------

**SALES FOR TAXES:**

Magdalen Islands, county of.....	1841
Jonquière, town of.....	1840
Mount Royal, town of.....	1845

**SHERIFFS' SALES:**

*Bedford:*

Quebec Farm Loan Board vs Cabana....	1868
--------------------------------------	------

*Hull:*

Bertrand vs Findlay.....	1869
--------------------------	------

*Iberville:*

Quebec Farm Loan Board vs Poirier....	1869
---------------------------------------	------

*Joliette:*

Burnett vs Perrault <i>et vir</i> .....	1870
The Quebec Workmen's Compensation Commission vs McDonald.....	1870

*Montreal:*

Décary vs Archambault.....	1871
----------------------------	------

*Quebec:*

City of Quebec vs Tremblay.....	1871
---------------------------------	------

*Roberval:*

Tremblay vs La Filature de Métabet-chouan, Limitée.....	1872
---	------

*Terrebonne:*

Jolicœur vs Gaudet.....	1872
Paquin vs Ouimet.....	1872

1169-o